

**Le conflit  
de la marine marchande**  
La police est intervenue  
au Havre et à Fos  
pour permettre  
le fonctionnement  
des raffineries  
LIBRE PAGE 20

# Le Monde

Fondateur : Hubert Beuve-Méry

Directeur : Jacques Fauvet

1,80 F

Algérie, 1,30 F; Arabie, 1,50 F; Belgique, 1,20 F; Brésil, 1,20 F; Canada, 1,20 F; Espagne, 1,20 F; États-Unis, 1,20 F; France, 1,20 F; Grèce, 1,20 F; Italie, 1,20 F; Japon, 1,20 F; Liban, 1,20 F; Luxembourg, 1,20 F; Maroc, 1,20 F; Mexique, 1,20 F; Pays-Bas, 1,20 F; Portugal, 1,20 F; Royaume-Uni, 1,20 F; Suisse, 1,20 F; Tchécoslovaquie, 1,20 F; Tunisie, 1,20 F; Turquie, 1,20 F; Union soviétique, 1,20 F; Yougoslavie, 1,20 F.

Tarif des abonnements page 17  
S. RUE DES ITALIENS  
75001 PARIS - CEDEX 09  
C.C.P. 687-23 Paris  
Tél. Paris 01-42-55-55-55  
Tél. : 246-72-23

## La rivalité sino-soviétique en Asie

### Contre la Chine

Après son adhésion au Comecon, annoncée le 29 juin, le Vietnam vient de faire un nouveau pas vers l'intégration dans le camp soviétique. Même si, à l'heure actuelle, la guerre contre les États-Unis, le gouvernement de Hanoi, soucieux de son indépendance, n'avait pas songé à signer un traité d'amitié et de coopération avec Moscou, vendredi 3 novembre. Même si, comme d'usage dans de tels cas, il est précisé que l'accord « n'est dirigé contre aucun État tiers », les propos tenus par les signataires ne laissent aucun doute quant au pays dont il vise à écarter la « menace » : la Chine.

L'article 6 du traité précise que, « au cas où l'une des parties ferait l'objet d'une attaque », des consultations bilatérales seraient immédiatement engagées « pour éliminer ce danger ». Cette hypothèse n'est-elle pas déjà réalisée, puisque le ministre vietnamien des affaires étrangères a fait état, au moment même où avaient lieu à Moscou les entretiens sino-vietnamiens, d'un « incident particulièrement sérieux » à la frontière avec la Chine ? M. Brejnev a assuré ses hôtes de l'entier soutien de l'U.R.S.S. « en ces heures difficiles ».

Mais les propos tenus vendredi au Kremlin ne concernent pas seulement la situation militaire. Quand M. Le Duan, secrétaire général du P.C. vietnamien, a dénoncé le « groupement réactionnaire au sein des milieux dirigeants de Pékin » qui a passé une « nouvelle alliance avec l'impérialisme et ses larbins », il visait M. Teng Hsiao-ping et ses amis, artisans d'une politique d'ouverture en direction des pays capitalistes susceptibles d'aider la Chine à s'équiper, y compris en matériel militaire, pour faire face à son puissant voisin du nord et de l'ouest.

Parmi les « larbins » de l'impérialisme, M. Le Duan rangeait-il la Thaïlande, la Malaisie et Singapour, où M. Teng Hsiao-ping commence une tournée ? Non, sans doute, puisque le Vietnam, tout comme l'U.R.S.S., a multiplié ces derniers mois les manœuvres de séduction à l'égard de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (Asean), dont font partie ces trois États. Lors d'un récent voyage dans les pays membres de l'Association, le premier ministre vietnamien avait proposé de transformer la région en « une zone de paix, d'indépendance, de neutralité et de prospérité ». Ces propos sont à rapprocher de l'article du traité par lequel l'U.R.S.S. et le Vietnam se disent décidés à « soutenir la volonté de paix, d'indépendance et de coopération des peuples du Sud-Est asiatique ».

Ce qui apparaît en filigrane, c'est la vieille idée soviétique de pacte de sécurité collective en Asie. Elle a rencontré diverses résistances : l'Inde, par exemple, dont les relations avec la Chine pourraient s'améliorer, a toujours refusé de souscrire à ce projet, même à l'époque où les rapports avec Moscou étaient au beau fixe. Mais M. Brejnev n'a jamais renoncé à son idée, à laquelle l'arrivée à Kaboul d'un gouvernement favorable à Moscou donne un regain d'actualité. En avançant ses pions dans un Vietnam qui reprend implicitement ses thèses en matière diplomatique, l'U.R.S.S. a trouvé une consolation partielle à l'échec qu'a constitué pour elle la signature du traité d'amitié sino-japonais.

**LA NOMINATION  
DE M. SEMIONOV  
COMME AMBASSADEUR  
DE L'U.R.S.S. A BONN  
SUSCITE DE NOMBREUSES  
SPÉCULATIONS**  
(Lire page 4 l'article de  
JEAN WETZ.)

- Moscou et Hanoï ont signé un traité d'amitié
- M. Teng Hsiao-ping se rend en Thaïlande en Malaisie et à Singapour

La rivalité sino-soviétique se développe en Asie du Sud-Est. L'U.R.S.S. et le Vietnam ont signé vendredi 3 novembre un traité d'amitié et de coopération d'une durée de vingt-cinq ans, sur le modèle des accords passés entre Moscou et les pays socialistes d'Europe de l'Est. Pour faire pièce aux tentatives de pénétration de l'U.R.S.S. dans la région, M. Teng Hsiao-ping, vice-premier ministre chinois, commence dimanche une tournée en Thaïlande, en Malaisie et à Singapour, qui forment, avec l'Indonésie et les Philippines, l'Association des nations de l'Asie du Sud-Est (Asean).

Ces initiatives diplomatiques interviennent alors que la tension entre Hanoï et Pékin monte dangereusement. La Chine a confirmé samedi qu'un incident de frontière avait fait « un certain nombre » de morts et de blessés du côté chinois le 1<sup>er</sup> novembre. De son côté, Hanoï dénonce l'arrivée de renforts chinois à la frontière.

De notre correspondant

Pékin. — En entamant, dimanche 5 novembre, le voyage qui doit le conduire successivement en Thaïlande, en Malaisie et à Singapour, le vice-premier ministre chinois, M. Teng Hsiao-ping, marche sur les traces récentes de plusieurs voyageurs d'importance. Au cours des derniers mois, les pays de l'ASEAN ont été visités par le premier ministre vietnamien, M. Pham Van Dong, le vice-ministre soviétique des affaires étrangères, M. Firoukhov, et le secrétaire d'État adjoint américain, M. Holbrooke. Pékin n'a rien trouvé à redire à la présence de ce dernier dans la région, mais ses réactions ont été très vives aux voyages de M. Pham Van Dong et M. Firoukhov. Parlant devant les journalistes thaïlandais, M. Teng Hsiao-ping a traité le chef du gouvernement vietnamien de menteur. Vendredi, le *Quotidien du peuple* accusait le vice-ministre soviétique de « cacher un complot derrière son visage souriant ».

La diplomatie chinoise est littéralement obsédée par sa concurrence avec l'U.R.S.S. dans le Sud-Est asiatique. Au mois d'août dernier, un symposium s'est tenu

à l'université d'Amoy (province du Fu-Kien) sur les problèmes de cette région. À en juger par le compte rendu de l'agence Chine nouvelle, ce colloque a essentiellement débattu de « l'expansion du révisionnisme soviétique », décrit comme « l'ennemi le plus dangereux » pour les peuples de l'Asie du Sud-Est.

ALAIN JACOB.

(Lire la suite page 4.)

## L'agitation en Espagne

Une foule importante a participé à la manifestation d'extrême droite à Madrid contre le terrorisme

L'extrême-droite espagnole a réuni une foule importante vendredi 3 novembre dans les rues de Madrid, pour manifester « contre le terrorisme et ses complices ». Selon les estimations de la police, environ trois cent mille personnes ont défilé pendant deux heures, à l'appel de Fuerza Nueva, organisation néo-fasciste.

De notre correspondant

Madrid. — De nombreux slogans ont été lancés contre le gouvernement pendant la manifestation organisée par l'extrême droite à Madrid. Le leader de Fuerza Nueva, M. Blas Pinar, a fait un discours au ton également très antigouvernemental qu'il a terminé à sa manière habituelle en criant : « Vive le Christ Roi ! ». La foule s'est dispersée place de Rome, dans les quartiers est de la capitale, en chantant l'hymne de la Phalange : « Face au soleil ».

Le cortège s'est formé derrière une centaine de jeunes filles de l'organisation, habillées de la chemise bleue de la Phalange et coiffées d'un beret rouge. Elles portaient inscrites sur des pancartes, sous la forme de l'air-part de décès, les noms d'environ cent cinquante victimes du

terrorisme. Un autre groupe en uniforme défilait avec le bandeau avec le mot d'ordre de la manifestation : « Contre le terrorisme et ses complices ». M. Blas Pinar avait à ses côtés M. Eal-mundo Fernandez-Cuesta, ancien ministre de Franco, M. Sixto de Bourbon, leader de la Communion traditionnelle, organisation carliste ultra-réactionnaire, M. Mariano Sanchez Covisa, chef des Guérilleros du Christ-Roi, organisation fasciste adonnée aux méthodes terroristes. Beaucoup parmi les manifestants portaient la chemise bleue.

Sur les pancartes, on lisait les slogans les plus divers.

CHARLES VANHECKE.

(Lire la suite page 4.)

## Le système monétaire européen

Un document confidentiel explique l'hostilité de Londres

Le Times a publié samedi 4 novembre un document confidentiel préparé par le gouvernement de Londres pour éclairer ses discussions sur le système monétaire européen dont débattent les neuf « membres » du 4 décembre, sur l'initiative de M. Schmidt et Giscard d'Estaing.

Ce rapport, que le chancelier de l'Échiquier avait refusé de divulguer, est communiqué aux parlementaires, explique l'attitude pour l'instant hostile de Londres à ce système, car, selon les experts anglais, l'application de ce système, en Europe, aggraverait le chômage au Royaume-Uni et y rendrait plus difficile la lutte contre l'inflation.

De notre correspondant

Londres. — Déposant devant la sous-commission des Communes chargée d'étudier le problème de l'adhésion de la Grande-Bretagne au projet de système monétaire européen (S.M.E.), M. Healey, chancelier de l'Échiquier, a refusé, le vendredi 3 novembre, de communiquer aux parlementaires les études et documents préparés par le cabinet britannique et par la Commission européenne sur les effets d'une entrée de son pays dans le système. M. Healey s'est abrité derrière la décision du conseil des ministres de Bruxelles insistant pour que ces documents restent confidentiels.

Le chancelier de l'Échiquier a démenti les informations selon lesquelles la Grande-Bretagne serait disposée à faire partie d'un éventuel « second étage » d'un S.M.E. révisé. Il aurait, d'autre part, critiqué les gouvernements allemand et néerlandais pour avoir refusé de mettre suffisamment de fonds à la disposition du S.M.E. de façon à le mieux différencier du « serpent » actuel.

D'une manière générale, M. Healey a refusé de prendre des engagements avant les prochaines discussions bilatérales que M. Callaghan et lui-même auront avec les dirigeants français et italiens.

(Lire la suite page 22.)

HENRI PIERRE.

## Une puissance en expansion : le Congrès des États-Unis

M. J. Carter a déclaré vendredi 3 novembre, à Sacramento, capitale de l'État de Californie, qu'il n'était « absolument pas certain » que les États-Unis et l'U.R.S.S. parviennent à un accord sur la limitation des armements stratégiques (SALT) avant la fin de 1978. « Bien que cela reste possible », M. Cyrus Vance, le secrétaire d'État, a estimé à Washington que des progrès avaient été accomplis et qu'un accord « pouvait encore être conclu cette année ».

M. Carter, ainsi que les membres de sa famille et le vice-président Walter Mondale multiplient les apparitions électorales à travers le pays avant le scrutin du mardi 7 novembre, au cours duquel notamment la totalité de la Chambre des représentants et un tiers du Sénat doivent être renouvelés. Notre correspondant à Washington décrit le fonctionnement du « plus grand Parlement du monde ».

### I. — LE MONSTRE

De notre correspondant

MICHEL TATU

Washington. — Le visiteur pressé connaît la haute coupole du Capitole, l'escalier monumental de la face est, les hémicycles et antichambres aux lourdes dorures de l'« elle du Sénat », au nord ou de l'« elle de la Chambre », au sud. Il a beaucoup moins de chances de pénétrer dans les somptueux bâtiments qui longent les toutes proches avenues de la Constitution (Russell Building, Dirksen Building, où les sénateurs ont leurs « suites ») ou de l'indépendance (les immenses Rayburn, Longworth, Cannon, à la disposition des représentants). Sur 2 bons kilomètres carrés tout ici appartient au Congrès, y compris le petit chemin de fer souterrain qui relie entre elles et au Capitole les diverses parties de cette véritable ville qu'est l'appareil législatif américain. Une ville de près de vingt mille âmes, dont la croissance constante depuis vingt ans donne le vertige à ses propres habitants.

Le Congrès, ce ne sont pas seulement les 100 sénateurs et les 435 représentants, les 18 commissions permanentes du Sénat et les 22 de la Chambre. C'est aussi un immense personnel administratif, un « staff » qui est passé, par exemple pour le Sénat, de 2 415 personnes, il y a vingt ans, à 3 700 en 1968, et à 6 212 aujourd'hui. Dans les années 60, 1 représentant n'était entouré que de 4 à 5 collaborateurs ; ce nombre a

doublé aujourd'hui, sans parler des effectifs presque égaux que le député entretient dans le bureau de sa circonscription, toujours aux frais du contribuable. Le sénateur est encore plus gourmand, puisque son « staff » peut aller jusqu'à 50 personnes, parfois plus, il est vrai, dans le personnel, également pléthorique, mis à la disposition des commissions. La seule commission des affaires gouvernementales, que préside le sénateur Ribicoff, occupe, avec ses sept sous-commissions, soixante-huit bureaux.

Les « staffers » et les autres assistants ne comptent encore par centaines dans les divers organismes de recherche et de documentation créés auprès du Congrès et à son service. Le Congressional Research Service est une annexe de la fameuse bibliothèque du Congrès, la plus grande du monde avec quinze millions de volumes. Ses cinq cents experts répondent à la moindre demande de chaque parlementaire en un temps record, mais le service est maintenant complété par le Bureau d'évaluation de la technologie (Office of Technology Assessment) créé en 1972, à la suite du débat sur le super-sonique, pour fournir au législateur un avis indépendant sur l'impact des récentes découvertes. Le Bureau du

budget (Congressional Budget Office) a été créé, en 1974, lorsque le Congrès a décidé de s'ériger non plus seulement en censeur, mais en créateur du budget fédéral. Ce bureau s'est ajouté au General Accounting Office, sorte de cour des comptes américaine, qui, depuis 1921, dénonce, sous l'autorité du Congrès, les abus en tous genres de l'administration.

Une comparaison avec le Parlement français est éloquent. De janvier à juillet 1978, l'Assemblée nationale a élargi en séance plénière 220 heures, voté 38 projets de loi et 620 amendements (*l'Express* du 10 au 16 juillet 1978).

(Lire la suite page 5.)

## LE MARCHÉ DE LA TÉLÉVISION

### L'Europe achète à Londres

L'Europe, on nous en rebat les oreilles en ce moment. Normal à quelques mois des élections au Parlement : l'Europe agricole, viticole et laitière, l'Europe politique, l'Europe économique et monétaire. Vastes perspectives, grandes options, problèmes planétaires. Qu'en est-il cependant de leur dénominateur commun, petit, certes, mais irréductible : l'être humain, l'unité à partir de laquelle se dénombrent les populations. Verront-elles, au-delà des différences linguistiques et culturelles, une communauté des mentalités, des sensibilités, des habitudes de pensées ? Peut-on parler d'un Européen comme on dit un Russe ou un Américain.

La réponse n'est pas loin. Elle s'inscrit, soir après soir, sur des centaines de milliers d'écrans-miroirs où se reflètent les aspirations, les déceptions et les indignations de nos voisins. Elle est normande, cette réponse. C'est oui et c'est non. C'est vrai en partie, deux parties bien distinctes, l'Europe du Nord et l'Europe du Sud. Jamais le clivage n'a été aussi net. Deux blocs flanqués d'une file orgueilleuse, impénétrable, la Grande-Bretagne.

Il n'est pour s'en convaincre que d'aller faire un tour à Milan où se tiennent chaque année, cinq ou six jours durant, des séances de projection organisées par l'Union européenne de radio-télévision. Près de trois mille émissions de télévision étaient ainsi offertes, le mois dernier, à la curiosité des organismes membres, énorme foire ouverte aux vendeurs, aux acheteurs, qui espèrent offrir et trouver là de quoi alimenter sans fond, voraces, insatiables, dévorantes de programmes.

(Lire page 11 l'article de CLAUDE SARRAUTE.)

### LE MONDE diplomatique

du mois de novembre  
EST PARU  
Au sommaire :  
Le mark souverain

vive  
la révolution symbolique  
vive  
la révolution des femmes  
mensuelle n° 10 octobre 78 - 7 F.  
en vente jusqu'au 20 novembre dans tous les kiosques

Le Monde

PSYCHIATRIE

# idées

## Patrimoine et destin

par ALBERT JACQUARD (\*)

P OUR poser le problème de l'inné et de l'acquis, les Anglo-Saxons utilisent l'expression *Image Nature versus Nurture*. Le terme central *Nurture* est révélateur : c'est le mot employé par les juristes pour désigner un conflit entre deux parties : l'affaire « *Dupont contre Durand* » est l'affaire « *Brown versus Smith* ». On admet qu'il y a opposition, qu'il faut définir un partage (parts d'un héritage ou parts de responsabilité) : ce que l'un gagne, l'autre le perd. Employer le même terme à propos de l'inné et de l'acquis fourvoie, dès le départ, la réflexion dans une impasse. Bien plus, la réalité est remplacée par une représentation simplifiée, presque infantile, fondée sur ce que l'on appelle le « modèle additif ». Notre premier contact avec la science, à l'école primaire, a concerné les fameux problèmes de robinets, qui remplissent d'un côté, vident de l'autre un certain bassin. Les causes de variation du paramètre étudié, la hauteur d'eau dans le bassin, par exemple, sont additives : chaque robinet ajoute ou retranche son débit aux débits d'autres robinets. Par la suite, au collège, notre contact avec la physique a essentiellement concerné la mécanique, les masses, les forces ; il s'agit là encore de caractéristiques qui s'ajoutent : deux forces s'ajoutent quand on un point sont équivalentes à une force unique obtenue par addition, leur résultante.

Bien sûr, la plupart des phénomènes qui nous entourent n'ont pas la merveilleuse simplicité des bassins alimentés par des robinets ou des masses soumises à des forces. Mais notre esprit, soit par construction, soit par suite de l'entraînement que nous lui avons fait subir, s'efforce de retrouver le confort intellectuel des « causes » qui s'ajoutent, il remplace la complexité du réel par une approximation plus ou moins fidèle permettant de raisonner comme si le modèle additif était applicable. Il est vrai que, dans certains cas, cette approximation est révélateur acceptable, et permet d'étudier correctement le phénomène, de prévoir et d'agir ; elle peut être efficace. Mais le plus souvent elle est une trahison de la réalité.

Tel est le cas lorsque nous observons un caractère d'une espèce vivante et nous interrogeons sur le rôle du patrimoine génétique et celui du milieu, dans sa manifestation. Il est clair que tout caractère, quel qu'il soit, dépend nécessairement de ce patrimoine et du milieu ; tous deux sont nécessaires pour que l'individu existe. Se demander lequel est le plus important, se classer ou classer les autres parmi les « héréditaires » ou parmi les

« environnementales », selon la réponse adoptée, me semble relever de l'infantilisme. La plupart des mots employés dans ce débat ont des sens si flous qu'ils empêchent tout échange ; ainsi le qualificatif « génétique » : tout caractère, quel qu'il soit, peut être qualifié de génétique, car il ne peut se manifester que sur un individu réalisé à partir d'un certain patrimoine génétique. Toute mesure, même définie de façon inopée, peut être associée à un prétendu caractère génétique ; si je définis *J* comme une mesure individuelle obtenue en divisant la taille par le tour de tête et en ajoutant le *QI*, je peux mesurer l'hérédité génétique des modèles génétiques permettant d'expliquer la ressemblance de *J* entre parents et enfants, estimer le nombre de gènes gouvernant le caractère mesuré par *J*, etc. Toute cette activité sera rigoureusement absurde, mais la complexité des mathématiques utilisées risque fort de faire illusion. Pour que l'adjectif « génétique » ait un sens, il est nécessaire d'être très restrictif et d'admettre qu'un caractère n'est « génétique » que si une liaison précise a pu être établie entre ses diverses modalités et la présence dans le patrimoine gé-

né d'une certaine association de gènes. Tel est le cas pour les divers systèmes sanguins, ou certaines maladies du métabolisme. Pour celles-ci une réserve doit cependant être faite : la phénylcétonurie est une maladie génétique, car elle est due à la présence en double exemplaire d'un certain gène bien identifié ; cependant le dépistage précoce des enfants atteints permet de leur assurer un développement normal grâce à un régime adapté ; la maladie ne se manifeste pas. Le caractère « génétique » n'est donc pas vraiment la phénylcétonurie elle-même, mais l'enzyme déficiente qui provoque normalement cette maladie, et qui ne la provoque plus lorsque le milieu est correctement modifié. Finalement, un caractère ne peut être utilement qualifié de « génétique » que s'il est directement lié à la structure d'une protéine ou au mécanisme régulateur de la production de cette protéine. Tout autre usage de cet adjectif le vide de sa signification.

Dans l'expression « inné et acquis », le terme « inné » ne le sens d'une opposition ni le sens d'une addition, mais celui d'une association, au sens strict, d'une coopération. Une maladie identique

Ces considérations nous permettent de mieux comprendre ce que l'on évoque par l'expression « gène de la schizophrénie ». L'équipe à laquelle John Stewart apporte sa compétence de généticien et de mathématicien et Quentin Debray et Vincent Calhoun, leur compétence de psychiatres a abouti à un résultat assez remarquable : le modèle génétique qui explique le mieux les données génétiques recueillies est fort simple, il suppose que seuls les individus dotés en double dose d'un certain gène qu'ils ont désigné par la lettre « *s* » homozygotes « *ss* » peuvent devenir schizophrènes et que, parmi ces homozygotes, un quart le deviennent effectivement. Que signifie cette conclusion ?

Remarquons tout d'abord que le raisonnement ne peut se développer qu'au prix d'hypothèses assez lourdes, bien mises en exergue par les auteurs (1) : l'on admet notamment que les schizophrènes étudiés souffrent tous de la même « maladie », ayant un déterminisme unique. De plus la méthode dite du maximum de vraisemblance, utilisée ici, n'apporte pas la preuve que le mécanisme mis en évidence est réel ; simplement, parmi les divers modèles imaginés, cette méthode désigne celui qui correspond mieux que les autres à la transmission familiale observée. D'autres travaux seront donc nécessaires pour conforter des conclusions encore fragiles, provisoires. Supposons cependant que les recherches à venir confirment ce modèle, en fassent une explication solide, à laquelle il sera raisonnable de se référer pour soigner et pour conseiller. Même dans cette hypothèse, pourrions-nous vraiment parler de « gène de la schizophrénie » ?

La présence de deux gènes « *s* » constituerait une condition nécessaire mais non suffisante de l'apparition de la maladie ; elle n'en serait donc pas plus la « cause » que les diverses autres conditions, non génétiques, encore inconnues, dont la conjonction aboutit au déclenchement du processus schizophrénique. Utilisons une image : la présence d'une usine dans telle petite ville est nécessaire pour qu'un conflit du travail éclate et, peut-être, perturbe durablement la vie sociale de la commune ; mais peut-on considérer que cette présence est la « cause » de cette perturbation quand dans les trois quarts des villes situées dans les mêmes conditions n'ont entraîné aucun conflit ? Surtout ne doit-on pas évoquer les autres conséquences pour la commune de la

présence de l'usine, certaines, certes, maléfiques mais d'autres, bénéfiques ?

Cette analogie me semble convenir assez bien au modèle génétique de la schizophrénie : dans ce modèle, le gène « *s* » ne peut, à lui seul, provoquer la maladie ; il a donc nécessairement un rôle direct encore inconnu, qui le fait intervenir dans le déroulement de processus multiples aux conséquences variées, parmi lesquelles, dans certaines conditions, la schizophrénie. Certaines de ces conséquences peuvent fort bien être bénéfiques. Cette hypothèse est confirmée par la constatation de la très grande fréquence du gène « *s* » : les schizophrènes représentent 1 % de la population européenne, les homozygotes se seraient donc une fréquence de 4 %, le gène « *s* » de 20 % ; quant aux porteurs du gène en simple dose, les hétérozygotes, ils constitueraient un tiers de la population (ce qui, remarquons-le, enlève à la structure génétique en question, le caractère de « rare »). Pour qu'un gène associé à une maladie aussi grave ait pu se répandre à ce point, il a sans doute fallu que, dans certaines circonstances, il apporte un avantage sélectif.

Une des grandes découvertes de la biologie est l'extraordinaire diversité du patrimoine génétique ; même à l'intérieur d'une population réputée homogène des variants génétiques existent pour la plupart des caractères. Il serait absurde de vouloir attribuer une valeur à chacun de ces gènes, car le résultat final auquel ils contribuent dépend de l'action simultanée de multiples autres gènes, et bien sûr, du milieu. Par contre, il apparaît que, pour la population prise dans son ensemble, cette diversité constitue en elle-même une richesse. Pour le généticien comme pour le culturel, notre héritage, c'est la différence. Les événements « gènes de la schizophrénie » en font partie.

Le gène « *s* » n'est donc en aucune façon le « gène de la schizophrénie » ; il est le gène d'une substance inconnue, ou d'une régulation inconnue, qui intervient dans des processus dont certains sont nécessaires au déclenchement de la schizophrénie ; il y a là plus qu'une nuance.

Ne voyons pas dans ces analyses d'utiles subtilités académiques. C'est véritablement l'attitude en face de soi et en face de l'autre qui est en question. Bien sûr, notre patrimoine génétique contient des informations nécessaires au développement et au fonctionnement de notre organisme ; mais il ne trace pas pour autant notre destin ; il ne constitue pas à lui seul notre « essence » ; les multiples événements qui nous ont façonnés, qui ont participé à notre réalisation font autant partie de cette essence que les gènes initiateurs. Le modèle proposé pour la schizophrénie est une nouvelle illustration.

(1) Quentin Debray, Vincent Calhoun, and John Stewart : *Schizophrenia : a Study of Genetic Models and some of the Implications*. *Dev. Neuropsychobiology*, 1978, 4, 257.

## Génétique et schizophrénie

par JOHN STEWART (\*)

« EST-CE que la schizophrénie est d'origine génétique ? » Avec cette question, le vieux débat « hérédité-milieu » continue d'animer la psychiatrie. Pour que ce vénérable débat, aussi stérile qu'interminable, puisse continuer à susciter des remous, au moins deux conditions doivent être remplies. D'abord, il faut que la question soit insoluble. En effet, en ce qui concerne la schizophrénie, les nombreuses études de familles, de jumeaux et d'enfants adoptés qui ont été faites souffrent toutes de diverses erreurs et insuffisances méthodologiques, de sorte qu'elles soulèvent plus de problèmes qu'elles n'en résolvent. Mais, deuxièmement, et c'est sans doute plus important, il faut que la question recouvre une confusion épistémologique telle que chacun puisse y projeter ses positions idéologiques sans toutefois risquer un démenti dans les faits.

Cette situation ressemble curieusement à celle du débat sur l'existence de Dieu, où l'on est sorti de l'ornière lorsqu'on a remplacé la question « Dieu existe-t-il ? » par la question « Qu'est-ce qui fait que des gens se posent cette question-là ? ». On peut donc se donner le projet de mieux comprendre la signification des théories génétiques en psychiatrie. Et la toute première nécessité est une clarification épistémologique : qu'est-ce que cela veut dire « la schizophrénie est d'origine génétique » ?

C'est dans ce contexte qu'il convient de présenter les résultats de certains travaux récents sur ordinateur, qui consistent à faire une analyse génétique de vingt-cinq arbres généalogiques de schizophrènes. Ces travaux permettent d'émettre l'hypothèse que cela veut dire « la schizophrénie est d'origine génétique » ?

Il s'agit d'un modèle mendélien à un seul locus et deux allèles, qu'on peut désigner par « *S* » et « *s* ». Il y a donc trois génotypes, « *SS* », « *Ss* » et « *ss* ». Selon le modèle, il faut deux gènes « *s* » soit le génotype « *ss* » pour être éventuellement atteint de schizophrénie. Même avec ce génotype, ce n'est pourtant pas certain : il y a dans ce cas :

- une probabilité de 25 % d'être « schizophrène » ;
- une probabilité de 40 % d'être « schizophrène » ;
- une probabilité de 35 % d'être « normal ».

La fréquence de ce gène dans la population serait de 20 % ; d'où  $20\% \times 20\% = 4\%$  de la population « *ss* », dont  $25\% \times 4\% = 1\%$  de schizophrènes. Par contre, 32 % de la population seraient « porteurs » d'un seul gène « *s* ». La grande majorité de « schizophrènes » ont des parents qui sont tous les

deux « porteurs » et qui donc sont « normaux ». Un sur quatre des enfants de tels parents sera « *ss* » (cf. les petits pois de Mendel) ; mais seulement 25 % de ces enfants « *ss* » deviendront « schizophrènes ».

La conclusion peut-être la plus importante qu'on peut tirer de ce modèle, c'est que « d'origine génétique » ne veut pas dire « déterminé ». Cela apparaît d'emblée dans la mesure où l'on constate que des individus ayant le génotype « *ss* » sont loin d'être « condamnés » à devenir des schizophrènes : tout au plus peut-on dire que ce sont des personnes « sensibles » à certains environnements qui ne provoqueraient pas la « schizophrénie » chez des individus « *Ss* » ou « *SS* » ; il reste vrai que le sort des individus « *ss* » dépendra de leur milieu.

Il y a toutefois une facilité quelque peu illusoire à cette démonstration : car si « génétique » ne veut pas dire « déterminé », c'est essentiellement pour des raisons plus profondes qu'il convient d'expliquer. En effet, c'est ce que le généticien veut dire quand il annonce qu'il a « découvert » un gène pour la schizophrénie ? Il ne veut pas dire qu'il a découvert l'origine ontologique du phénomène « schizophrénie » ; quel qu'il s'y prête, quand il donne l'étiquette « *s* » pour « schizophrénie » à son gène il ne veut pas dire qu'il a regardé dans un microscope et trouvé, englobé dans ce gène, un petit homozygote au cerveau tordu. Il veut simplement dire qu'il a lieu de penser qu'une différence dans un gène peut être associée avec une différence dans la présence ou l'absence de la schizophrénie. Nous trouverions absurde de dire que le bouton de la « cause » de l'émission.

Nous trouverions donc absurde le projet de comprendre l'émission en faisant une analyse de la composition chimique du bouton. Quand on réduit l'émission à l'état du bouton, ce qui est escamoté, c'est non seulement l'appareil électronique du poste et de l'émetteur, mais aussi et surtout le phénomène social des masses médias ; quand on veut réduire la « schizophrénie » à un gène, ce qui est escamoté, c'est non seulement le processus psychodynamique dans l'esprit d'un individu, mais aussi et surtout le fait que la folie est un phénomène social.

(\*) Psychiatre britannique, auteur de *Mort de la famille et la Langue de la folie*.

## Le secret de Fatima révélé à Rome

Le secret de Fatima vient d'être révélé à Rome par l'Observatoire Della Domenica du 15 octobre, journal officiel du Vatican, dans un article intitulé « PROPHÉTIE ET RÉALITÉ » de Mgr Corrado BALDUCCI, prêtre de la Congrégation romaine pour l'évangélisation des peuples. (Citations).

« Il n'y a pas lieu de se perdre dans de nombreux textes et messages soit-disant prophétiques, souvent dus à des esprits exaltés, sinon totalement malades, et qui s'enflamment et trouvent écho dans les longues périodes de découragement et de scepticisme ».

« Il existe pourtant un texte qui donne à penser et dont l'authenticité semble acceptable : celui que l'on appelle le « Secret de Fatima » (1917). Le bruit courait qu'il serait publié en 1960 ; on pensa ensuite qu'on pourrait le connaître pendant l'Année Sainte de 1975. S'il s'agissait de bonnes et consolantes nouvelles, il n'y aurait pas de raisons de le tenir secret ; mais, au contraire, malheureusement, il semble annoncer des événements pénibles et extrêmement tragiques ».

« Des indiscrétions à son sujet ont été publiées après que — selon ce que l'on dit — le texte fut porté à la connaissance du président des U.S.A. et du chef de l'U.R.S.S. vers 1963. On le trouve aussi dans « Les Prophéties » de R. Baschera et dans le « Neues Europa » de

Stuttgart du 15 octobre 1963. » « Vrai ou non, l'en rapporte quelques phrases : « Sur toute l'humanité viendra un grand châtiement... dans la deuxième moitié du XX<sup>e</sup> siècle... L'ordre ne régnera plus nulle part, Satan règne dans les postes les plus élevés... Il réussira à séduire les esprits des grands savants qui inventent des armes capables de détruire une grande partie de l'humanité en quelques minutes (en 1917, on ne connaissait pas l'énergie atomique). Il soumettra à son emprise les puissances qui gouvernent les peuples et les poussera à fabriquer ces armes en quantités considérables. Pour l'Eglise aussi viendra le temps des grandes épreuves... Une grande guerre surviendra dans la seconde moitié du XX<sup>e</sup> siècle... Des millions et des millions d'hommes envieront ceux qui sont morts... ». J'aimerais interrompre le rêve dans lequel nous semblons vivre insouciant de tout ce qui nous attend... »

Pour avoir le Message de Fatima en entier ainsi que le Message de la Salette auquel la Sainte Vierge se rattache explicitement, écrivez à : FATIMA, SAINT-GEOURS-DE-MAREMNE, 40230 Saint-Vincent-de-Tyrosse, 164. (SS) 57.30.40 qui diffuse ces documents depuis 1963 et propose un remède pratique à ce désastre.

## Une entité non existante

par DAVID COOPER (\*)

LES êtres humains existent, ils font l'expérience du monde et agissent en son sein de différentes manières. Ces différentes manières d'être et de faire cette expérience peuvent, pour quelques raisons pratiques, être groupées selon certaines façons. Il y a par exemple des ensembles de comportement et d'expérience qui sont caractéristiques pour les travailleurs manuels et d'autres pour les professeurs universitaires ; certains ensembles pour les présidents de la République et d'autres pour les guerriers urbains ; certains pour les psychiatres et d'autres pour ceux que les psychiatres étiquettent comme « schizophrènes ».

On peut comprendre et parler même expliquer l'existence et la nature de tels ensembles de différentes façons : de façon politique, de façon poétique, voire de façon scientifique. Avec les « sciences humaines », on peut les comprendre et les expliquer en forme de facteurs socio-économiques, psychologiques, culturels ou linguistiques. Les généticiens sont censés montrer la présence ou l'absence d'une base héréditaire pour ces ensembles, plus ou moins unifiés, d'expérience et de statut (selon le principe de correspondance, par exemple, d'après lequel de tels ensembles relèveraient du même ordre de réalité logique et existentielle que la couleur des yeux). Puis les chimistes expliquent les structures moléculaires du phénomène décrit par les généticiens et les physiologistes, tandis que les physiciens expliquent ses structures atomiques et subatomiques.

Toutes ces disciplines produisent un savoir partiel, c'est-à-dire des systèmes d'objets liés dont chacun peut avoir une relation, et même une relation structurelle, avec un ensemble donné d'expérience et de comportement. Aucun système de savoir partiel ne peut prétendre rendre complètement compte d'un tel ensemble, pas plus que ne le peut d'ailleurs la somme de ces systèmes. Je pense donc que la question est de savoir pourquoi certaines catégories de personnes sont choisies de façon que leur mode d'agir, de faire leur expérience, de vivre le monde et de réussir (c'est-à-dire de réussir plus ou moins bien dans ce que l'on appelle les « tests d'intelligence ») soit considéré comme devant être expliqué par l'hérédité.

Dans ce contexte, pourquoi les « schizophrènes » sont-ils choisis ? L'existence de la schizophrénie en tant qu'entité pathologique a été plus que mise en doute par bien d'autres auteurs que moi-même (parmi d'autres, on peut citer l'attitude radicale portée contre la sténologie kraepelinienne par R.D. Laing, le travail de Thomas Szasz, etc.). Le psychiatre J. Delay, au cours de sa définition de la schizophrénie, dit que cet ensemble est caractérisé par « une dissolution des synthèses mentales qui assurent l'adaptation au réel permettant alors une libération sans peine de l'autisme, chez ces sujets qui se meuvent dans un univers qui n'a plus de commune mesure avec le nôtre, qui lui est devenu aliéné, c'est-à-dire, comme l'éthymologie l'indique, étranger ». Pourquoi un tel

manière d'être. Mais pourquoi se préoccupe-t-on des petits SS, du SS de la schizophrénie plutôt que, par exemple, des PP des psychotiques ? C'est, après tout, la pratique sociale des psychiatres (et des autres personnes autour du patient) qui produit la schizophrénie — la pratique d'un étiquetage diagnostique, d'une ségrégation et d'un traitement. Cet ensemble de pratique sociale est le seul sens que l'on puisse trouver à la schizophrénie. Il n'y a pas de schizophrénie-maladie, chez personne.

Finalement, on peut noter l'absurdité de ce que l'on appelle « les deux positions », hérédité ou environnement (particulièrement l'environnement familial). Il est difficile de croire que des gens qui sont censés avoir reçu une certaine formation scientifique se fondent sur le fait que l'on trouve une « cause génétique » pour la schizophrénie, mais traitent pour la schizophrénie-maladie, de cause les parents du patient, d'autant plus que par sa nature même une telle position « génétique » stigmatise les parents comme inférieurs, comme porteurs du mal, et peut préparer quelque équivalent diabolique de l'euthanasie. Ou peut-être s'agit-il d'une position simpliste : s'il y a une cause génétique nous pouvons « faire quelque chose » à ce sujet (les solutions allant du non-mariage jusqu'à la ségrégation et l'extermination, en passant par la stérilisation) ; s'il y a une cause sociale, on ne peut rien faire (à quelque chose s'agit-il d'impliquer une action politique, comble de l'abomination !).

(\*) Psychiatre britannique, auteur de *Mort de la famille et la Langue de la folie*.

50/10/1978



## LA CONFÉRENCE ARABE DE BAGDAD

### La thèse de sanctions « limitées et graduelles » contre le président Sadate semble gagner du terrain

Tandis que les participants à la conférence au sommet de Bagdad s'efforcent visiblement de ne rien faire qui puisse rejeter l'Égypte hors de la communauté arabe, Israéliens et Égyptiens sont maintenant sur le point d'aboutir à la conclusion du traité de paix entre les deux pays, qui pourrait être paraphé dans le courant de la semaine prochaine à Washington.

Le « numéro deux » de la délégation égyptienne, M. Boutros Ghali, ministre par intérim des affaires étrangères, est attendu au Caire pour quelques jours avec son adjoint, M. Ossama El Baz, afin de faire part au président Sadate des derniers résultats des négociations. Presque toutes les questions de fond ont été résolues, y compris celle du lien à établir entre le traité et le règlement du futur statut de la Cisjordanie et de Gaza, tant réservé à l'Égypte mais « gelé » — au lieu des 2 milliards qu'on pensait lui allouer. En fait, les montants de ce fonds, aussi bien au niveau des contributions qu'à celui des allocations, ne sont pas encore déterminés et font l'objet de tractations qui sont un des éléments de désaccord entre les délégations. Ces tiraillements ne devraient pas avoir de conséquences importantes, étant entendu toutefois que dans la grande confusion où se trouve un monde arabe « déboussolé » par les accords de Camp David et la politique à la hussarde du président Sadate, un éclatement demeure une menace permanente.

D'accord sur le plan des principes, c'est-à-dire sur les questions qui ne sont pas vraiment épineuses — rejet des résultats de Camp David, création d'un fonds de soutien aux pays qui restent en confrontation avec Israël, droit des Palestiniens à un état indépendant et confirmation de l'O.L.P. en qualité de leur représentant unique — les chefs d'Etat arabes et leurs représentants sont à la recherche d'une formule leur permettant de prendre des distances à l'égard du président égyptien, sans rejeter l'Égypte hors de la communauté arabe.

La thèse de sanctions « limitées et graduelles » semble gagner du terrain. Les tenants du boycottage plaident la thèse de la « sanction nécessaire dans un but coercitif et dissuasif ». Ses adversaires font valoir que c'est fournir au président Sadate un argument supplémentaire pour se détacher du monde arabe et en détacher son peuple. Quant à la Ligue, quatre thèses s'affrontent à son sujet : le transfert immédiat de son siège hors du Caire, mais il faudrait pour cela un amendement de sa charte et un pays se proposerait pour remplacer l'Égypte, le transfert provisoire, le transfert différé, avec sursis dans l'exécution, enfin une décision de ne plus tenir les sessions de la Ligue au Caire sans pour autant en transférer le siège.

L'investigation de l'Arabie Saoudite, la formule de la « riposte graduelle » aux étapes franchies par le président Sadate dans sa paix avec Israël, est en train de prévaloir sur celle des rétrocessions totales et immédiates réclamées par la Syrie. Entre-temps, le sommet de Bagdad se sera déroulé sans dommages majeurs pour l'Égypte et il est douteux que l'on puisse en réunir un autre de si tôt.

LUCIEN GEORGE

## LA CRISE EN IRAN

### Le chah continue ses ouvertures vers l'opposition modérée

M. Karim Sandjahi, secrétaire général du Front national iranien (opposition), a formellement démenti, vendredi 3 novembre, à Paris, les rumeurs selon lesquelles il pourrait participer, en tant que vice-premier ministre, à une gouvernance de coalition. M. Sandjahi a précisé qu'il n'accepterait « aucune discussion pour participer à un quelconque gouvernement de coalition avec l'ancien premier ministre Ali Amiri ».

Pour sa part, l'ayatollah Khomeiny a déclaré, dans une interview diffusée vendredi par R.T.I. (nos dernières éditions du 4 novembre) : « Le chah demande le dialogue avec plusieurs représentants de l'opposition, mais il est trop tard. Nous avons dit aux représentants de l'opposition, tels MM. Ali Amiri ou Karim Sandjahi, que s'ils acceptaient de négocier avec le chah ils seraient exclus de notre mouvement ». La veille, le chef spirituel chah avait assuré que l'opposition « se retrouverait entre la vie et la mort si elle acceptait que le chah règne et ne gouverne pas ».

De notre envoyé spécial

Téhéran. — D'importantes manifestations ont eu lieu, vendredi 3 novembre, à Abadan, dans la ville sainte de Qom, où une place a été « déhaptée » en présence de quelque cent mille personnes pour recevoir le nom de l'ayatollah Khomeiny. Commentant les propos du chef spirituel qui envisage de « l'écriture de son mouvement » s'il accepte de négocier avec le chah, M. Ali Amiri, ancien premier ministre, nous a dit « déplorer cette attitude intrinsèque et le règlement de comptes personnel qui oppose l'ayatollah au souverain ». Il a assuré qu'il était toujours prêt à constituer un gouvernement aux conditions qu'il a posées. Il a également indiqué que le chah recevra M. Sandjahi à son retour de Paris. Depuis quelques jours, le chah a entrepris, discrètement, il est vrai, de vastes consultations et reçoit plusieurs membres de l'opposition et des personnalités indépendantes comme M. Entezam, ancien ministre des affaires étrangères, et Nihavandi, ancien ministre de l'enseignement supérieur. Les conversations ont porté sur la possibilité de former un gouvernement civil acceptable par l'opposition modérée, avec un programme qui répondrait aux vœux de larges couches de la population. Le souverain serait allié au devant de plusieurs revendications des dirigeants de l'opposition qui se situent dans le cadre constitutionnel, comme la libération des prisonniers politiques, l'établissement de toutes les fondations dépendant des membres de la famille impériale, etc. Il aurait même envisagé la levée de la loi martiale dans un « délai raisonnable ».

Selon ses interlocuteurs, le monarque aurait développé deux idées-forces. La première concerne sa volonté d'assurer la pérennité de la dynastie et de préparer les conditions nécessaires pour que son fils lui succède sur le trône. La seconde porte sur ses craintes quant à une intervention directe des militaires au cas où la situation ne se débloquerait pas. Selon certaines informations, des « fissures » seraient apparues au sein de l'armée depuis que la loi défie la loi martiale. Beaucoup d'officiers n'apprécient pas, par exemple, que dans le cadre de l'appareil de l'Etat une tendance libérale, soucieuse de préserver l'avenir, intervienne directement ou par l'intermédiaire de l'entourage du souverain pour demander aux militaires de laisser se dérouler pacifiquement certaines manifestations. Ils ne comprennent pas qu'on laisse des milliers d'étudiants chanter « à bas le chah ! » et que de « fidèles serviteurs » du régime, comme l'ancien chef de la Savak, le général Nassiri, puissent être pourvus, alors, d'armes, qu'ils n'ont été que les exécutants d'une politique.

Des militaires parmi les plus « durs » seraient tentés, dit-on dans les milieux de l'opposition, de prendre des initiatives. On a fait état de rencontres entre certains éléments de la Savak et des hommes d'affaires soucieux de défendre leurs privilèges. « Si l'abolition de la censure et la libération des prisonniers politiques coïncident en lieu d'un dernier, elles auraient produit l'effet d'un électrochoc. Aujourd'hui, ces mesures paraissent un minimum », disent certains opposants. Ils ajoutent : « Si le souverain attend encore quelques semaines, la monarchie risque d'être balayée par une guerre civile ».

PAUL BALTA

### MOSCOU RESTE TRÈS MÉFIANT A L'ÉGARD DE L'OPPOSITION ISLAMIQUE

(De notre correspondant.)

Moscou. — La prudence manifestée par les commentateurs soviétiques par rapport aux événements d'Iran a essentiellement deux causes : l'U.R.S.S. entretient de bonnes relations, surtout économiques, avec l'Iran, et les dirigeants de Moscou n'ont aucune confiance dans les éventuels successeurs du chah. Cette analyse est confirmée par un article de la Pravda du 3 novembre.

Le correspondant du Journal à Téhéran s'en prend aux chefs religieux qui ont essayé d'utiliser le mécontentement populaire dans leurs propres intérêts. La Pravda relève que la première manifestation à eu lieu lors de l'anniversaire de la réforme agraire, qui a largement porté atteinte aux possessions du haut clergé, « Analysant la situation, certains observateurs occidentaux sont enclins à voir la cause unique des troubles de masse dans la confrontation des intérêts de l'opposition religieuse, qui jouit d'une grande influence, et ceux de l'élite laïque au pouvoir. Mais cette analyse est superficielle », écrit le journal du P.C. soviétique, qui considère au contraire que les racines de la crise politique se trouvent dans les grandes difficultés économiques et sociales traversées par l'Iran depuis plusieurs années. — D. V.

Les États-Unis continuent à appuyer le régime iranien qui, au cours de la dernière décennie, a apporté une contribution très importante au maintien de la stabilité au Proche-Orient. L'Iran est un « allié proche et apprécié » de Washington. Le rétablissement de la loi et de l'ordre dans ce pays n'est pas contradictoire avec la poursuite du programme de libération du chah que les États-Unis soutiennent, a déclaré le sous-secrétaire d'Etat américain, au cours de la conférence de presse qu'il a tenue vendredi 3 novembre.

## A TRAVERS LE MONDE

### Espagne

● LE REFERENDUM SUR LA CONSTITUTION est fixé au mercredi 6 décembre par un conseil des ministres, tenu à Madrid, vendredi 3 novembre. — (A.F.P.)

● LA POLICE a annoncé vendredi 3 novembre l'arrestation, le 24 octobre, d'Aurora Cayano Navarro, militante des GRAPO (Groupe armé révolutionnaire), soupçonnée d'avoir participé à des attaques à main armée et à l'assassinat, le 22 mars, de M. Mariano Zaldívar, directeur des prisons et de l'administration pénitentiaire (le Monde du 23 mars). — (A.F.P.)

### Etats-Unis

● L'EXERCICE DE MOBILISATION qui a commencé le 10 octobre et doit se terminer le 8 novembre, et qui serait le plus important effectué depuis la seconde guerre mondiale, a révélé de sérieuses déficiences d'organisation, apprend-on vendredi 3 novembre, à Washington de source proche du Pentagone. Il a été en particulier difficile de joindre les réservistes, dont le nombre a par ailleurs fortement baissé depuis la fin de la conscription en 1973. Enfin, les experts ont jugé insuffisants les stocks de munitions, qui seraient rapidement épuisés en cas de guerre classique. — (A.P.)

● UN GARÇON DE TREIZE ANS a été inculpé de meurtre, vendredi 3 novembre, à New-York, où a été appliquée pour la première fois la loi de l'Etat qui prévoit que les adolescents accusés de délits impliquant des violences soient traités, jugés et condamnés comme des adultes. Le bureau du procureur du district du Bronx a fait savoir que Robert Davis était le plus jeune accusé de l'histoire moderne des États-Unis à être inculpé de meurtre de la même manière qu'un adulte. S'il est reconnu coupable, il peut être condamné à la prison à vie. — (Reuter)

### Liban

● LA COMMISSION EUROPÉENNE a décidé l'octroi d'aides d'urgence aux victimes des récents événements du Liban, a-t-on appris vendredi 3 novembre, à Bruxelles. Au Liban, 500 000 personnes sont actuellement réfugiées dans la montagne, et la destruction des habitations dans les quartiers chrétiens de Beyrouth empêche le retour d'un grand nombre d'entre elles avant quelques mois. L'aide communautaire est destinée à couvrir une partie des frais d'opérations de secours lancés par le Comité international de la Croix-Rouge, dont le coût total se monte à 1 780 000 U.C.E. (unité de compte européenne) (1 U.C.E. = 560 FF), et par les Catholiques Relief Services (coût total : 575 000 U.C.E.), à raison de 200 000 U.C.E. pour chaque organisme. — (A.F.P.)

### Madagascar

● LE MINISTRE CURAÏN DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES, M. Isidoro Malmierca, a quitté Tananarive samedi 4 novembre au terme d'une visite officielle à Madagascar. — (Reuter)

### Nicaragua

● LA COMMISSION EUROPÉENNE vient de décider l'octroi d'aides d'urgence aux victimes des récents événements au Nicaragua. L'aide de la C.E.E. d'un montant total d'environ 2 millions de francs, consistera pour l'essentiel en des distributions d'aliments (céréales et lait en poudre) par le truchement de la Croix-Rouge internationale. Selon le porte-parole de la Commission européenne à Bruxelles, toutes les précautions normales ont été prises pour éviter l'accaparement de cette aide par la famille Somoza, au pouvoir au Nicaragua. — (A.F.P.)

### République Sud-Africaine

● TROIS POLICIERS SUD-AFRICAINS — deux Blancs et un Noir — ont été condamnés, vendredi 3 novembre, à douze ans de prison pour avoir causé la mort d'un prisonnier noir. Les deux policiers blancs ont également été condamnés à la bastonnade. L'agent de police noir a été jugé trop âgé pour se faire condamner. Les condamnations ont été prononcées après que les tribunaux ont jugé que les policiers n'avaient pas bien compris la loi de la police qui permettait de tuer sans peine les prisonniers. Les condamnations ont été prononcées à l'issue d'un procès qui a duré six semaines. — (Reuter)

### Rhodésie

● SIX AVIONS DE L'ARMÉE DE L'AIR RHODÉSIE ont été bombardés, jeudi 2 novembre, en Zambie, un territoire de l'Union du peuple africain du Zimbabwe (Z.A.P.U.) situé à 15 kilomètres à l'ouest de Lusaka et abritant environ dix mille femmes et enfants. D'après un premier bilan rendu public vendredi, six personnes ont été tuées et plusieurs autres blessées. Un communiqué publié vendredi au ministère des affaires étrangères, indique que « la France ne peut que condamner sévèrement les attaques rhodésiennes sur le territoire zambien. De telles actions, qui aggraveront les souffrances civiles, risquent d'entraîner une escalade militaire en Afrique australe et de servir de prétexte à des interventions extérieures ». Le raid rhodésien a été qualifié par le département d'Etat américain de « déplorable ». A Salisbury, M. Ian Smith a estimé « hypocrites » les protestations étrangères contre « un acte de légitime défense ».

### Yémen du Nord

● UN GROUPE DE « TERRORISTES », dont deux officiers de l'armée sud-yéménite ont été faits prisonniers en territoire nord-yéménite par les forces arabes du pays, a annoncé, vendredi 3 novembre, à Sanaa, un porte-parole militaire nord-yéménite.

Mercredi, Sanaa avait annoncé la capture d'un premier groupe de « terroristes », infiltré en territoire nord-yéménite. — (A.F.P.)

## LA RECHERCHE

est en vente

Les trous noirs : maelstroms cosmiques

par Brandon Carter et Jean-Pierre Luminet

La flamme

par Paul Glavin et Etienne Guyon

La pollution des lacs

par Michel Meybeck

Le destin des cellules chez l'embryon

par Virginia E. Papaioannou

Les transports terrestres sans roues

par Rudolf J. Zurek

n° 94 - 15 F

### OFFRE D'ABONNEMENT

(valable jusqu'au 30 novembre 1978)

UN AN : 130 F (au lieu de 165 F \*)

Etranger 1 an : 150 FF

Je souscris un abonnement d'un an (11 n°) à LA RECHERCHE, au prix de 130 F (ttc) au lieu de 165 F \*

Nom \_\_\_\_\_  
Profession \_\_\_\_\_  
Adresse \_\_\_\_\_  
code postal \_\_\_\_\_

Je règle par :  
☐ chèque bancaire  
☐ chèque postal (3 virements)  
☐ mandat  
à l'ordre de LA RECHERCHE

A retourner, accompagné de votre règlement à LA RECHERCHE - 57, rue de Seine - 75006 Paris  
Abonnement Belgique : Soumilion S.P.R.L. avenue Massenet 28 - 1190 Bruxelles





## AMÉRIQUES

# Une puissance en expansion : le Congrès des États-Unis

(Suite de la première page.)

Le bilan du quatre-vingt-troisième Congrès qui vient de s'achever, et portant sur quatre mois de plus, il est vrai, est le suivant : les représentants ont siégé 1 016 heures et les sénateurs 1 368, les deux Chambres approuvant 881 projets de loi sur 5 000 propositions dont elles étaient saisies. En outre, 88 000 nominations de ministres, ambassadeurs, hauts fonctionnaires, militaires, etc., ont été approuvées, sur 62 850 qui lui étaient soumises.

### Le marathon du 15 octobre

Il faut dire qu'une bonne partie de ce travail, concernant notamment les projets les plus discutés comme l'énergie, s'est achevée, dans une confusion indescriptible, par un marathon ininterrompu de 34 heures à la fin de la session les 14 et 15 octobre : 80 « bills » sont passés ces jours-là (dont près de 40 en une seule heure au Sénat) et bien peu de parlementaires ont eu réellement ce qu'ils voulaient.

Le « monstre », enfin, a sa carte de visite sous la forme du *Congressional Record*, le journal officiel du Congrès. Tiré à 44 000 exemplaires, le *Record* « pèse » chaque jour, en moyenne 258 pages et 500 000 mots, environ trois fois plus qu'un numéro dominical du *New York Times*, pourtant connu comme le prototype du gigantisme en matière de presse. Six volumes, et 2 000 pages, ont été nécessaires pour rendre compte de la rude finale des 14-15 octobre, moyennant une bagatelle de 700 000 dollars. Pourtant, ce monument inexploitable ne rend compte que partiellement des travaux du Congrès : tout en ignorant les délibérations dans les commissions, il ajoute, aux discours des séances plénières au moins autant d'interventions non prononcées (depuis le printemps dernier, ces contributions écrites sont reproduites avec un signe spécial pour éviter les confusions), ainsi que les textes d'immenses articles de presse qui ont eu l'heur de plaire aux congressistes.

Cet alourdissement de l'appareil et de la production du « plus grand Parlement du monde » reflète à la fois la vie publique aux États-Unis et

l'intrusion du législatif dans le travail de l'exécutif à la suite de la guerre du Vietnam et du scandale du Watergate. L'État n'est plus seulement le régulateur tailleur des activités, le premier employeur du pays et le bienfaiteur supposé du citoyen. Il est aussi le champ clos de « pouvoirs jaloux, rivalisant d'ardeur pour dénoncer les turpitudes de l'autre et l'enfermer dans un cadre de plus en plus contraignant. A ce jeu du contrôle et du contrôlé, c'est le premier qui gagne. On ne voit plus très bien à quel point servent les « divers » et « déjà » journaux d'agences gouvernementales lorsque le législateur, se substituant à elles, édicte des lois d'une infinité minute — certaines ont plus de mille pages — réglementant le même domaine d'activité.

Mais, à son tour, le député moyen ne peut plus suivre les méandres d'une législation de plus en plus complexe. D'où l'importance du « staff » qui rédige les lois à sa place, négocie les amendements avec d'autres « staffers », les uns et les autres tirant les milliers d'informations destinées à leurs mandants. On a pu dire que le « groupe des présidents » (en fait une quarantaine des principaux collaborateurs, des assistants, administratifs, ou « A. A. », des présidents de commissions), qui se réunit une fois par semaine au Capitole, est un des principaux centres de pouvoir aux États-Unis. Souvent jeunes et formés dans les meilleures universités, ces « A. A. » poursuivent parfois leur carrière en occupant des postes plus en vue dans l'administration. A ce niveau, les affiliations de parti comptent encore moins qu'entre sénateurs et représentants, où elles se sont déjà bien estompées.

La procédure législative a été alourdie par la puissance nouvelle du Parlement, mais il l'était déjà par le système — particulier aux États-Unis — de la concurrence des deux Chambres. Le Sénat est la branche du Congrès la plus connue à l'étranger, en partie parce qu'il s'occupe plus spécialement de la politique étrangère, en partie parce que ses membres, élus pour six et même neuf ans, ont une plus longue durée de mandat que les représentants, qui sont élus pour deux ans.

En fait, la Chambre haute n'était, à l'origine, qu'une sorte de contre-poids conservateur à l'action « anarchique » des représentants. Les sénateurs étaient moins représentatifs, parce que non élus et seulement désignés par les Assemblées des divers États. Depuis 1913, ils sont élus au suffrage direct, mais dans des conditions très inégales, puisqu'il y en a deux par État quelle que soit la population : les 2 sénateurs du Wyoming représentent chacun 180 000 personnes, ceux de Californie 10 millions. Et si le Sénat conserve la responsabilité exclusive des traités internationaux et de la confirmation des nominations décidées par le président, tout son rôle dans le domaine intérieur tient dans une petite phrase de l'article 1, section 7, de la Constitution : « Le Sénat peut proposer ou se joindre à des amendements à ces lois (celles qui lèvent des impôts et dont l'initiative revient à la Chambre des représentants) comme aux autres... ».

Moyennant quoi, le Sénat se comporte comme une Chambre des députés à part entière, ce qui nécessite la création d'une sorte de troisième Chambre — la « conférence » — entre délégués des deux autres — toutes les fois qu'un texte voté par lui diffère de celui que lui ont fait parvenir les représentants. On s'explique mieux ainsi les interminables palabres auxquelles a donné lieu le passage au Congrès du programme énergétique de M. Carter et de bien d'autres projets de loi importants. Or les nouveaux pouvoirs que s'est donné le Congrès depuis Watergate ont, étendu les limites du processus législatif au fonctionnement du gouvernement. Le « War Powers Act », voté en 1973 en réaction à la guerre du Vietnam, interdit tout engagement de forces

militaires américaines à l'étranger sans l'accord explicite du Congrès. Mais on ne s'est pas arrêté-là, puisque l'aide militaire, important instrument de la politique extérieure en ce pays, a été passée au peigne fin par le législateur. L'arrêt des fournitures au Vietnam du Sud et au Cambodge en 1974, l'interdiction signifiée à M. Kissinger en 1975 de poursuivre une aide clandestine aux mouvements anti-communistes en Angola, ont eu des conséquences importantes sur la scène mondiale et pour la politique étrangère américaine.

Toute l'initiative en matière de politique étrangère revient pourtant au Congrès, et à lui seul. Toujours en 1974, le Congrès a décidé de contrôler également les ventes d'armes effectuées sur des bases purement commerciales, en dehors des contrats d'aide. Tout transfert dépassant un certain montant plancher fixé très bas, peut se heurter à un veto du Congrès. Le grand débat sur les ventes d'avions à l'Arabie Saoudite et à l'Égypte, ce printemps, eût été inconcevable il y a cinq ans, et les États-Unis sont le seul grand vendeur d'armes dans le monde qui doive passer par cette procédure. Cette-ci permet certes d'asseoir les décisions de l'exécutif sur un consensus bénéfique, mais elle prive la conduite de la politique étrangère de la souplesse qui peut faire la décision dans les cas d'urgence.

Conscient de ces limites, M. Carter avait ordonné au printemps dernier, à l'occasion de l'affaire du Shaba, un examen général des contraintes légales imposées par le législatif à sa politique étrangère donnant à entendre qu'il demanderait leur allègement. L'examen n'a pas été

conclu : la plupart des nouvelles réglementations comportent, en effet, une échappatoire permettant au président d'agir « lorsque l'intérêt national est en jeu ». L'affaire a donc été renvoyée à la prochaine crise, et M. Carter s'est finalement contenté des victoires substantielles, qu'après un mauvais départ il a fini par obtenir du Congrès.

En politique étrangère, la ratification des traités avec Panama, la vente d'avions au Proche-Orient et la levée de l'embargo sur l'aide militaire à la Turquie ont permis,

mais avec quelle peine, au gouvernement d'aller de l'avant. A l'intérieur, les vetos du président ont été confirmés par l'une ou l'autre des Chambres. A chaque fois, M. Carter et ses adjoints ont progressé dans la technique du maniement de ce Congrès « ingouvernable ».

MICHEL TATU.

### Prochain article :

LES « LOBBIES »

### Argentine

#### LA COMPOSITION DU NOUVEAU GOUVERNEMENT

Le nouveau gouvernement argentin a été formé le vendredi 3 novembre à Buenos-Aires. Le cabinet est composé de huit ministres et d'un secrétaire d'État dépendant de la présidence. Trois de ses membres sont des civils, trois sont des officiers à la retraite, trois sont des généraux d'active de l'armée de terre. Il est placé sous la direction du président de la République, Jorge Rafael Videla, qui est lui-même général de l'armée de terre à la retraite.

Voici la composition du nouveau gouvernement : ministre de l'Intérieur : général Albano Harguindeguy (armée de terre, officier d'active, déjà membre de l'équipe présidentielle) ; ministre du Travail : général Horacio Londo (mêmes caractéristiques que le général Harguindeguy) ; secrétaire au plan : général Carlos Lalibon (armée de terre, active) ; ministre de la Défense : contre-amiral à la retraite : David de la Riva ; ministre du bien-être social : contre-amiral (en retraite) : Jorge Fraga ; ministre des affaires étrangères et du culte : général Carlos Pastor (armée de l'air, en retraite) ; ministre de la justice : M. Alberto Rodríguez Varela (magistrat) ; ministre de l'économie : M. José Martínez de Hoz (déjà titulaire de ce poste) ; ministre de l'éducation et de la culture : M. Juan Rafael Lienas. — (A.F.P.)

### DIPLOMATIE

#### LE NUMÉRO DEUX ÉTHIOPIEN SERA REÇU LUNDI PAR M. GISCARD D'ESTAING

Pour la première fois depuis la chute de l'empereur Haile Selassie, il y a quatre ans, une importante délégation éthiopienne est attendue ce samedi 4 novembre à Paris. Elle est dirigée par le numéro deux du régime éthiopien, le colonel Bayeh, responsable des affaires étrangères au sein du comité militaire au pouvoir (Derg), qui rencontrera lundi M. Giscard d'Estaing.

La France — qui avait reçu en juillet le président somalien Siyad Barre — est, avec l'Italie, le seul État qui entretienne des relations normales avec les deux pays en conflit dans la corne de l'Afrique. Les conversations porteront, bien entendu, sur la situation dans la région, ainsi que sur certains problèmes spécifiques résultant des relations étroites — économiques et militaires — de la France avec la République de Djibouti, enclavée entre l'Éthiopie et la Somalie : ceux qui pose le fonctionnement du chemin de fer Addis-Abeba-Djibouti, notamment. Le ministre éthiopien des transports, M. Ahmed, fait d'ailleurs partie de la délégation. En dépit de la situation agitée en Éthiopie, les relations avec la France sont restées actives : cent dix-sept coopérateurs français travaillent dans l'agriculture et dans l'enseignement, et le lycée français d'Addis-Abeba fonctionne toujours.

## LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME (LICA)

40, rue de Paradis, 75010 PARIS

# NON AU NAZISME !

Publiée dans un hebdomadaire, l'interview de DARQUIER de PELLEPOIX, ancien commissaire aux questions juives sous l'occupation nazie, responsable de la déportation et de l'assassinat de 75.000 Juifs en France, a suscité une légitime indignation dans l'opinion publique française et dans le monde.

Cette déclaration est dans la ligne de toute une littérature qui tend à nier l'existence du génocide et à innocenter le régime nazi. Elle constitue une menace et un pas en avant sur la résurgence du nazisme et du racisme dans notre pays.

LA LIGUE INTERNATIONALE CONTRE LE RACISME ET L'ANTISÉMITISME (LICA), qui a toujours lutté avec ses amis du COMITÉ D'ACTION DE LA RÉSISTANCE pour l'imprescriptibilité des crimes contre l'humanité, demande au gouvernement espagnol l'extradition de ce criminel qui a sur la conscience la mort de dizaines de milliers de femmes, d'enfants et de vieillards.

Dans ce climat actuel, la LICA affirme plus que jamais la nécessité de la projection du film « HOLOCAUSTE » sur les chaînes de la télévision française. Elle rappelle qu'aucune décision positive n'a été prise à ce jour, alors que 29 pays, dont l'Allemagne Fédérale, se sont portés acquiesseurs des droits. La LICA estime scandaleux que de multiples pressions puissent être exercées pour frustrer les téléspectateurs français de cette production, qui a eu un grand retentissement dans le monde.

LA QUESTION EST DONC POSÉE PUBLIQUEMENT AUX RESPONSABLES ET AUX POUVOIRS PUBLICS.

SANS RÉPONSE, la LICA se ferait un devoir de présenter le film « HOLOCAUSTE » aux Parisiens.

Pour participer à cette action, adressez vos dons à : La LICA, 40, rue de Paradis, 75010 PARIS - C.C.P. 270-16 PARIS.

Le Monde

# politique

## LE DÉBAT BUDGÉTAIRE A L'ASSEMBLÉE NATIONALE

### Les crédits du programme civil de défense sont supprimés

Vendredi matin 3 novembre, sous la présidence de M. L. COMBE (R.P.R.), l'Assemblée nationale a examiné les crédits de divers services relevant du premier ministre.

M. RIEUBON (P.C.), rapporteur spécial, passe en revue ces différents services, insistant notamment sur la documentation française (24 millions de francs), le centre interministériel de renseignements administratifs (2 millions de francs), le haut comité d'études et d'information sur l'atmosphère (4 millions de francs), la dotation qui devrait être accrue, estime le rapporteur, le haut comité de la langue française (2,5 millions de francs), la délégation à la condition féminine (2,7 millions de francs, qui devraient être majorés en raison de la création d'un ministère à part entière), le centre d'information féminin (1,7 million de francs) et le médiateur (4 millions de francs). Il souligne le succès de cette institution.

Pour terminer, M. Rieubon évoque les crédits affectés aux fonds spéciaux (199 millions dont près de 103 pour le S.D.E.C.E., dont la dotation a été présentée dans le Monde du 8 septembre), regrette la manque d'informations communiquées au rapporteur et constate qu'il est ainsi amené à proposer une dépense qui « peut couvrir, à son tour, une activité ou des actions qui ne sauraient être acceptées sans faillir à l'honneur ».

M. POURCHON (P.S.), rapporteur spécial, analyse le budget annexe des journaux officiels (179 millions de francs) et les crédits du Conseil économique et social (80,8 millions de francs).

M. CRESSARD (R.P.R.), rapporteur spécial pour les crédits du budget du secrétariat général de la défense nationale (50,8 millions de francs) juge que les aspects non militaires de la dé-

fense sont « dangereusement négligés ». Aussi la commission des finances a-t-elle décidé à son initiative de supprimer les crédits du programme civil de défense.

M. BOINVILLIERS (R.P.R.), rapporteur pour avis de la commission des affaires culturelles pour les services d'information du premier ministre, suggère la création d'un secrétariat d'Etat chargé des relations de l'administration avec le public ainsi que la constitution d'un corps de fonctionnaires d'information.

Dans la discussion générale, M. GUERMEUR (R.P.R., Finistère), observe que les unités de défense civile manquent cruellement de moyens. Aussi, afin de permettre la création d'une unité de lutte contre la pollution, a-t-il décidé de redéposer un amendement créant une nouvelle recette provenant d'un impôt sur l'énergie, recette qui produirait un demi-milliard de francs. Il faut, ajoute-t-il, une véritable loi-programme pour la défense civile.

M. DOMINATI, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, retient cette dernière suggestion. En ce qui concerne la défense civile, il indique que le gouvernement a dû faire des choix. Il a notamment donné la priorité au maintien de la continuité de l'action de l'Etat au développement des réseaux d'alerte et aux opérations qui, nécessaires en cas de conflit, sont néanmoins utiles en temps de paix. Il n'y a donc, affirme-t-il, ni gaspillage ni négligence, et refuse les crédits serait pratiquer la politique du pire.

L'Assemblée adopte le budget annexe des journaux officiels (les communistes votant contre), puis ceux du secrétariat général de la défense nationale. Sur proposition de M. Cressard, elle décide toutefois de supprimer les crédits du programme civil de défense, soit 17,9 millions d'autorisations de programmes et 20 millions de crédits de paiement.

### Coopération : notre action en Afrique a été déterminante pour la paix, affirme M. Galley

plutôt que d'accorder une aide délimitée ?

M. HAMEL (U.D.F., Rhône), se félicite que la France maintienne son œuvre de coopération. Pour M. XAVIER DENIAU (app. R.P.R., Loire), l'aide multilatérale ne doit pas croître au détriment de l'aide bilatérale.

« Il ne s'agit pas de mélanger les torchons et les serviettes », prévient M. FONTAINE (N.I., la Réunion), qui estime la coopération « nécessaire et indispensable » à condition que « l'ancien maître reste maître chez soi ». Il dénonce l'attitude de certains chefs d'Etat de l'O.U.A., « dont de la France, aussi, regrette-t-il l'ambiguïté de l'attitude de nos dirigeants », et propose - t-il - la réduction des crédits accordés aux « Etats insulaires ».

Pour M. COUËTTE (app. R.P.R., Rhône), une telle démarche ne serait pas opportune, car « l'aide française, au-delà des gouvernements, vise les hommes ». Pour M. MOUAUX (U.D.F., Aube), « le gouvernement devrait freiner son aide quand la courtoisie n'est plus respectée ». « La France a-t-elle une politique cohérente ? », demande M. LEMOINE (P.S., Eure-et-Loire), qui estime que la division des responsabilités nuit à cette cohérence.

M. GALLEY, ministre de la coopération, évoque d'abord les « efforts et l'effort » de la France à la Mauritanie. Pour le Tchad, ajoute-t-il, l'aide française a facilité une réconciliation nationale. En ce qui concerne les événements du Soudan, il insiste sur la création, pour la première fois, d'une force militaire inter-afr-

icaine et y voit la cause du rapprochement entre le Zaïre et l'Angola. « Dans ces trois circonstances, relève le ministre, la France a contribué à déclencher une procédure de conciliation. Tant pis pour ceux qui persistent à nous taxer d'impérialisme et de néo-colonialisme ; qu'ils ne démontrent les résultats positifs que peuvent se prévaloir, en Afrique, les cohortes cubaines ».

M. Galley évoque ensuite l'action positive de la France à Djibouti, puis la situation dans l'Océan indien « où la coopération avec la France semble appréciée ». Prévoyant que la France n'a jamais craint les manifestations d'indépendance des peuples souverains, il indique que « l'attitude de notre pays ne pourrait se modifier que si, au-delà des règles de modération habituelles entre nations adultes, notre souveraineté nationale n'était pas respectée ».

Le ministre présente ensuite le budget de son ministère. Il insiste notamment sur la nécessité de reprendre « une vigoureuse politique d'investissement » par l'intermédiaire du Fonds d'aide et de coopération (FAC), c'est-à-dire de dons pour des opérations dont la rentabilité financière ne peut être immédiatement assurée. Une telle option lui paraît indispensable car la dette publique des Etats concernés a doublé entre 1975 et 1977. Certes, plusieurs pays industrialisés ont renoncé à cette partie de leurs créances mais le ministre relève les limites d'une solution « qui n'entraîne pas une remise en cause fondamentale des politiques prudentielles et fiscales ». « Notre action à court terme, conclut M. Galley, s'est redoublée déterminante pour que l'export

de la paix se lève sur plusieurs pays d'Afrique ».

Abordant le vote des crédits, l'Assemblée examine l'amendement de M. Fontaine, qui propose de supprimer les dotations destinées à Madagascar, à l'Ile Maurice, aux Seychelles et à la Libye. « Etats dont les dirigeants ont mis en cause l'appartenance de la Réunion à la nation française », pour M. Hamel (U.D.F.), « les coûts et les entraves de certains ne doivent pas entraver l'arrêt de la coopération de la France avec les Etats concernés ». Aussi souhaite-t-il que l'amendement soit retiré. M. Fontaine justifie un amendement qui, précisément, est écopé par le vote de M. Debré (R.P.R.) et Lagourgue (U.D.F.), députés de la Réunion. Il réaffirme « l'incompatibilité entre la coopération et l'insulte. Nous ne devons pas perdre la face », déclare-t-il. Il accepte cependant de retirer son amendement à condition que le gouvernement s'engage à suspendre toutes les formes de coopération à l'égard des Etats qui « attaquent la France, en s'attaquant à la Réunion ».

M. Galley reconnaît l'« excellence » des intentions des auteurs de l'amendement dont il comprend l'indignation. Puis il affirme : « La Réunion n'a jamais été et ne sera jamais que française. Laissons donc la diplomatie régler les problèmes évoqués par M. Fontaine. Nous sommes prêts à cesser toute coopération avec des Etats dont les représentants officiels manifestent officiellement une attitude inacceptable à l'égard de la Réunion. Ne laissons pas le champ libre aux menées d'un impérialisme aux couleurs que vous savez ».

M. Vivien (P.S.) insiste sur la spécificité de l'île de la Réunion et estime que c'est la volonté seule de la population qui doit primer : « Il ne faut pas grossir le dossier », conclut-il en annonçant que son groupe ne votera pas les amendements en discussion. M. ODEU (P.C.) observe que la situation de l'île favorise l'expression des prises de position aujourd'hui en cause. Il rappelle que son parti s'est prononcé pour le droit à l'autodétermination des populations des DOM. Les amendements en discussion visant, selon lui, à remettre en cause ce droit, il indique que son groupe ne les votera pas. Pour M. BERTWIRTH (R.E.R.), « Il convient de sortir d'un certain lazisme ; quand il y a volonté politique de créer des problèmes, le gouvernement français se doit de répliquer ».

Finalement, l'Assemblée rejette les amendements de M. Fontaine puis adopte les crédits de la coopération, l'opposition votant contre. — P. Fr.

### Fonction publique : le recours aux non-titulaires restera indispensable, déclare M. Dominati

L'Assemblée examine les crédits de la fonction publique, crédits qui s'élèvent à 4936 millions.

M. ALDUY (U.D.F.), rapporteur spécial de la commission des finances, cite quelques chiffres : environ 2,5 millions de fonctionnaires, soit 11,5 % de la population active ; 4,5 millions pour

l'ensemble du secteur public et plus de 2 millions de retraités. Pour ce qui est du problème de l'auxiliaire, l'effort de réorption lui paraît important mais insuffisant. Présentant les observations de sa commission, il indique qu'en ce qui concerne le rapprochement des conjoints, elle a souhaité que le pourcentage des postes réservés soit porté de 35 % à 40 %.

Rapporteur pour avis de la commission des lois, M. LONGUET (U.D.F.) souligne les mérites du secrétaire d'Etat qui a pu représenter le fil de la politique contractuelle, rompu l'an dernier. Il souhaite toutefois que l'on renoue la grille indiciaire qu'il qualifie de « monument en ruines ».

« Rien n'a changé depuis l'an passé », constate dans la discussion M. DEBROSSE (P.S., Nord), qui traite plusieurs « dossiers brûlants » : celui de l'emploi, celui des rémunérations, celui de la mensualisation des salariés. M. DEBROSSE (app. U.D.F., Allier) estime qu'un réajustement de la grille indiciaire actuelle s'impose et souhaite que l'on réduise l'éventail des traitements. Pour M. REMAUD (P.C., Aisne), le budget en discussion « portera une nouvelle atteinte aux conditions de vie des fonctionnaires alors que la moitié d'entre eux gagnent moins de 3 000 francs par mois et que le minimum actuel est inférieur à 2 500 francs. De plus, ajoute-t-il, le nombre des non-titulaires s'accroît dangereusement et les tentatives de recrutement se démultiplient la fonction publique ».

M. DOMINATI, secrétaire d'Etat auprès du premier ministre, rappelle les dispositions de l'accord salarial pour 1978, accord qui maintiendra le pouvoir d'achat. Il regrette que la C.G.T. et la C.F.D.T. n'aient pas signé « cet accord substantiel et bénéfique » et espère qu'il ira diffuserment à l'avenir. Abordant le problème des indemnités et des rémunérations accessoires, il relève que l'on peut en recenser plusieurs milliers ; d'où la difficulté d'en connaître le montant exact. Pour ce qui est de leur montant global, il s'élève en 1978 à 113 millions, soit 11,2 % du total des traitements.

M. Dominati fait ensuite le point sur les problèmes posés par les non-titulaires auxiliaires et les vacataires ainsi que par l'emploi des jeunes. Il indique que le nombre des non-titulaires s'élève à 420 000 agents, 131 000 dont des contractuels dotés d'un véritable statut qui leur confère une sécurité et des avantages analogues à ceux des fonctionnaires titulaires. Si le recours aux non-titulaires sera, à son avis, indispensable et impossible à résorber complètement, il rappelle qu'un premier plan de titularisation a été mis en œuvre en 1975. Il précise également qu'au 30 juin dernier l'effectif des vacataires ne représentait plus que 11 000 agents.

Le vote des crédits de la fonction publique est réservé jusqu'à l'examen, le 16 novembre prochain, des crédits de l'information.

### < Globalement satisfaisant >

Le projet de budget de la coopération est en hausse de 14,20 % par rapport à celui de l'année dernière. La part dans le budget de l'Etat (0,51 %) et dans la production intérieure brute (0,13 %) reste constante. Au ministère de la coopération, rue Monsieur, on qualifie ce budget de « globalement satisfaisant ».

Le projet se caractérise notamment par un allègement relatif des charges d'administration générale et un plafonnement des crédits d'assistance en personnel. Les charges d'administration générale, qui représentaient 7,25 % du budget en 1978, ont été ramenées à 6,94 % pour 1979. Les crédits d'assistance en personnel croissent de 9,82 % par rapport au budget précédent, ce qui doit permettre d'appliquer la décision prise de maintenir constant l'effectif des coopérateurs. Cet accroissement tient compte essentiellement de la hausse du régime des rémunérations des enseignants, assistants ou conseillers.

Un effort supplémentaire est consenti en faveur de la recherche scientifique et technique, dont les crédits de fonctionnement augmentent de 15,33 %, ce qui permet la création d'une quarantaine d'emplois nouveaux. Trente-cinq millions de francs de crédits supplémentaires sont attribués au titre des actions culturelles. Conjugués avec des prêts de la Caisse centrale de coopération économique à long terme et à taux d'intérêt très

faibles, les moyens du Fonds d'aide et de coopération (+ 18 %) doivent permettre le financement de certains projets de développement, notamment en faveur des Etats du Sahel, gravement affectés par la sécheresse au cours des six dernières années.

Pour encourager les actions d'aide au développement, il a été décidé d'accroître progressivement les moyens du Fonds d'aide et de coopération, qui seront, en priorité, affectés aux pays les plus déshérités. De même, il est prévu d'améliorer les prêts consentis par la Caisse centrale. Ainsi, le projet de budget comporte un refinancement de 100 millions de francs des autorisations de programme du FAC, par rapport au budget approuvé en 1978. Cette dotation supplémentaire sera surtout consacrée au développement de la production vivrière, aux aménagements ruraux, à la multiplication des points d'eau, à l'amélioration des voies de communication destinées à rompre l'enclavement qui affecte les pays privés de littoral, à la formation des cadres.

Une procédure nouvelle, associant le FAC et la Caisse centrale, est actuellement à l'étude pour permettre des prêts particulièrement avantageux : subvention de 20 % au titre du FAC, prêt de 80 % pour une durée de trente ans, avec un intérêt d'amortissement de dix ans et un taux d'intérêt de 1,5 % pendant dix ans, de 2 % pendant vingt ans.

### Aide militaire en hausse de 23 %

L'aide militaire, en accroissement de 23 %, atteindra 470 millions de francs. Cela est dû à la persistance de conflits armés en plusieurs points du continent africain, notamment en Mauritanie et au Tchad. Quant aux concours financiers, l'expression désignant, en fait, les subventions d'équilibre accordées aux budgets en déficit, ils seront de 48 millions de francs. Cette évolution est due à ce que la situation économique et financière des Etats s'est, pour certains d'entre eux, beaucoup dégradée au cours des dernières années. Une conjonction internationale défavorable et des conditions climatiques désastreuses, qui ont provoqué de véritables catastrophes naturelles, notamment dans les Etats du Sahel, sont à l'origine de la dégradation des finances publiques de certains Etats et expliquent leur endettement excessif.

D'autre part, une part crois-

sante du budget de l'Etat est absorbée par les organismes de coopération multilatéraux. C'est ainsi que la France a, au cours des deux dernières années, accru de 50 % sa contribution à ces divers organismes internationaux que sont le Fonds européen de développement (FED), auquel sa contribution équivaut sensiblement à celle consentie au Fonds d'aide et de coopération (FAC), à la Banque internationale pour la reconstruction et le développement (BIRD), au Programme des Nations unies pour le développement (PNUD), etc. Cependant, la place de la France dans les apports aux organismes multilatéraux reste modeste. En 1976, l'essentiel de cet apport étant absorbé par la participation française au FED et à la BIRD. Néanmoins, si l'on considère le montant de la participation française à l'aide multilatérale, on constate que cette dernière est quatre fois supérieure à sa contribution au FAC. — Ph. D.

### LE MAN DEMANDE UNE MODIFICATION DU STATUT DES OBJECTEURS DE CONSCIENCE

Le congrès annuel du MAN (Mouvement pour une alternative non violente), réuni samedi 4 et dimanche 5 novembre à Fontenay-sous-Bois, doit être consacré à la définition de l'attitude du mouvement à l'égard des élections européennes ainsi qu'au bilan de l'expérience du Front autogestionnaire.

Depuis sa création, en 1974, le MAN s'efforce de tenir un rôle de propositions en direction des forces de gauche, notamment sur les problèmes de défense. Il essaie également de « faire valoir la nécessité de l'action non violente dans les luttes sociales », cette double orientation du MAN d'une part vers les partis politiques, d'autre part vers les organisations syndicales et les luttes sociales, est « la conséquence de la volonté d'ouverture de ce mouvement pour diffuser la non violence hors de son cercle étroit et lui donner une dimension politique ».

Le congrès des 4 et 5 novembre doit également permettre de préparer le lancement d'une campagne nationale pour une nouvelle loi sur l'objection de conscience qui soit conforme aux recommandations du Conseil de l'Europe.

Le MAN publie chaque mois le journal Non-violence politique, 25, rue Diderot, 93200 Montreuil.



**linguaphone**

CETTE CASSETTE GRATUITE

vous montre comment apprendre, chez vous, l'anglais en 3 mois.

Linguaphone : une nouvelle méthode audio-visuelle active, basée sur le dialogue.

Grâce aux disques ou aux cassettes, des Anglais viennent chez vous, pour parler et vous faire parler. Lentement au début.

En participant aux dialogues, vous apprendrez très vite, vous enrichirez votre vocabulaire et vous perfectionnerez votre accent.

Et dans 3 mois, vous commencerez déjà à parler couramment...

Sur le même principe, 28 langues à votre disposition :

- allemand
- anglais • anglais/américain
- espagnol • chinois
- hébreu • italien • japonais
- néerlandais • russe...

En échange de ce bon, vous recevrez gratuitement une brochure illustrée et un disque ou une cassette de démonstration.

Langue choisie : \_\_\_\_\_

Nom : \_\_\_\_\_ Prénom : \_\_\_\_\_

Age : \_\_\_\_\_ Profession : \_\_\_\_\_

N° : \_\_\_\_\_ Rue : \_\_\_\_\_

Code postal : \_\_\_\_\_ Localité : \_\_\_\_\_

**LE LINGUAPHONE** 12, rue Lincoln - 75008 Paris (pour la Belgique, rue du Midi, 54 - 1000 Bruxelles) MD 03 (pour la Suisse, place Longemalle, 16 - 1211 Genève 3)

السلامة والبيئة



## LE VOYAGE DU PREMIER MINISTRE DANS SON ÎLE NATALE

### M. Barre : le gouvernement n'admettra aucune ingérence dans les affaires intérieures de la Réunion

Saint-Denis-de-la-Réunion. — A la fin de la première journée de son voyage officiel à la Réunion, M. Raymond Barre a suscité une certaine surprise dans les milieux politiques de l'île en donnant un ton très solennel à l'intervention qu'il a faite vendredi soir 3 novembre sur la chaîne régionale de télévision. Sa déclaration, adressée à la population de l'île, visait

un double objectif : réaffirmer avec plus de vigueur que jamais l'appartenance du département de la Réunion à la France et lancer un nouvel appel à l'union de la majorité dans un contexte local caractérisé par une vive rivalité entre un R.P.R. dominant et une U.D.F. balbutiante mais ambitieuse.

#### De notre envoyé spécial

« Ce n'est pas nous qui nous pouvons accepter que des pays qui se disent amis de la France, qui bénéficient de sa coopération et de son aide technique, financière et en personnel de coopération, soient hostiles à notre pays et qui ignorent le caractère français de la Réunion. » « Je dis à notre île chère, l'île Maurice, à laquelle j'adresse mon salut et mes vœux, que nous ne pouvons admettre une attitude qui méconnaîtrait une réalité historique qu'elle a partagée avec nous jusqu'au début du dix-neuvième siècle et que seule la guerre a alors mutilée. »

#### Maintenir les institutions

Changement de thème. M. Barre a lancé un nouvel appel à l'unité de la majorité : « La France bénéficie de la stabilité de ses institutions que nous devons au général de Gaulle. Je vous demande de les maintenir avec loyauté et d'apporter votre appui au président de la République, qui en a en charge le destin du pays. » M. Barre a insisté sur l'écrit de la majorité et des ministères et des intrigues partiales, je me suis toujours attaché à favoriser et à maintenir l'unité de la majorité car tel est l'intérêt de notre pays. Je constate avec satisfaction que, jusqu'ici, la volonté d'unité l'a toujours emporté. Le pays jugerait inadmissible que qui vous présente cette unité au nom de leur nationalité, de leurs frustrations ou de leurs ambitions. » Les dirigeants locaux du courant gaullien ont vu, en ces propos, la fois un encouragement à poursuivre leur effort d'organisa-

#### La controverse entre MM. Marchais et Perdel

« L'émotion soulevée en France par les déclarations de l'homme qui fut l'un des responsables de la déportation de soixante-quinze mille juifs français pendant l'occupation nazie continue de susciter de vives réactions. » C'est ainsi que la polémique entre MM. Marchais et Perdel a rebondi. Le directeur du *Matin*, attaqué par le secrétaire général du parti communiste à propos de la publication d'une lettre de Bernard-Henri Lévy — où celui-ci évoquait « telle déclaration de Georges Marchais » à propos de l'antisémitisme, — a répondu ven-

ALAIN ROLLAT.

#### M. MICHEL DEBRÉ : les propos que tous les Réunionnais attendaient.

M. Michel Debré a estimé que les déclarations faites la veille par M. Raymond Barre étaient de nature à rassurer la population de l'île : « Les déclarations de M. Barre, qui ont été attendues, ont été entendues, a-t-il notamment indiqué. Il était capital de montrer que le gouvernement est à l'écoute de tous ceux qui le gouvernent. Il est clair maintenant que le gouvernement de la Réunion, au renouveau des déclarations de M. Barre, a pris l'engagement de répondre avec force. »

#### M. GISCARD D'ESTAING PRONONCERA DEUX DISCOURS LE 11 NOVEMBRE

Les cérémonies du 11 novembre revêtent une solennité particulière pour le seizième anniversaire de l'armistice de 1918. Le président de la République assistera à une messe à Notre-Dame de Paris, puis il se rendra à l'Arc de triomphe et devant la statue de Georges Clemenceau, avenue des Champs-Élysées. Il prononcera là une première allocution. Dans l'après-midi, M. Giscard d'Estaing prononcera un discours à Reims (Oise), près du wagon dans lequel fut signé l'armistice de 1918 (et aussi celui de juin 1940). Le chef de l'État se rendra ensuite à Royallieu, près de Compiègne, où aura été installé, pendant l'occupation, un camp de transit pour les déportés. M. Giscard d'Estaing recevra, à déjeuner, le lundi 13 novembre, vingt-deux chefs de petites et moyennes entreprises industrielles choisies par région. M. Pierre Hunt, porte-parole de la présidence de la République, a indiqué, vendredi 3 novembre, que chacune de ces entreprises « s'illustre par la qualité de ses performances, la plupart d'entre elles étant au premier rang mondial de leur spécialité ». M. Hunt a ajouté : « Le président de la République entend rendre hommage à la réussite de ces entreprises qui donnent l'exemple d'une bonne adaptation à la compétition mondiale. »

Le chef de l'État recevra le lundi 13 novembre une délégation des présidents de conseils généraux de l'Ouest conduite par M. François Le Douarin, député (R.P.R.) et président du conseil général d'Ille-et-Vilaine.

Le président de la République et Mme Giscard d'Estaing passeront le week-end au fort de Brégançon (Var).

## L'AFFAIRE DARQUIER DE PELLEPOIX

### L'information judiciaire ouverte contre l'ancien commissaire aux questions juives aurait peu de chances d'aboutir

Une information judiciaire a été ouverte, vendredi 3 novembre, contre Louis Darquier de Pellepoix, commissaire aux questions juives du gouvernement de Vichy, à la suite de l'interview qu'il avait accordée à l'hebdomadaire *l'Express*.

C'est à la demande du ministre de la justice, M. Alain Peyrefitte, que le procureur de la République du tribunal de grande instance de Paris a été chargé d'engager des poursuites.

Les délits retenus sont ceux d'apologie de crimes de guerre et de collaboration, de provocation à la discrimination et à la haine raciale, de diffamation raciale et d'injures racistes.

Selon une dépêche A.F.P. en provenance de Madrid, les spécialistes de droit international considèrent comme minces, sinon nuls, les chances de voir aboutir en Espagne cette information judiciaire. On fait remarquer que la nouvelle Constitution renforce les dispositions en faveur du droit d'asile.

« Dans son journal : « Dans la lutte contre l'antisémitisme, le racisme, il n'y a pas de demi-mesure, de limite : le danger est là, chaque jour trop réel, et chacun a le droit, le devoir de le crier dans les colonnes de notre journal. » Il ajoute : « Il n'est pas vrai que nous ayons de la haine à votre égard, Georges Marchais, nous n'avons jamais dit, écrit, pensé que le P.C. était antisémitique. »

Dans le même journal, M. Bernard-Henri Lévy confirme que c'est un éditeur de l'humanité de ce samedi 4 novembre au directeur du *Matin* : « M. Perdel est totalement incapable, écrit-il notamment — et pour cause — de trouver dans mon comportement, dans mes actes, dans mes paroles, dans mes écrits, un seul fait témoignant de l'hostilité antisémite dont son journal, le *Matin*, m'a basement accusé. Partant de là, j'étais en droit de penser que M. Perdel allait au moins s'excuser. Non. Il se livre à une piètre défection, en m'accusant de demander de « limiter la liberté de la presse », de vouloir censurer Simone Veil ou Michel Debré. De plus, il tente, comme à son habitude, de dresser les membres de mon parti contre leur secrétaire général. »

De son côté, *l'Express*, dans son dernier numéro du samedi 4 novembre, s'expliquant sur les raisons de la publication de l'interview de Louis Darquier de Pellepoix, estime que, « loin de banaliser avec indolence le racisme, ce document montre, au contraire, qu'il est, comme tout antisémitisme un danger permanent. »

Dans une lettre à *l'Express*, M. Lionel Stoléru, secrétaire d'État à la condition des travailleurs manuels, tout en observant que « la graine du nazisme est toujours prête à germer », écrit qu'il approuve la publication par l'hebdomadaire du « document » sur Darquier de Pellepoix.

Interrogés sur ce sujet par M. Bernard Pivot au cours de l'émission « Apostrophes » du vendredi 3 novembre, Sadi Friedlander et François Groulx ont déclaré qu'ils auraient publié l'interview, mais accompagné, pour l'un, de photos et d'un véritable « cours d'histoire », et pour l'autre, d'un commentaire bien argumenté. M. J.-M. Domenech estime également que l'interview était souhaitable, mais non Louis Darquier de Pellepoix, qui a déclaré : « On ne publie pas les propos d'un gâteux sous prétexte qu'il a été un salaud. »

Le groupe communiste à l'Assemblée nationale a déposé, vendredi, une proposition de loi tendant à permettre aux associations de résistants et déportés de se porter partie civile « contre les diffamateurs de la Résistance, les apologistes de la trahison, de la collaboration et des crimes nazis. » Cette proposition étant déjà donnée aux associations de lutte contre le racisme, le président de la LICA

(Ligue Internationale contre l'antisémitisme et le racisme), M. Jean Pierre-Bloch a fait savoir qu'il en userait, après s'être réjoui de l'ouverture d'une information judiciaire contre Louis Darquier.

## PRESSE

### L'avenir de « l'Aurore »

#### M. ROLAND FAURE ESTIME AVOIR OBTENU TOUTES LES GARANTIES NÉCESSAIRES

M. Roland Faure, directeur-rédacteur en chef de *l'Aurore*, à la suite des changements intervenus dans la propriété du journal (le *Monde* du 4 novembre), tient à préciser que la nomination de M. Pierre Janot — un homme proche de M. Robert Hersant — au poste de P.-D. G. de la société éditrice ne signifie pas que M. Hersant prend le contrôle politique du quotidien.

Interrogé par P. Polvre d'Arvor au journal d'Antenne 2, vendredi 3 novembre, M. Faure a affirmé qu'il ne serait pas resté à la tête des cent vingt journalistes de *l'Aurore* s'il n'avait obtenu toutes les garanties nécessaires quant à l'indépendance du journal et à la continuité de sa ligne politique, donnée par Robert Lauroit.

« S'il en avait été autrement, a-t-il précisé, « l'Aurore » aurait continué sans moi. »

« Le mensuel « Klapperstei », édité à Mulhouse, annonce son sabotage. — « La presse doit se mobiliser plus les militants, ni les autres. La mode se tourne vers les radios libres. Un constat peut-être préjudiciable : l'insécurité des gens à prendre en charge leur journal. » Lit-on dans le dernier numéro. Fondé dans les années 70 sous l'impulsion de Jean-Pierre Sallent, à l'heure du gauchisme encore triomphant et de l'école-gamme naissante, *Klapperstei* 68 s'était taillé une réelle notoriété. Il entendait traiter, selon la formule de ses rédacteurs, « des choses que la presse locale traditionnelle ne dit pas, ne dit pas assez, ne dit pas assez bien. » Son tirage avait atteint, comme hebdomadaire, jusqu'à dix mille exemplaires.

## PRESSE ACTUALITÉ

Le mensuel qui vous donne sur l'information des documents que vous ne trouvez pas ailleurs.

DANS LE N° DE NOVEMBRE

LA PRESSE SPORTIVE

notation. De nombreux titres, en pleine

LES QUOTIDIENS

DE LYON

La liste et l'histoire des titres publiés depuis 1944.

COMMENT INFORMENT

LES PARTIS POLITIQUES

Chaque responsable de services de presse explique son travail.

F MAGAZINE

Une parcie réussie dans la presse féminine. LE JOURNAL A L'ÉCOLE : La mise en page.

PRESSE ACTUALITÉ est introuvable en kiosque. Exclusivement vendu par abonnement. ENVOYEZ 12 F (timbre ou chèque, C.C.P. 16-68 U Paris) à PRESSE ACTUALITÉ, 5, rue Bayard, 75380 PARIS, en spécifiant le numéro de novembre. L'abonnement : 80 F

## A POINTE-À-PITRE

### Des incidents marquent le séjour de M. Jacques Chirac en Guadeloupe

#### De notre envoyé spécial

Pointe-à-Pitre. — Vendredi 3 novembre vers 21 heures (soit 2 heures du matin, heure de Paris), quelque cinq cents personnes ont envahi les locaux de la station régionale de radio de la FR 3 à Pointe-à-Pitre, occupé les studios pendant plus d'une heure, contrainant les techniciens à interrompre les émissions et obliger le directeur M. Jean-Claude Turdjamann, à lire un communiqué. Ces manifestants, sortant d'un meeting organisé par le parti communiste et l'Union de la jeunesse communiste, la G.G.T. de la Guadeloupe, l'Union des femmes guadeloupéennes, divers syndicats et plusieurs organisations gauchistes, ont exigé que « Combats ouvrier » et le Groupe révolutionnaire socialiste. Au cours de ce meeting avait été dénoncé avec violence le voyage de M. Chirac en Guadeloupe, la « domination de l'impérialisme français », ainsi que « l'état colonialiste »

dirigé par le R.P.R. pendant dix-sept ans. Les manifestants, qui ont occupé les locaux de la FR 3 sans que la police intervienne, ont présenté une sorte de cahier de revendications. Parmi elles : une grève hebdomadaire, le droit de réponse des organisations politiques ; un temps d'attente quotidien sur les téléphones publics et économiques ; une information quotidienne sur la Caribbe ; un temps d'attente pour les organisations politiques ; un temps d'attente pour les jeunes ; les jeunes, les autres, et autres écoles sur la situation de l'école. Le directeur local, tout en reconnaissant qu'un acte de fait n'avait été exercé sur lui, estimait ensuite qu'il avait cependant « de la foule », qui avait envahi les locaux.

« Les manifestants criaient des slogans « Chirac dehors », ou « Chirac raciste ». Dans leurs conversations, plusieurs proposaient à la FR 3 d'annuler l'émission de M. Chirac. Pendant ces incidents, le président du R.P.R. en Guadeloupe, M. André Viénot, a été contraint de quitter la scène. M. Chirac a été conduit à l'hôtel de la Basse-Terre.

ANDRÉ PASSERON.

#### LE P.F.N. PROTESTE CONTRE L'INTERDICTION PAR M. DEFFERRE DU MEETING DE L'EURODROITE

Le Parti des forces nouvelles (P.F.N., extrême droite) a estimé, vendredi 3 novembre, dans une déclaration remise à la presse, que M. Gaston Defferre, ministre de Marseille, a commis un « abus de pouvoir » en interdisant le meeting prévu par l'Eurodroite le 10 novembre à Marseille.



LE MONDE met chaque jour à la disposition de ses lecteurs des rubriques d'annonces immobilières. Vous y trouverez peut-être L'APPARTEMENT que vous recherchez.

#### Location de voitures avec chauffeur

Paris-Provence  
Toutes voitures équipées de téléphone.  
Service jour et nuit  
Tél. : 391-81-08  
624-48-27

#### Renting cars with driver

Paris-Provence  
Every car equipped with telephone.  
Service : day and night  
Tél. : 391-81-08  
624-48-27

MÉDECINE

LA PROTECTION DES TRAVAILLEURS ET DES CONSOMMATEURS

Selon une étude du Bureau international du travail

Quarante produits utilisés en milieu industriel seraient cancérogènes

De notre correspondant

Genève. — Selon une étude du Bureau international du travail (B.I.T.), les cancérogènes professionnels ne doivent pas être considérés comme une fatalité. Ils posent néanmoins un problème extrêmement grave pour la santé publique, qui pourrait être résolue grâce à une véritable mobilisation scientifique dont le rôle serait d'identifier les agents cancérogènes dans les milieux du travail.

Le B.I.T. a rendu publique une liste de quarante produits potentiellement cancérogènes en précisant que le danger qu'ils représentent pourrait être nettement moins grave si les précautions nécessaires étaient adoptées.

Ce document définit le cancer professionnel comme étant provoqué principalement par une exposition à certains agents chimiques et physiques tels que, par exemple, l'amiante, le goudron, la suie, l'anthracène, certaines huiles minérales et le schiste. Le benzène serait considéré comme responsable de certaines leucémies et des amibes aromatiques de cancers des voies urinaires. En outre, on ne connaît que trop bien les conséquences d'une exposition prolongée aux radiations ionisantes et aux rayons X. Les travailleurs de l'industrie du cuir et de la chaussure, de la traction des métaux, ceux qui sont occupés aux manipulations dans les fours à coke, au pressage des huiles de paraffine et du pétrole, au traitement des minerais de chrome et de nickel, dans l'industrie du caoutchouc et dans la fabrication des câbles figurent parmi ceux qui sont le plus directement menacés par cette maladie. Cela est d'autant

plus grave que les agents cancérogènes peuvent pénétrer dans l'organisme sous forme de vapeur, de « brouillard », de poussière ou en se collant aux vêtements et aux cheveux. Les travailleurs risquent ainsi de contaminer leur entourage car, selon l'étude, « les dangers ne s'arrêtent pas aux portes de l'usine ».

La situation paraît d'autant plus alarmante que, toujours selon les experts du B.I.T., près de 700 000 produits chimiques sont utilisés quotidiennement dans l'industrie, que 10 000 autres sont cancérogènes sur le marché chaque année. Or une récente étude faite aux Etats-Unis prévoit qu'au cours des trente années à venir la simple exposition professionnelle à l'amiante est capable de « causer la mort prématurée de 2 millions de travailleurs américains », soit 17 % des décès dus au cancer durant la même période.

Le B.I.T. estime par conséquent que chacune des nouvelles substances doit être soumise à un contrôle, afin que soient détectées les traces de pouvoir cancérogène, et que toutes les substances cancérogènes décelées devraient être interdites et remplacées par des produits moins dangereux, et enfin qu'une étude globale du problème devrait être entreprise d'urgence. Parallèlement, il paraît indispensable d'intensifier la surveillance médicale des travailleurs et de mieux les informer sur les périls auxquels ils sont exposés ainsi que sur les mesures de protection qu'il convient de prendre.

ISABELLE VICHNIAC.

« QUE CHOISIR ? »  
DEMANDE L'INTERDICTION  
DE TROIS MÉDICAMENTS  
CONSIDÉRÉS COMME DANGEREUX

Le mensuel Que Choisir ? publie, dans son numéro de novembre, un article dans lequel il met en cause trois médicaments, vendus en pharmacie sans ordonnance et « très fréquemment prescrits par les médecins ». Ces produits contiendraient, en effet, des fibres minérales, qui auraient, d'après certaines expériences, provoqué des cancers chez le rat, après des injections dans le péritoine.

Ces médicaments sont utilisés pour combattre les maux d'estomac et les troubles intestinaux. L'Union fédérale des consommateurs (U.F.C.V.), qui publie le mensuel « Que Choisir ? », a demandé l'interdiction de trois médicaments : l'argile fibreuse comme pansement gastrique et intestinal, ainsi que le permet la loi du 10 janvier 1978 sur la protection du consommateur.

Cette demande de l'U.F.C.V. apparaît, aux yeux d'un certain nombre de spécialistes, comme prématurée, ou exagérément alarmiste. « On pourra objecter, avec juste raison, 10-15-20 d'ailleurs dans « Que Choisir ? », qu'il n'est pas possible d'extrapoler complètement les réactions animales aux réactions humaines, et plus encore qu'il existe une différence énorme entre l'injection d'un produit (dans le péritoine) et son ingestion comme médicament ».

Cette présentation de langage n'est pas superflue. Il existe, en effet, une quantité de médicaments dont l'action à titre expérimental, lorsqu'ils sont utilisés sur l'animal, et à très fortes doses, peut provoquer des effets dangereux chez l'homme. Les produits incriminés ne font certainement pas exception à la règle. Il reste que des études complémentaires sont nécessaires pour confirmer les risques qu'envisage, ce mois-ci, « Que Choisir ? ».

Une nouvelle substance à l'index : la dianisidine

La présence de dianisidine dans de la poudre à étirer de fabrication française a été découverte, il y a quelques mois, au Canada, qui en a interdit l'importation sur son territoire.

La dianisidine est une amine aromatique, substance très voisine de la benzidine, dont les propriétés irritantes et cancérogènes sont connues. Elle figure notamment depuis 1972, au tableau 15 des maladies professionnelles indemnisées par la Sécurité sociale. Son utilisation, comme base de colorant, s'accompagne de mesures de protection très strictes : circuits totalement clos, nettoyage en scaphandre, contrôle régulier des travailleurs afin de détecter au plus tôt toute lésion cutanée ou dentelle du produit dans l'organisme.

Pour ce qui concerne les colorants fabriqués à partir des amines aromatiques, il semblerait que la modification de structures chimiques due à la liaison avec d'autres composés fasse dispa-

raître le pouvoir cancérogène de ces dernières. Les tissus tertiaires et commerciaux ne sont donc pas dangereux.

La question se pose de savoir comment un composé aussi connu et si répandu peut-il donner lieu de nombreuses années — être incorporé à une poudre à étirer. Le code de Sécurité sociale, dans son article 108, impose à tout employeur qui utilise des procédés de travail susceptibles de provoquer les maladies professionnelles visées à l'article 15 de ce tableau (tableau des maladies professionnelles) est tenu par décret en Conseil d'Etat d'en faire la déclaration à la caisse primaire d'assurance maladie et à l'inspection du travail.

Le on les fabricants de poudre à étirer ont-ils fait cette déclaration ? On répond, au ministère du travail et de la participation, qu'il n'y a pas de colorant à l'index. Les inspecteurs du travail au sujet de cette loi, mais on précise cependant qu'un nouveau décret visant les produits industriels est en préparation. L'assurance-maladie, elle, fait savoir qu'elle n'a pas les moyens de suivre toutes les déclarations qui pourraient lui parvenir. Sont-elles, en effet, en effet, prises à haut risque, grosses pourvoyeuses d'accidents.

Reste le médecin du travail qui, lui, avertit, d'après l'article 108 du code du travail, le chef d'entreprise doit tenir le médecin du travail au courant des produits employés dans son établissement. Mais, comme M. A. Coz, ingénieur d'inspection, Robert Laouira était mis en cause par un couple d'escrocs, Liliane Spröde, trente-trois ans, et Roland Serrano, trente-neuf ans, arrêtés dimanche 29 octobre au Havre. Roland Serrano était recherché par divers parquets pour des chèques vides et usages de faux.

Après consultation du Conseil supérieur d'hygiène publique, le ministre de la santé et de la famille vient de signer un arrêté classant la dianisidine au tableau A des substances vénéneuses. Désormais il sera obligatoire d'en déclarer l'emploi au maître de la commune où l'entreprise utilisatrice est installée, de la détention dans une armoire fermée à clé et il sera interdit de la laisser exposer à la vue de la circulation sans y apposer une étiquette comportant en caractères noirs apparents la mention « poison ». Cet arrêté sera également signé par les ministères de l'Agriculture et de l'Industrie. Cette décision était nécessaire, mais on peut sans doute regretter qu'elle ne soit que ponctuelle. En effet, une constatation s'impose au-delà de la difficulté d'application des lois : il n'existe pas de coordination réelle entre la législation qui protège les salariés en contact avec des substances dangereuses et la législation qui protège le consommateur. L'exemple de la dianisidine et de la poudre à étirer est-elle une simple « bavure » isolée et facile à gommer, ou peut-on craindre, au fil du temps, d'en découvrir d'autres ?

MIREILLE DIDIER.

JUSTICE

Au tribunal de Beauvais

TROIS ANS D'EMPRISONNEMENT  
POUR UNE MÈRE DE FAMILLE  
QUI MALTRAITAIT SON ENFANT

(De notre envoyé spécial.)

Beauvais. — Le tribunal correctionnel de Beauvais (Oise) examinait, vendredi 3 novembre, le cas de Mme Christiane Heurtier, trente-quatre ans, inculpée pour coups et blessures volontaires sur la personne de son fils, Olivier, âgé de vingt et un mois (1).

Mme André Junca, qui présidait l'audience, lui a rappelé les faits. Le 18 août dernier, grâce à l'appel téléphonique d'un garçon de douze ans, les pompiers se sont rendus à la cité du stade, à Voisins-lez-Beauvais, où ils ont découvert un enfant, Olivier, qu'ils dirigent aussitôt sur l'hôpital. Olivier présente sur tout le corps des plaies surinfectées, des ecchymoses, ainsi que des traces hémorragiques. Traduits : certaines plaies sont dues à des brûlures de cigarette et à des brûlures de fer chaud, d'autres à des morsures. L'enfant, qui ne paraît pas craintif, a la joue gauche bariolée d'une plaie de 8 centimètres sur six et les oreilles enflammées de sang coagulé.

La veille de cet examen médical, les voisins de Mme Heurtier ont entendu Olivier hurler pendant une heure. Il ont entendu la mère, ivre, parler. Sans travail, elle vit seulement avec Olivier et, 1 600 F provenant de diverses allocations. Sept de ses enfants lui ont déjà été retirés à cause de son alcoolisme. Tout cela, elle l'admet. Mais les coups sur son enfant, non, elle les nie. Sans plus de justification.

C'est au tour de la présidente du tribunal de rappeler à la cour les « renseignements extrêmement mauvais » recueillis sur l'inculpée. C'est au tour de M. Daniel Chadeville, substitut, de faire la morale et d'évoquer « un acte parfaitement horrible qui soulève la réprobation et l'horreur ».

Il est au tour de M. L. G. qui appelle une peine très sévère, sans quoi le groupe social ne comprendrait pas.

Il existe ainsi des jugements de la réaction de la cour, croit-on, d'épouvantails. Car, requérant cinq ans d'emprisonnement et l'application de l'article 42 du code pénal intentant des poursuites contre les trois civils, civils et de famille, le magistrat a clairement indiqué vouloir « atténuer, au-delà de Christiane Heurtier, tous les parents indignes ».

Le tribunal a condamné Mme Heurtier à trois ans d'emprisonnement et à la privation des droits de l'article 42 du code pénal pendant cinq ans.

Les statistiques de la police judiciaire ont été en 1976, de 58 infanticides et de 114 cas de mauvais traitements à enfants. En 1977, de 58 infanticides et 119 cas de mauvais traitements.

En marge  
du procès « Bride-Abattue »

ROBERT LAOUIRA  
ACCUSÉ PAR DEUX ESCROCS  
EST MIS HORS DE CAUSE

L'ancien jockey Robert Laouira, principal inculpé dans le procès du tiérué truqué « Bride-Abattue » examiné depuis le 17 octobre par la troisième chambre correctionnelle de Paris, a été interrogé, vendredi matin 3 novembre, à Paris et transféré au palais de justice du Havre (Seine-Maritime) pour être entendu par M. Alexis Le Coz, juge d'instruction. Robert Laouira était mis en cause par un couple d'escrocs, Liliane Spröde, trente-trois ans, et Roland Serrano, trente-neuf ans, arrêtés dimanche 29 octobre au Havre. Roland Serrano était recherché par divers parquets pour des chèques vides et usages de faux.

Au moment de l'arrestation, Liliane Spröde était en possession de deux fausses cartes d'identité. Une perquisition fut alors opérée au domicile de Liliane Spröde, à Neuilly-sur-Seine (Hauts-de-Seine). C'est au moment où celle-ci effectuait que la sonnerie du téléphone retentit, nous indique notre correspondant au Havre. Un mystérieux interlocuteur demanda quelques renseignements pour la fabrication de fausse carte d'identité. « C'était Laouira », dira plus tard Liliane Spröde.

Après que les deux escrocs étaient inculpés de vols, falsification, usurpation d'identité, faux et usage de faux documents administratifs, écroués, le S.R.P.J. de Rouen interpellait Robert Laouira. La perquisition effectuée à son domicile ne donna aucun résultat. Après deux heures d'audition, Robert Laouira put repartir libre. Aucune inculpation n'a été retenue contre lui.

AU TRIBUNAL DE PARIS

Rengaine sans musique

Delida n'était plus, vendredi 3 novembre, devant le seizième chambre correctionnelle du tribunal de grande instance de Paris que folande Gigliotti, éternel principal d'un fait divers qui, cherché par elle, est fait pleurer Margot. La pseudo « comte de Saint-Germain », son ami, Richard Chantray, n'en était plus que le pauvre héros, inculpé de coups et blessures volontaires pour avoir tiré, le 18 juin 1976, une balle de 22 long rifle sur José Feliciano, l'ancien claudon de la cuisine portugaise de Madame.

Pour Feliciano, le rictus de la balle est un peu triste : une balle dans l'abdomen, plusieurs opérations, une claudication perpétuelle de la jambe gauche et une incapacité partielle permanente de 33 %. On était rentré vers 1 heure d'une soirée dans l'hôtel particulier de la chanteuse. Lumière et bruit dans la chambre de la folle Marie, en vacances depuis deux jours dans son pays, ont fait craindre le pire. Avec la carabine,

chargée, armée, cran de sûreté débloqué, on monte l'appareil, stabilisé devant quelques olives et un verre de vin, l'ancien de la chanteuse, avoué son état de contrainte. L'a-on pris pour le Nord-Africain qui importunait la jeune Thérèse, la fille de la folle Marie, de ses assiduités ? Le pseudo-comte a tiré sur José, et, dans son émoi, a manqué rendre victime d'un second coup sa bien-aimée.

Richard Chantray, un « étonné » à la sensibilité exacerbée par les sollicitations et menaces de toutes sortes qui sont pour Delida l'écluse de la gloire, a été « très perturbé » par l'« accident ». Sans musique ni micro, mais avec force torsions de mains, la chanteuse a répété la rengaine : « La coup est parti... J'ai dit : arrête Richard. On était très puni... Marie n'est plus cuisinière chez Delida. José, handicapé, n'est plus valet chez la marquise de Paris. De quoi composer un tado bien senti. »

Jugement le 24 novembre. M. K.

Il était excédé par les déprédations et les insultes

Le gardien du gymnase de Caen qui avait blessé quatre adolescents a été placé sous mandat de dépôt

De notre correspondant

Caen. — Un boulevard à quatre voies qui a la forme d'un rognon encerclant des tours : c'est le quartier de la Pierre-Heuzé à Caen, une de ces ZUP construites à la périphérie des grandes cités pour accueillir le surcroît de population des villes en expansion. C'est là que, mardi soir 31 octobre, le gardien du gymnase municipal, M. Pesquereau, trente ans, excédé par les déprédations, les insultes, les injures et les vols, a tiré sept à huit coups de feu sur un groupe d'adolescents, en blessant quatre (« Le Monde » du 3 novembre).

Inculpé de « coups et blessures avec arme », M. Pesquereau a été écroué à la maison d'arrêt.

Le gymnase avait déjà été, à plusieurs reprises, littéralement saccagé lorsque, il y a un an, la municipalité avait installé le gardien permanent. Et, en avril 1977, le maire, M. Jean-Marie Chirac, avait publiquement craint que les habitants ne soient amenés à décrocher le fusil de chasse.

La Pierre-Heuzé est pourtant en majorité habitée par des employés et des petits cadres. Au moins la Pierre-Heuzé d'en haut, celle qui est entourée par le boulevard (quatre mille personnes), car « le bas » (quatre mille habitants aussi) est un ensemble de pavillons où vivent vieux habitants du quartier, nouveaux arrivants fuyant les grands ensembles et surtout des P.S.R., ces logements où l'on a relégué ceux que l'on appelle les associés.

Après des incidents avec « ceux des P.S.R. », le règlement de la maison de quartier est devenu si strict — on ne peut y entrer que pour participer à une activité précise — qu'elle ne saurait être ni un lieu de rencontre, ni un lieu d'asile. Le gymnase ne peut la remplacer puisqu'il est réservé aux clubs et associations, à des heures bien précises. Alors, autour de la Pierre-Heuzé, s'est créée une bande qui se sentait de plus en plus rejetée, se « durcit ». Les arrestations pour vols de toute sorte se multiplient. Les magistrats estiment que la prison n'est certainement pas le bon remède et n'ayant pas d'alternative, renvoient les adolescents chez eux, dans des familles pourtant souvent aussi mal adaptées que leurs enfants.

Dans le quartier, on n'a pas de solution pour eux. Les associations d'habitants demandent des équipements supplémentaires.

La cour d'assises de Paris vient de condamner Maurice Guillaume, meurtrier, le 4 juillet 1978, d'un agent de change belge, M. Edouard Brynny, à la réclusion criminelle à perpétuité. André Bagnoli, son complice, a été condamné à trois ans d'emprisonnement, dont dix-huit mois avec sursis. Dans son réquisitoire, l'avocat général, M. Marco Dorwin-Carter, avait réclame la peine de mort contre Guillaume.

La municipalité souhaite l'implantation d'une antenne de commandement de police dans le centre socio-culturel qui va ouvrir. Le gardien du gymnase a souvent été la cible de ces « jeunes à problèmes ». Son prédecesseur n'était qu'un « moule ». Un an d'injures et d'insultes, affirme sa femme. Il prend son boulot à cœur pour préserver de toute dégradation le local dont il a la charge. Sa femme, elle, se lève à 5 heures pour faire des ménages. Ils ne comprennent pas « ces jeunes désœuvrés » et qui sont embarqués au commissariat pour vol. Ils ne relâchent le « moule ». Et mardi après-midi, M. Pesquereau affirme avoir dû chasser de la chambre de ses deux jeunes enfants une fillette de onze ans qui tentait d'embrasser « un téléviseur ». Le soir, la petite bande faisait du bruit dans la rue. Il s'est heurté de nouveau à elle. Encore des insultes, encore des injures. Alors il est rentré chez lui, a pris sa carabine 22 long rifle et a tiré. D'abord vers le sol, affirme-t-il. Puis dans le groupe. Deux des blessés sont dans un état grave. L'un d'eux, âgé de quinze ans, a dû subir une intervention chirurgicale. M. Pesquereau est, lui, en prison. Toujours « sans comprendre ».

THIERRY BRÉHIER.

M. SIMON POIVRE  
RESTE EN DÉTENTION

M. Patrice de Charette, juge d'instruction à Béthune, a rendu vendredi 3 novembre une ordonnance de refus de mise en liberté à l'égard de M. Simon Poivre, inculpé de « coups et blessures avec arme » pour avoir tiré sur un groupe d'enfants qu'il jugeait trop bruyants.

« L'usage d'une arme à feu contre d'enfants fuyés trop bruyants, se situant de plus à un moment où les policiers tendent à faire polystyrene usage d'armes à feu à titre de moyen de défense, cause à l'ordre public un trouble grave », a estimé M. de Charette, ordonnant ainsi le maintien en détention de M. Poivre.

Les faits remontent au 14 septembre dernier. Ce jour-là, à Harnes (Pas-de-Calais), un groupe d'enfants jouaient, faisant sauter des pétards non loin du domicile de M. Poivre. Celui-ci a saisi une carabine 9 millimètres et a tiré en direction du groupe. Quatre enfants ont été atteints superficiellement, un cinquième a reçu des plombs sous l'œil. M. Poivre, détenu depuis le 15 septembre, a affirmé avoir tiré sans intention d'atteindre une cible. L'expertise balistique effectuée a révélé qu'il avait tiré à tir tendu.

ÉDUCATION

CORRESPONDANCE

Une lettre du directeur de l'école Berlitz

Le directeur de l'école Berlitz nous a adressé la lettre suivante : Nous avons lu les trois articles parus dans le Monde des 19, 21 et 23 octobre. Vous comprendrez que nous avons été surpris de ces informations données à vos lecteurs sans les avoir suffisamment contrôlées. Si il est exact que vous avez appelé notre direction le vendredi 20 et qu'il vous a été répondu d'attendre vingt-quatre heures, il n'en demeure pas moins que l'article du samedi a été publié sans vérification suffisante des faits ayant engendré notre

décision d'appliquer et de retirer les mises à pied.

Nous croyons indispensable de préciser aujourd'hui le déroulement des faits pour la bonne compréhension de vos lecteurs. En date du 11 octobre, un tract du comité d'entreprise, des délégués du personnel et du syndicat C.G.T. mettait sans aucun fondement notre société et ses services en accusation. Ce tract, contrairement à la loi, a été distribué au public à l'intérieur et à l'extérieur de nos locaux.

Devant de tels faits, il ne nous préviens par le code du sibilite que de prendre les sanctions prévues par le Code du travail, à savoir la mise à pied dans le cadre d'une procédure de licenciement, et ce à l'encontre de l'ensemble des signataires du tract.

Nous précisons que dès la parution de ce tract un certain nombre de membres élus du comité d'entreprise et des délégués du personnel nous ont fait connaître leur désapprobation totale. Nous avons levé pour eux la mesure de mise à pied.

Par la suite, et à la demande de nombreux membres du personnel, nous avons recherché une solution d'apaisement qui nous permettrait à la fois de préserver les intérêts supérieurs de notre société et de rétablir le calme au moment interrompu par des agissements irresponsables.

Sur votre demande, le comité d'entreprise et des délégués du personnel et du représentant syndical s'interdisant de toute agression, nous avons levé les mesures prises et fixé au 26 octobre la date de reprise des négociations salariales.

M. MICHEL DEPAX  
président de l'université  
des sciences sociales  
de Toulouse

(De notre correspondant régional.)

Toulouse. — M. Michel Depax a été élu président de l'université des sciences sociales de Toulouse (Toulouse-1) en remplacement de M. Roger Pallard, dont le mandat était arrivé à expiration.

Né en 1929, à Toulouse, M. Depax est docteur en droit et diplômé d'études supérieures d'histoire moderne. Après avoir enseigné le droit commercial, il s'est spécialisé dans le droit du travail et de la sécurité sociale. Depuis 1973, il dirige l'Institut d'études juridiques de l'urbanisme et de la construction. Il a été en 1975 le rapporteur de la loi sur le statut de la fonction publique. Il a, d'autre part, contribué, en 1969, à la fondation de la société de protection de la nature Midi-Pyrénées qu'il a présidée jusqu'en 1971.

4040001250





# Monde aujourd'hui

LA VIE AUX CHAMPS

## Une couleuvre, cette « anguille des haies »

par JEAN TAILLEMAGRE

U ciel d'un bleu profond, pas un nuage, pas un souffle d'air. Une lumière d'une prodigieuse pureté, dorée par un soleil haut, soulignait la silhouette des arbres — des arbutus — juncos, la rigidité des sillons d'un labour, chassait l'ombre des haies. Des perdreaux rappelaient dans un chameau. La campagne, désertée par les hommes, se reposait sur le temps d'un repas et d'une courte sieste, avait retrouvé sa vie primitive.

La couleuvre à collier, que de vieux paysans nomment encore l'anguille des haies, et je ne suis pas sûr qu'ils n'aient pas goûté la chair, sortit lentement d'un entrelacs de broussailles, étirant son long corps cylindrique brun verdâtre sur le dos marqueté de noir, de blanc, de brunâtre au ventre, et la bande jaune pâle encerclant à demi sa nuque paraissait s'élargir ou se

rétrécir suivant les avancées ou les reculs de sa tête ovale. A travers ses paupières soudées l'une à l'autre, les recouvrant d'une sorte de voile transparent, ses yeux à la pupille ronde, brillaient d'un éclat fixe. Depuis quelque temps, elle se mouvait avec bien moins de souplesse qu'à l'habitude. Au début du printemps, un mâle l'avait séduite. Il avait commencé par

la frôler, et cette caresse presque imperceptible l'incitait à se prêter à l'enroulement voluptueux du bas de leurs corps. Alors, tête et cou dressés, se faisant face et cédant avec la régularité monotone du balancier d'une pendule, les deux serpents entraient dans une danse d'amour. Elle dura des heures jusqu'à l'accomplissement, qui les mit étroitement pressés. N'étaient les brefs trépidements les parcourant, on aurait cru voir une épaisse tresse de cuir tombée à terre.

A quelques jours maintenant de sa ponte, la couleuvre, alourdie par les œufs qui distendaient son ventre, cherchait sa nourriture aussi près que possible du buisson de bourdaine lui servant de tanière nocturne. Singes de jeûne, accourant d'un bois, d'une friche, d'une grange, d'un pommier, d'un saule, se repaissaient aux herbes chaudes des grains échappés de la moisson, nouilles et frites, sans jamais se disputer une gaine que des mûres, ceux-là, prévoyants, une fois rassasiés, amassaient dans quelque cache creusée au pied d'un arbre en vue de la diète hivernale.

La couleuvre, choisissant un rongeur tout occupé à sa besogne, se faufila parmi les tiges sèches coupées ras des hies, et telle était sa prudence qu'elle n'éveillait aucun criement. De sa langue fourchue d'une merveilleuse sensibilité, sans cesse sortie par une échancrure de sa lèvre inférieure, elle touchait brins d'herbe, menues pierres, céréales, dont elle appréciait instantanément la fragilité ou la rugosité. En même temps, elle progressait en ondulant. Pour mieux faciliter sa reptation silencieuse, elle appuyait fortement ses côtes molles sur les aspérités du sol. Soudain, elle s'immobilisa, tête levée, seule sa longue queue progressivement étirée, frémissait parfois. A portée, un muet était assis devant une poignée d'épis tombés de la machine.

(Lire la suite page 15.)

PERLES

## Le latin perdu (bis)

ON ne fait donc pas appel en vain aux latinistes, aux courageux enseignants de cette langue si noble et pourtant menacée ! La discipline sollicitée glisse à la fin d'un billet, ici même (1), a été entendue. Plusieurs ont bien voulu retrouver le coffret où dorment les perles amassées au long de leur carrière. Comme on ne se sent pas le droit de priver le public de tels joyaux, qu'il serait coupable de renfermer pour en jouer en avoir, voici un nouveau coffret — d'un seul rang cependant, car il faut choisir, par force.

Remarquons d'abord la fortune permanente de Virgile. Le signe que le chantre de Mantoue est toujours vivant, n'est-ce pas qu'on le trouve pour le grand aîné, l'un des premiers membres de la famille qui a engendré les Brésilles, les Béats, les Fous d'aujourd'hui ? Ab, une diode onnée (Enéide, II, 85) : « Je les ai tous sur un seul disque. » La lyre n'était-elle pas une sorte de guitare primitive ? Et d'un instrument l'autre : Inde toro pater Aeneas sic orsus ab alto (Enéide, II, 2) : « Ainsi, sur le dos d'un faucon, le père Enée se mit à jouer

de l'alto. » Scène à peindre, dans le goût de Chagall, l'Amour et ses charmes, maintenant. Amant alterna « a » et « e » (Eglogues, II, 59) : « L'amant alterna les amours, l'altère donne du cœur, dit-on : Felix qui potuit rerum cognoscere causas (Géorgiques, II, 489) : « C'est Félix qui a bu deux fois du rûm, à cause des coques qui le serraient (de près) : Horresco referens (Enéide, II, 104). Simple aversion pour les excès pécuniaires : « J'ai horreur des richesses, pour les temps de la liberté sexuelle, pour les femmes. » Mais quel est ce latiniste ? Au tour d'Ovide (Métamorphoses, I, 85) : « Ce roman sublime d'Orphée, le sublime à réservé à l'homme un es. » Et quel est ?

L'oise est dure. Horace est plus familier. Plus libéral, aussi : Aequo pulsat pede (Odes, I, 4, 13) : « Celui qui aime les garçons les traite également. » Age libéralis descendit utero (Satires, II, 7, 5) : « Décembre, temps de la liberté sexuelle, pour les femmes. » Mais quel est ce latiniste ? Au tour d'Épique (Épique, II, 2, 102) : « Les prophètes ont les genoux engourdis. » Les chevilles aussi. Car prophète et poète, c'est tout un. Auteur tardif, docteur biographe d'Aristote, Ammonius écrit : Amicus Plato, sed magis amica veritas :

« J'aime bien Platon, mais mon amie est tout de même plus vraie. » De l'inusable De virtutibus, les exploits d'un Romulus superman : Repente impetu facit : « Il s'élança en rampant. » Ce n'est certes pas lui qui, selon la même source, corpus traheret fessum, « traînait son corps et ses fesses. » Acte est tabula : « Cet acte est fabuleux ! » De plus, on a rappelé les deux adages, classiques sans doute : Dura lex, sed lex : « L'loi est dure, mais c'est de l'loi. » In medio stat virtus : « La vertu réside au milieu. » Si l'on ne répétait jamais les classiques, on finirait bien par les oublier.

Ad Augustus per angustas : « L'anguste conduit chez les Augustes. » Au cirque ou dans l'Empire ? Alors, il est prudent de se dire, comme le philosophe Sina, l'un des sept sages de la Grèce. Omnia mecum porto : « J'ai tout moi-même avec moi. » Réticence du possesseur au temps des maîtres chanteurs : Cave canem : « Je suis un chien. Il faut que je chante. » On dédiera cette dernière à l'édifice princeps, au prince de l'édifice. Avec tous une rivière de cet oriet, nous avons, dirait le père Urb, de quoi faire un vrai « malheur » en librairie.

JEAN GUICHARD-MEILL

## TROISIÈME AGE AU JAPON

### Le sombre automne de la vie

**A** GENOUILLES sur les tatamis (nattes), ils bavardent de leur excursion annuelle. Les femmes agitent doucement des éventails de papier. La minuscule maison de bois des Hayaishi, capharnaüm propre où s'entassent les vieillards de toute une vie, est le siège de leur « club » : Satsuki-kai, le Club des Azaïdes. C'est l'un des cinquante-huit clubs de vieillards qui comptent le quartier d'Arakawa (deux cent quatre-vingt mille habitants), banlieue populaire au nord de Tokyo où foisonnent encore les petits ateliers, en particulier de fabricants de meubles.

M. Ikeda, petit homme posé, âgé de soixante-trois ans, ancien cuisinier, est le comptable, il étale sur la table basse les documents du club dont le huitième rapport annuel. Un président, deux vice-présidents, quarante « chefs d'équipe », Satsuki-kai compte près de trois cents membres. Comme les autres clubs de vieillards au Japon, c'est une initiative privée, autogérée mais encouragée par les autorités. Ses ressources ? Les cotisations (30 yens, soit 70 centimes, par mois) plus une subvention annuelle de la mairie (188 000 yens, soit 3 500 francs).

Le club existe depuis douze ans. C'est le premier à avoir créé depuis 1870 un petit livre de santé pour chacun de ses membres qui le portent toujours avec eux. Nom, adresse, statut du club, les neuf conditions pour vivre longtemps (« ne pas boire trop, manger modérément le soir, ne pas s'énerver... »), la liste des produits alimentaires recommandés, etc., c'est un véritable vade-mecum de gérontologie. Il comporte surtout un carnet médical où sont consignés les résultats des examens périodiques que le club « résoud » à l'insu des médecins du dispensaire voisin : une fois par mois, le médecin examine pratiquement les vieillards qui le désirent. « Ainsi, précise M. Ikeda, et quel qu'un à un malade dans la rue, n'importe quel médecin peut tout de suite savoir son état de santé récent. »

Certains vieillards du Satsuki-kai vivent avec leurs enfants. D'autres seuls. La plupart du temps dans un grand dénuement, comme beaucoup de personnes âgées au Japon. Il suffit de suivre le trajet d'un des centaine de bus de la municipalité — qui permet aux vieillards qui se déplacent difficilement de se lever périodiquement — pour mesurer la détresse de beaucoup. Des logis misérables de six tatamis sans équipement sanitaire et où il fait froid l'hiver et chaud l'été.

Les clubs de vieillards — plus de quinze mille à travers le Japon — pallient la solitude mais ne peuvent pas grand-chose pour améliorer la situation matérielle des personnes âgées. Souvent celles-ci, pour demander l'amélioration de leur sort, font, même en plein hiver, des sit-in devant le ministère de la santé ou manifestent dans les rues, comme le 15 septembre « Jour des vieux », une fête nationale instituée il y a une vingtaine d'années.

Selon le professeur Hideo Yoshida de l'université Hosei de Tokyo, président du comité de liaison des organisations de vieillards (sorte de fédération des clubs de vieillards) qui regroupe cinquante mille personnes, « Près de sept millions de personnes âgées n'ont pour vivre que 16 à 20 000 yens par mois (entre 340 et 420 francs) de la caisse nationale de retraite (1). Ceux — environ un million — qui ont travaillé dans les grandes entreprises touchent davantage : entre 80 000 et 120 000 yens (1 500 à 2 500 francs) comme les fonctionnaires à la retraite, environ un million aussi, qui ont 110 000 yens (226 000 francs). D'autres, six cent mille personnes, émargent à la caisse des déshérités qui leur verse des indemnités variant en fonction de leur situation. »

Selon une enquête de la mairie de Tokyo, il faut au minimum pour un couple âgé 80 000 yens par mois (2 000 francs) pour vivre dans la capitale. La plupart des vieillards n'ont pas cela, alors ils essaient de trouver des petits travaux. Comme ce vieil homme de soixante-douze ans, rencontré devant le ministère de la santé en train de manifester : il ramasse des déchets métalliques pour améliorer sa pension. Quarante ans de labeur, dix ans de cotisation à la caisse nationale (créée en 1961) : l'équivalent de 340 francs par mois. Pour lui, incontestablement, le « sombre automne de la vie », expression japonaise pour désigner la vieillesse, n'est pas un vain mot.

PHILIPPE PONS.

(Lire la suite page 10.)

(1) On peut considérer qu'on ne fait ni plus ni moins avec 16 000 yens qu'en France avec 340 francs.

## Au fil de la semaine

**I**l y a la Culture, avec une majuscule, celle des chefs-d'œuvre, de la grande culture institutionnelle et hiérarchisée, qui a ses appareils, son langage et même son ministère. Réserve à l'élite, chassée, on n'entre pas sans montrer porte blanche.

Puis vient l'autre, celle dont on parle avec une condescendance amusée en l'appelant, sans majuscule, la culture populaire. S'y enfoncent, pâle-mêle, la fête au village et les parlers maternels, quelques théâtres voutés à Brecht ou à la rigueur à Molière, tous les défilés de majorettes et les chanteurs bretons ou occitans. Culture populaire de consommation de masse dont les trois formes achevées, les moins « culturelles » mais les plus « populaires », sont évidemment la baguette, le t-shirt et la télé. Existe-t-il une troisième culture, contre-culture ou sous-culture si on veut, une culture marginale, qui produit de l'imaginaire avec les moyens du bord, des créateurs du quotidien, qui font du merveilleux avec du dérisoire ? L'équipe de la revue « Autrement » le pense, qui consacre à ce qu'elle appelle les « Flagrants délits d'imaginaire » son dernier numéro (1).

Où se cache, où se développe cette nouvelle sensibilité ? Chez « les fuyeurs, les réfractaires qui... consciemment ou pas, détournent, décolonisent des objets et des lieux, inventant des manières de faire », estime Henri-Douglas, directeur d'« Autrement » ; et il ajoute : « Une expression hybride, dispersée, silencieuse, dans tous les milieux, tous les lieux, sous toutes les formes. » On voit aisément combien une telle « culture », si culture il y a, est impossible à recenser, difficile à saisir, même par bribes, subtile à identifier. Parmi ceux que la revue a tenté de décrire, quelques exemples.

La tatouage. Savez-vous que près de 10 % des Français adultes, jeunes ou

vieux, hommes et, depuis quelques années, femmes aussi, sont tatoués ? Les explications historiques et ethnologiques, les interprétations psycho-sociologiques, foisonnent : elles ne sont pas satisfaisantes, car les motivations ont considérablement évolué, tandis que le tatouage se perpétue. Retenons simplement que la quasi-totalité des corps tatoués expriment surtout, par les motifs représentés, quatre sentiments plutôt morbides, qui sont la violence et la tristesse, la souffrance et le souvenir.

La pinnelle, la bousille, la perruque : c'est le petit bricolage, la « bricole » que l'ouvrier fait en cachette à l'atelier, à l'usine, en utilisant les rebuts de la production et les machines de l'entreprise. Cela peut aller de la grille de fourneau à réparer opportune ou soudée par un camarade jusqu'à « bel objet » né de l'imagination, sans but utilitaire. Par exemple, dans tel atelier de montage de voitures, les ouvriers se sont aperçus d'un moment donné que, avec les chutes d'un certain modèle de pare-chocs, deux trous, deux coups de scie, deux morceaux de verre coupés à la dimension, ils pouvaient faire de très jolis porte-photos. Et un beau jour, le modèle est modifié, on cherche autre chose : des silhouettes de personnages découpés dans la mousse plastique, des dessous-de-plats, des plaques de peinture que l'on soufifie à l'air comprimé et qui donnent un effet décoratif, autrefois — la mode est passée — des « acrobates » de toutes formes et de toutes dimensions, etc.

La pinnelle, la perruque, se pratiquent en dehors des heures de travail, tôt le matin, tard le soir ou en quelques minutes lors de la pause. Tout le monde ferme les yeux. Les objets circulent dans toute l'usine, ils ne sont pas vendus, mais troqués : on donne une, deux « bonnes bouteilles » en guise de remerciement. Le bon « pinnelleur » est très populaire. Quelquefois cela va loin : on a vu un karting complet ainsi fabriqué.

Mais il faut le sortir de l'usine, c'est la difficulté. Alors on légende à moitié, en accord tacite avec la maîtrise : elle autorise à « acheter » quelques dizaines de kilos de ferraille au rebut qui quit-

teront l'usine « avec un papier » ; soudée, montée et peinte, la ferraille deviendra bousille ou grille de jardin, ou bordure de balcon, lampe en fer forgé, boîte aux lettres. Il y a tout un art populaire de la boîte aux lettres avec des inscriptions du genre : « Pas de nouvelles, bonnes nouvelles » ou bien « Rien pour moi ? Merci facteur. »

Les jardins ! Jardins ouvriers aux dalmiers de « carrés » bien réguliers, mais surtout jardins du pavillon de banlieue et même lieux publics où parfois l'imaginaire explose et délire. La mairie, mineur, d'un village du Nord, avait négocié avec l'aide du cantonnier le rond-point central de la commune pour y planter grandeur nature l'histoire de Blanche-Neige et les sept nains au milieu d'un décor de murs, d'arceaux et d'arcs en pierre, prévoyant des jeux d'eau, des jeux de lumières colorées, une sonorisation diffusant la musique du film. L'élection d'un nouveau conseil municipal a provoqué la destruction de l'œuvre, mais l'ancien maire en a raconté la genèse dans une série de tableaux naïfs.

Les faux puits, les moulins, avions ou girouettes qui tournent au vent, les bassins ou vasques, avec leur sirène assise au bord, qui figurent la mer, le café et les biches qui représentent la forêt, tout cela est fait et orné de matériaux qui ne coûtent rien, coquillages, débris d'osier et de verres cassés, vieux jouets d'enfants, alex potterment ramassés, emballages perdus, caisses et bouteilles, déchets de fabrication des artisans voisins, vieux pneus de voiture peints en blanc. Une sorte d'humour suggère la dérision de la culture ou une culture de dérision en affirmant la personnalité de l'artiste.

A l'échelle de la collectivité et non plus de l'organisation individuelle, voici encore les paillettes du Bourdigou, dans les Pyrénées-Orientales. Construites près de la mer, en roseaux, sur un terrain vague qui appartient au domaine maritime de l'Etat, ces cabanons existent depuis près de quarante ans, depuis 1936, et à certaines périodes ils ont hébergé jusqu'à trois mille personnes venues y passer des vacances qui ne coûtent rien. Les procès et interdictions en cascade,

les sommations de déguerpir, plusieurs démolitions même — totales en 1939, partielles en 1977 — ordonnées par les pouvoirs publics et exécutées au bulldozer, émaillent la vie de cette ville pour rire.

Creativité, spontanéité... Les exemples abondent, des modes vestimentaires aux chroniques en langues régionales, des chansons populaires aux coutumes dont l'origine et la signification se perdent dans la nuit des temps, des graffiti aux peintures naïves. Sans parler du goût des collections étranges : celle de ce marchand de bois qui, depuis 1945, collectionne... les presse-purée. Il en a trois cent quatre-vingt-deux qui ont chacun un nom, les dispose en constellations dans son appartement, les transmet avec le plus grand sérieux en une cérémonie quasi cabalistique d'objets vulgaires en objets sacrés, sur parole, leur attribue des facultés vibratoires, un degré de médiumnité, une âme... A part cela, un personnage « normal », plutôt effacé, un homme comme vous et moi.

Peut-on parler de culture, même en ajoutant « marginale », « spontanée » ou « sauvage », à propos de toutes ces manifestations du goût, de l'art, de l'imaginaire ? C'est un bien grand mot, et après tout peu importe. Ce qui frappe dans le recensement et l'analyse d'« Autrement », c'est que les récits, les témoignages, les descriptions parlent d'eux-mêmes. Ils disent bien l'existence et l'importance de toutes ces manifestations pour tenter de s'exprimer, de toutes ces tentatives pour déifier le « bon goût », ridiculiser le savoir, ruser avec l'ordre établi et les valeurs reconnues de « ceux d'en haut ».

Contrairement à l'animation culturelle, pour l'animation des sociétés tristes, comme dit Henri Douglas, il y a là « les signes clairs : une capacité d'autonomie, une tendance à une « convivialité » accrue, une recherche de la vie associative, locale ou communautaire, réactions saines qui expriment de façon dérisoire peut-être, mais merveilleuse tout de même, l'envie tremblante, le besoin informel d'une société « autre ».

**Le  
merveilleux  
et  
le dérisoire**  
par  
PIERRE VIANSSON-PONTE

(1) Autrement n° 36, novembre 1978 : 266 pages, 50 F. Distribution et abonnements : Le Seuil (37, rue Jacob, Paris-6<sup>e</sup>). Un an : 135 F (France) ; 180 F (étranger).

## ETRANGER

## REFLETS DU MONDE ENTIER

## KURIER

## Comment vivre sans Elle ?

Une nouvelle cause de suicide est détectée par le quotidien viennois conservateur KURIER : « Chaque année, un peu plus de vingt Autrichiens mettent fin à leurs jours, soit parce que leur permis de conduire a été annulé, soit parce qu'un accident a endommagé leur voiture bien aimée. (...) »

« Un nombre de plus en plus important de conducteurs ont perdu la notion de ce que devrait être la véritable relation avec une voiture, celle d'un simple moyen de transport, devenu pour eux, parfois inconsciemment, un élément de leur moi, un symbole de leur propre valeur. Sans permis de conduire, on n'est plus un homme. Plutôt mourir que devoir vivre sans automobile. (...) »

« Sur le plan individuel, chaque conducteur doit non seulement prendre conscience mais aussi admettre qu'il peut commettre une faute de conduite et qu'il n'est pas à l'abri d'un accident. Au moment du sinistre, l'entourage, les témoins, les forces publiques devraient ne pas le traiter de raté ou d'assassin. Il a besoin de chaleur humaine, car il est dans un état de choc psychologique. »

## Le Progrès Égyptien

## Une septuagénnaire optimiste

Le quotidien cairote indépendant de langue française LE PROGRES EGYPTIEN relate l'histoire suivante :

« Une septuagénnaire égyptienne, Mme Fatma Mahrouki-Salamouni, a intenté un procès au gouvernement pour réclamer la propriété du centre de la ville du Caire et de la moitié de la ville d'Alexandrie. La valeur actuelle des terrains revendiqués s'élève à 1 milliard de livres. »

« Le tribunal de première instance a rendu un verdict favorable, en mars dernier, à Mme Fatma, mais celle-ci n'a trouvé aucun organisme habilité à exécuter le jugement. Mme Fatma a présenté des actes de propriété qui possédaient ses lieux, écrits sur des peaux de gazelle et datant du début du siècle dernier. »

« Mme Fatma revendique également la propriété des principales artères du Caire, de plusieurs quartiers de la ville et d'importantes superficies dans le delta du Nil. »

## Herald Tribune

## C'est la faute aux « triades »

« Dans les aéroports britanniques, relate le quotidien américain INTERNATIONAL HERALD TRIBUNE, les douaniers obligent les femmes enceintes à se déshabiller : ils font la chasse aux passeurs de drogue depuis que deux femmes américaines ont tenté de passer 4 kilos d'héroïne chacune, dissimulés sous des robes de grossesse. Elles ont été appréhendées alors qu'elles allaient s'embarquer pour New-York. (...) »

« La valeur globale des drogues saisies en Grande-Bretagne cette année atteint ainsi une valeur de 120 millions de francs (contre 25 millions de francs en 1977). (...) L'accroissement des prises de grosses quantités d'héroïne montre que Londres est devenue un point d'appui important dans les opérations clandestines destinées à ravitailler les drogués aux États-Unis. (...) La plus grande partie de l'héroïne provenant du Triangle d'or, cette région située aux frontières de la Thaïlande, du Laos et du Birmanie, est vendue à Londres, la plus grosse partie du trafic est la fait des triades, ces syndicats du crime chinois qui se sont installés à Londres ces deux à trois dernières années. »



## Partie sans laisser d'adresse

Le quotidien bruxellois LE SOIR raconte l'histoire suivante :

« Une « fan » du groupe rock « Bay City Rollers », âgée de quatorze ans, a passé plus de trente heures dans la section des bagages de l'aéroport d'Heistinki après s'être « expédiée » elle-même à Los Angeles. La jeune fille, qui avait fabriqué elle-même son emballage, une caisse en contreplaqué, avait seulement oublié d'y inscrire une adresse. Elle a été découverte par les autorités de l'aéroport. Elle s'était munie de quatre litres d'eau et de vêtements. « Je voulais simplement voir le guitariste « Eric Faulstich », a-t-elle déclaré. »

## EL MOUDJAHID

## Responsabilités sans droits

Le quotidien algérois EL MOUDJAHID publie les doléances suivantes d'une de ses lectrices :

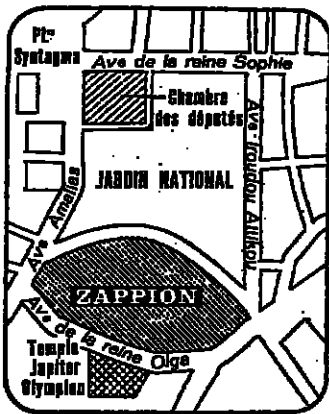
« Divorcée depuis quinze ans, j'ai élevé seule mes quatre enfants, et le père n'a jamais versé la pension alimentaire à laquelle il était condamné. »

« Je fais des démarches depuis plusieurs mois pour obtenir un passeport pour un de mes enfants mineurs, mais la dame de Birmandreï refuse absolument que je signe la demande : c'est le père qui doit le faire. Pourtant, le jugement de divorce me confie la garde des enfants et, de plus, l'ignore où réside le père, qui n'a jamais donné signe de vie. »

« Au tribunal aussi, on m'a dit que seul le père pouvait signer pour ses enfants. On refuse donc de reconnaître que je suis entièrement et seule responsable de mes enfants. On parle d'égalité totale de l'homme et de la femme. Je demande donc aux magistrats et à l'Union des femmes algériennes : à quoi sert le jugement de divorce me confiant la garde de mes enfants ? Qui est responsable d'eux ? Pourquoi reconnaître-t-on ma responsabilité pour les nourrir et les élever, non pour signer les papiers les concernant ? »

## Lettre d'Athènes

## LES MYSTÈRES DU ZAPPION



LES Athéniens sont peu amateurs d'arts plastiques. Mais ils aiment la musique, le théâtre, le sport. De l'Odéon d'Hérode Atticus, où se produisent de grandes vedettes comme Karajin et Richter, où la Calles brisait avec sa voix la nuit en des milliers d'étoiles, jusqu'au théâtre contestataire (ou tout simplement les « variétés ») en passant par les tragédies grecques, l'Athénien qui vit et aime dehors, n'a que des loisirs du choix, du moins en apparence.

Mais s'il y a des spectacles officiels ou officieux, révolutionnaires ou anticonformistes, les lieux où l'Athénien peut être à la fois spectateur et spectateur, sont en réalité plutôt limités. L'agora des cafés existe toujours, mais vit de moins en moins. Le café grec, préparé d'une dizaine de manières et accompagné d'un verre d'eau, but en retraite devant l'expression des gens pressés. Bâtiments et voitures envahissent la ville, anéantissent les collines sacrées, et parfois, le béton rampe et envahit les sommets.

Toutefois, on trouve encore quelques oasis de verdure où s'abritent les rêves, les obsessions, la fraîcheur et le dialogue. A quelques

centaines de mètres de l'Acropole, côté est, un grand espace vert va du temple de Zeus Olympien à l'avenue de la reine Sophie. D'un côté, on y trouve le temple et la porte d'Hadrien, des courts de tennis et une piscine. De l'autre côté de l'avenue de la reine Olga, l'ancien palais royal où siège la Chambre des députés, est entouré du Jardin national, forêt sombre qui abrite des canards, des oies, des biches et des paons. C'est un havre de silence, de fraîcheur.

A mi-chemin, des grilles vertes séparent ce parc d'un autre ouvert vingt-quatre heures sur vingt-quatre. C'est le Zappion. Orangers, pins, cyprès, pistaches, bien espacés, entourant un bâtiment néo-classique aux proportions harmonieuses, le Palais du Zappion, dont une partie appartient à la Radio, tandis que l'autre, la plus importante, est vouée aux expositions temporaires. Juste à côté, un cinéma de plein air et une grande palissade-café chantent. Pendant six mois, du printemps à la mi-octobre, Agil pousse ses fautes pliantes et ses petites tables en fer vers l'esplanade du Palais.

C'est ici que les amateurs de chansons romantiques, des « nouveaux talents » et des bonnes histoires racontées par des Komiténis, viennent prendre un ouzo, une glace ou une limonade. Ceux qui n'ont pas de quoi payer une consommation restent debout ou s'appuient sur le mur est du Palais. Le spectacle en vaut la peine. On annonce Mlle X (dont la voix déraile) comme une future grande étoile ; et le niveau artistique est faible, l'ambiance est unique. On applaudit des tangos d'avant guerre, on s'étend devant une « danseuse » habillée de rouge et de blanc, le lapon blanc qui vient en fait d'une proche banlieue de la capitale, on rit de « deux futures étoiles de la danse classique », petites filles obèses, plus larges que hautes. Soudain on annonce des « chanteuses italiennes ». La chanteuse, à

la voix stridente, porte une parure digne de Louis XIV et d'épaisses lunettes de myope. Un groupe de voyous commencent à siffler, à jurer, à aboyer. La vedette se fâche, crie au micro que les Athéniens sont des Bœufiens et n'ont aucune sensibilité artistique. Elle est remplacée par une danseuse de sirène qui s'efforce de faire de son corps un soufflet sur place comme un ballon qui rebondit.

La pleine lune s'est levée vers le mont Hymette et baigne les statues dans une blancheur irréelle. Le crépitements des mitrailleuses qui se mêle aux sons du bouzouki vient du cinéma voisin où on passe l'attaque d'Odin par les marées américaines.

Si le centre du Zappion est voué aux talents et aux muses, le côté sud est plutôt réservé aux rencontres interdites : Blouses, pantalons taille basse, chemises près du corps, les promeneurs ne sont pas de bons pères de famille. Les lieux ici sont plutôt sombres, les allées étroites et des ombres furtives passent dans la verdure. Roger Peyrefitte s'en est inspiré pour certaines pages de ses Ambascades.

Si l'on revient sur ses pas, vers la sortie principale, des groupes attirent l'attention. Ils sont là depuis des heures autour de la statue de Vassilios, père de la patrie, et autour du grand platane. Méprisant les bancs, debout pendant des heures, ils parlent. Chaque groupe a son ou ses orateurs. Ici, comme à Hyde-Park à Londres, la tradition veut que chacun exprime ses pensées. Pour les groupes « politiques », le sujet est toujours le même : les responsables. Inconsciemment les responsables de tous les maux qui assaillent et dont souffre le pays sont : la C.I.A., le K.G.B., les cerveaux du Pentagone, la main de Moscou, l'incapacité des dirigeants, le manque de diplomatie, la Chine communiste, la franc-maçonnerie...

On reste là des heures à discuter et surtout à imaginer. Car les Athéniens font fi des preuves et ont horreur de la rationalité. Les orateurs qui ouvrent le dialogue, le savent : il s'agit de vivre un mythe, la vérité est toujours surréaliste.

Dans le désordre de la vie moderne certains préconisent la création d'institutions de rêve, tel Délapatridia, orateur d'il y a trente ans qui préconisait la création d'un ministère des affaires érotiques et amoureuses !

D'autres groupes méprisant la politique s'occupent de sujets plus élevés : sciences occultes, religions, mystères insensés de l'humanité. Pourquoi la bombe atomique ? Pourquoi la haine ? Qui a déséquilibré l'univers ? Les forces souterraines, les tâches solaires, les séismes, les catastrophes aériennes, tout, pour eux, est éternellement.

A nuit se lève avec une lune qui semble illuminer les merbres de l'intérieur, comme de l'extérieur. Les colonnes du palais Zappion présentent l'aspect de tubes fluorescents et les lumières de l'Agil s'éteignent. Aux reflets du Stade panathénien, tout proche, main ouverte aux étoiles, miroir du corps, l'Acropole semble prête à prendre le large et aussi le monument où la Grèce, jeune fille aux seins nus, couronne Byron, le poète mort pour la liberté à Missolonghi. Les deux kiosques de l'entrée ferment leurs volets.

De l'autre côté, avenue de la Reine Amalia, entre le consulat de France et l'église anglicane, les ruelles mènent vers Plaka où les tavernes, boîtes et restaurants, ouverts jusqu'au matin, grimpent à mi-chemin du rocher Sacré. La nuit athénienne dure peu, tout comme les rêves artistiques et politiques de ceux qui ont abandonné le Zappion. L'aube, dans cette ville, est plus longue que la nuit.

DIMITRI T. ANALIS.

## TROISIÈME AGE AU JAPON

## Le sombre automne de la vie

(Suite de la page 9.)

Le sort des personnes âgées n'est assurément enviable dans aucune société moderne. Selon les spécialistes des problèmes du troisième âge, au Japon, la situation des vieillards va en s'aggravant. Ils bénéficient depuis 1973 de soins médicaux gratuits à partir de soixante-dix ans (soixante-cinq à Tokyo), mais c'est un droit qui est menacé par les pressions répétées du ministère des finances qui fait valoir que cela coûte trop cher au Trésor public.

Le problème de la vieillesse se pose au Japon avec une acuité particulière en raison de l'augmentation de la longévité. L'espérance de vie des Japonais, qui ne dépassait pas cinquante ans en 1945, excède aujourd'hui soixante-dix ans pour les hommes et soixante-quinze ans pour les femmes. Conjugué à une diminution des naissances, ce phénomène contribue à augmenter le poids des personnes âgées dans la société : dans vingt ans, un Japonais sur cinq aura plus de soixante ans.

La situation difficile des vieillards paraît d'autant plus étonnante au Japon que, d'une part, ce pays a à sa tête une gérontocratie (en moyenne les politiciens ayant un pouvoir réel ont plus de soixante ans) et que la plupart des présidents de grands groupes) et que, d'autre part, il passe pour préserver ses traditions. Parmi celles-ci, l'éthique héritée du confucianisme où la piété filiale joue un grand rôle. Mais celle-ci, aujourd'hui Loyakoku, en japonais, tend à disparaître.

Les traditions familiales, comme les autres valeurs de la société japonaise prémoderne, se sont considérablement affaiblies depuis 1945. Avant la guerre, le code civil stipulait que le fils aîné, qui héritait des biens des parents, devait prendre soin de ceux-ci. La nouvelle Constitution, d'inspiration américaine, ne fait aucune référence à cette obligation. Dans la société traditionnelle japonaise — comme d'ailleurs dans toute société préindustrielle — les personnes âgées vivaient intégrées à la vie sociale. Dépositaires d'un savoir né de l'expérience, elles avaient leur place dans la famille et, partant, dans la société.

Aujourd'hui, comme nous le dit une vieille femme qui vit avec ses enfants, « il y a une malaise ». Production, consommation, exode rural, expansion des villes et modification des conditions d'habitation (de la maison individuelle au H.L.M.) ont eu peu à peu raison des valeurs traditionnelles. Comme ailleurs, les vieux au Japon, exclus du système productif — ne produisant plus et consommant peu — sont rejetés à la marge de la société.

La tendance actuelle chez les jeunes couples est de vivre aussi vite que possible sans les parents. L'idéal pour le jeune japonais, c'est un mari « ta ta ta, babanuki » (« avec une maison, une voiture et sans belle-mère »). Si la plupart des adultes conservent le sentiment que c'est un devoir de s'occuper des parents, ils pensent que leurs propres enfants n'en feront pas autant. Mauvaise conscience d'un côté, certitude de l'autre qu'ils sont les derniers à avoir à assumer la charge des « vieux », les jeunes couples japonais gardent avec eux, sans enthousiasme, leurs parents dans des appartements exiguës. Cette situation est génératrice de tensions qui ne connaissent pas les autres pays de la famille japonaise. Les conflits belle-mère-bru sont la source inépuisable des feuilletons télévisés. Ces conflits étaient un thème littéraire classique, mais autrefois la jeune femme y apparaissait toujours soumise. Ce n'est plus le cas aujourd'hui. Les parents arrivent de la campagne pour se découvrir « gérants » sont en particulier le sujet du beau film de Yasujiro Ozu, le Voyage à Tokyo (récentement présenté à Paris, le Monde du 11 février).

La prolifération de la littérature qui a pour thème la vieillesse et les rapports entre les générations témoigne de l'actualité de ce problème au Japon. Le dilemme que pose aujourd'hui la charge des

parents à leurs enfants est notamment le sujet du roman de Sawako Ariyoshi, Kokotsu no hito (Un homme bête), qui out il y a quelques années un succès immense. Histoire extrêmement dure, écrite avec beaucoup de réalisme, des relations entre un vieil homme et sa belle-fille qui décide d'abandonner son métier pour se consacrer à le soigner, le roman est avant tout une description très crue de la sénilité. « Au-delà de la pitié filiale, nous dit Sawako Ariyoshi, j'ai voulu montrer la lente prise de conscience par une femme de l'approche de sa propre vieillesse. »

La situation des vieillards aujourd'hui au Japon — dans beaucoup de cas des « intrus » dans la vie de leurs enfants — a une conséquence tragique : les Japonais entre soixante-cinq et soixante-quinze ans ont l'un des taux de suicide les plus élevés du monde. On rappelle volontiers à ce propos le costume qui voulait que les vieillards soient abandonnés dans la montagne pour y mourir (ubasute). C'est le thème de nombre d'ouvrages du seizième siècle à nos jours, dont en particulier la nouvelle poignante, écrite en 1956 par Shichiro Fukasawa, Narayama bushiko (Les chansons de la montagne aux chûnes (2)), où, comme le note le traducteur Bernard Frank, « l'auteur nous montre que, dans une société fondée sur un principe qui paraît au premier abord si bestial, il peut exister la plus subtile vertu comme la plus pitoyable laideur ». Il reste que le suicide des vieillards aujourd'hui semble moins se situer dans la ligne de la tradition d'ubasute qu'il s'agit de la situation qui leur est faite par la société moderne. N'est-ce pas vu se développer énormément depuis la guerre ces pèlerinages de personnes âgées allant dans les temples prier pour avoir une « mort instantanée » (pratique du pokkuri-shinko). C'est-à-dire une mort sans agonie, à l'extrême sans avoir à traverser le « sombre hiver de la vie ». Le temple de Takematsu, dans l'île de Shikoku, tel autre à Kyoto, ont plus de dix mille visiteurs par an.

Mais le problème au Japon, au-delà de ses aspects matériels, se pose aussi en termes particuliers. Les vieux Japonais d'aujourd'hui, qui ont connu la période militaire, les privations de la guerre et celles qui ont suivi, qui ont dépensé parcourant le monde pour élever leurs enfants — l'enseignement est loin d'être gratuit pour tous — et qui ont fait de leur pays la troisième puissance économique du monde, se trouvent aujourd'hui placés dans une banane du système : ils doivent d'un seul coup, dans le contexte de la disparition des valeurs anciennes qui leur faisaient une place, affronter les hausses des prix, la pénurie de logement et l'inaction, surtout dans une « société » où l'on est orphelin hors du groupe (l'entrepris en particulier).

Le retraité y est littéralement en deuil de son travail. C'est bien pourquoi les associations de vieillards, aidées par les syndicats, demandent au gouvernement de retarder l'âge de la retraite fixé à cinquante-cinq ans depuis la restauration de Meiji en 1868 (3). Lorsque le poète Bashô (1644-1695) vit à Sarashina, dans la province de Naganô, le montagne où l'on abandonnait les vieux, il écrivait ce tercet (4) :

« Je m'en souviens  
La vieille laissée pleurer  
Avec la lune pour compagne. »

PHILIPPE PONS.

(3) Publié sous le titre Narayama par Gallimard en 1959.

(4) Pas plus le gouvernement que les milieux industriels ne sont favorables à cette réversion de l'âge de la retraite. Pour les industriels à cinquante-cinq ans, quitte à le réintroduire un mois après, mais, celui-ci s'écarterait d'autant plus volontiers que c'est une chance de trouver un travail.

(5) Cité par Maurice Ory dans Fourmis sans ombre. Le livre de l'édition du Seuil, Paris 1978.

سكول من زكاهل



# RADIO-TELEVISION

« CEUX QUI SE SOUVIENNENT », sur TF 1

## Tapissierie d'une mémoire collective

Cent deux ans, M. Petitjean se souvient d'avoir assisté, tout enfant, à la première fête nationale de la III<sup>e</sup> République. C'était le 14 juillet 1880 à Mâcon. Très droit dans son veston d'intérieur rouge, le vieillard assis raconte les fêtes qui arboraient des drapeaux tricolores et celles dont les volets étaient clos. La France n'était pas encore vraiment républicaine.



Avec la mémoire des Français, Roland Dhorain, Michel Goué et Hubert Knapp ont revivifié l'histoire. En trois émissions, « Ceux qui se souviennent » nous ramènent à la période 1880-1900, dominée par l'idée de la revanche sur l'Allemagne et l'affaire Dreyfus, à la période 1900-1914, avec les événements sociaux et la montée du socialisme, enfin à 1914-1918, la Grande Guerre. Pas d'historiens, pas de spécialistes, pas de gens qui ont étudié les événements, mais des hommes, des femmes encore vivants (le professeur Robert Debré qu'on voit beaucoup dans la première émission, est décédé depuis) pour dire comment ils ont vécu, dans leurs villes, leurs villages, leurs campagnes, cette histoire dans le cours de laquelle ils se trouvaient pris, comme des millions de citoyens. Mémoires individuelles qui lisent l'étonnante, la passionnante tapissierie d'une mémoire collective.

Des « Croquis » des années 60 aux « Provinciales » des années 70, Hubert Knapp (alors avec Jean-Claude Bringer) s'est toujours intéressé au passé, aux personnages d'un certain âge, aux mœurs, aux idées des individus et des familles. « Ceux qui se souviennent » élargit ces expériences de « documentaire subjectif » aux dimensions du territoire national. Recueillir les témoignages avant que les témoins ne disparaissent, c'est du travail d'archiviste. Organiser ces témoignages vivants, rapprocher des êtres qui ont été séparés dans le temps, l'espace, les conditions sociales, c'est recréer l'histoire non officielle, un vécu qui échappait aux « Croquis », aux « Provinciales », aux « Photos », aux photographies (unies des albums).

### Besoin de rendez-vous réguliers

Pauvre en « créations », la télévision retrouve brusquement avec « Ceux qui se souviennent » un peu de ce qui a fait son originalité, sa grandeur. Trois émissions, pourtant, ne font pas une série comme « Les croquis » ou « Les provinciales » et les téléspectateurs ont besoin de rendez-vous réguliers qui ne soient pas seulement des épisodes de feuilletons. Cette réussite amènera-t-elle la direction de TF 1 à le comprendre, à nous donner la suite de cette « mémoire d'une nation » ?

JACQUES SICLIER.

\* Mardi 7 novembre, TF1, 20 h. 35.

## RENCONTRE A MILAN

### L'Europe achète à Londres

PEUT-ÊTRE avez-vous vu l'autre semaine sur FR 3 un téléfilm de Regina Martini « Le Voyage de Selim » ? C'est la production française qui a fait le plus d'impression à Milan où l'Union européenne de radiodiffusion tenait ses assises annuelles. L'historien, ou plutôt les débâcles de ce travailleur immigré, un Algérien amoureux d'une Française, mélange de document et de fiction, s'inscrit, en effet, par sa spontanéité et son réalisme, dans le droit fil de la production scandinave, anglo-saxonne et allemande. On en parlait beaucoup dans les couloirs, on ne parlait presque que de cela. Notre pays n'était pourtant pas mal représenté, surtout du côté d'Antenne 2 : le « Zola » de Lorenzi, le « Molteni » de Mouchkine, « 1788 » de Fofanovic, le « Lulu » de Blumel, « Affiche superbe », avons. Pas d'achat de l'étranger. Ce sont, nous l'avons dit, de grands tableaux historiques, très louchés, très travaillés, très réussis, de belles pièces, des pièces de musées. Loin de faire sa lie comble nos programmes n'évaluaient qu'un intérêt très relatif.

A la différence des émissions proposées par l'Angleterre à une foule de curieux obligés de rester debout ou de s'asseoir par terre faute de place. Le fait est là : c'est à Londres que se font presque exclusivement l'Europe du Nord qui tente de limiter, autant que faire se peut, l'importation de produits — « Kojak », « Marnix », « Columbo » — et les autres — made in U.S.A. C'est de Londres que, ces mêmes U.S.A., font venir, profitant de l'absence de barrière linguistique, pratiquement toutes les émissions proposées par leur service public.

A noter qu'entre eux les pays scandinaves — ils produisent peu — pratiquent le truc, ce qui ne les empêche pas de chercher ailleurs, bien obligés, de quoi remplir leurs cases. Au Danemark, où l'on capte les émissions allemandes,

on achète peu de chose outre-Rhin. Aux Pays-Bas non plus. Pas pour les mêmes raisons : les croquis souvenirs de la dernière guerre mondiale restent vivaces et les rancunes tenaces parmi les sujets de la reine Juliana. Un détail : la concurrence de plus en plus vive, hélas ! entre les différentes sociétés de télévision néerlandaises qui se partagent, on le sait, le temps d'antenne offert par les deux chaînes au prorata de leurs adhérents, avantage les séries américaines, toujours bien placées dans les sondages.

Dernière observation, à mon avis la plus significative : naguère riche à millions, la télévision allemande, victime, comme toutes les autres, de la fameuse pesanteur administrative, un vrai cancer, est obligée de surveiller ses dépenses. Elle achète moins. Et ce qu'elle achète à l'étranger, ce sont des films, de vrais films pour grand écran, infiniment plus populaires que les téléfilms réservés au petit, sans parler, pour autant, de financer ceux des jeunes cinéastes allemands. Pour les pays producteurs de dramatiques, c'est une grosse perte que celle de ce client privilégié.

Bon, direz-vous, et la Grande-Bretagne, à part vendre, qu'est-ce qu'elle achète ? En Europe, rien ! Nos téléspectateurs, m'expliquait, altier, un responsable de l'I.T.V., la chaîne commerciale, ne supportent ni le doublage ni les sous-titres, ce qui limite considérablement, en effet, les activités du département des achats. Les Etats-Unis, le Canada et l'Australie exceptés, personne, ou presque, ne peut donc fournir à la demande de la meilleure télévision du monde et de la plus hautaine.

Avec la nôtre. La nôtre n'a pourtant pas, il s'en faut, les mêmes raisons de se vanter. Et, cependant, à Milan, aucune production d'où qu'elle vienne ne semblait retenir l'attention de nos acheteurs. C'était trop céd, pas

assez cela, cela ne convenait pas à notre public, ce n'était pas dans le goût français. Il y a deux ou trois ans, j'aurais vu là une suffisance que rien ne justifiait. A présent j'en arrive à me demander, si ce n'est pas une remarque de bon sens. Chez nous, ce que les gens aiment dans tous les domaines, de Chateaubriand à Yves Saint-Laurent, c'est le beau, la belle coupe, la belle ouvrage, la belle langue, bien littéraire et bien écrite, l'œuvre d'art. Exactement le contraire du réalisme pratiqué ailleurs, du naturel un peu sans soin, ou, et même parfois un peu bécoté, critique d'idées, à mi-chemin de la critique sociale et du pompiérisme.

Quoi qu'il en soit la question se pose aujourd'hui de l'utilité de ces grandes rencontres internationales destinées à fouetter un marché languissant. Les Scandinaves ont été les premiers, en effet, à organiser sur place, d'abord à Stockholm, puis à Copenhague, et bientôt à Oslo, un marché commun de leurs émissions auquel ils conviaient les acheteurs du monde entier. La République fédérale d'Allemagne en fait autant, à Hambourg et à Munich alternative-ment. La B.B.C. elle-même y est venue, qui met ses programmes en vitrine. L'an dernier, c'était à Brighton, l'an prochain ce sera à Edimbourg. Ces « screenings », ces « messes », ces « foires », bref, ces foires, représentent évidemment une concurrence sérieuse pour le MIP de Cannes et le MIPED de Milan, rencontres traditionnelles consacrées par une présence de poids, celle des Etats-Unis.

Alors l'Union européenne de la télévision, au bout du compte, c'est quoi ? En gros un marché que se partagent, sans réciprocité, les Anglo-Saxons, et dont la France, contrairement à l'Italie de plus en plus ouverte aux préoccupations politiques de nos voisins, semble vouloir s'isoler chaque jour davantage.

CLAUDE SARRAUTE.

## « CHORUS », sur Antenne 2

### Rock pour grand public

CHORUS, c'est trente-sept minutes de musique « live » le dimanche, à 12 heures, sur Antenne 2. Depuis le début du mois de septembre, Antoine de Camille et Claude Ventura en sont les initiateurs. L'un est journaliste et auteur d'un livre sur le groupe français Magma, il a travaillé pour Sygma, une société de production qui réalise des films pour l'A 2 et TF 1 ; l'autre est réalisateur, notamment, de « Pop 2 », une émission de rock qui a cessé d'exister il y a quelques années. Au mois de janvier de cette année, ils déposent un projet, Antenne 2 leur donne le feu vert en juin pour le mois de septembre.

« On n'y croyait plus du tout, disent-ils, pour nous, c'était une affaire classée. En fait, notre projet n'a pas été accepté, on nous a proposé autre chose. Au départ nous voulions faire un magazine avec des concerts enregistrés. Nous ne voulions pas filmer uniquement à Paris, mais partir en province ou à l'étranger. Nous avions même pensé à organiser des rencontres entre musiciens. C'était une formule ouverte car, dans ce genre de projet, c'est l'approche de la musique qui compte. Il faut illustrer les liens qui existent entre la musique et les gens qui la vivent et l'écoutent. Le but était de montrer que le rock fait partie d'une culture qui existe vraiment aujourd'hui. Peut-être pas une culture, car, comme celui de contre-culture, le terme est ambigu, mais en tout cas un phénomène qui fait partie de notre vie. Nous voulions le lier à des sujets comme le cinéma, le théâtre, la peinture, la littérature, à travers des artistes qui écoutent cette musique.

« En fait, Antenne 2 nous a proposé de remplacer « Blue Jean » en nous donnant le budget qui était imparti à l'émission jusqu'à la fin de l'année. Deux solutions s'offraient à nous : proposer plusieurs groupes en play-back ou deux groupes enregistrés en public et en son direct à l'émission. Le choix était simple, depuis la fin de « Blue Jean », il n'y a plus d'émission de rock en France, il s'agit donc, avant tout, de relancer cette musique, de permettre qu'elle existe de nouveau sur l'antenne. C'est de la télévision de service.

« Nous sommes obligés d'enregistrer deux groupes dans la

même journée, et c'est en général le samedi. C'est à dire que si un groupe est de passage et qu'il quitte Paris le vendredi nous ne pouvons pas le filmer. Il faut aussi considérer que nous sommes programmés le dimanche à midi, nous ne pouvons pas nous permettre d'être trop marqués, nous dépendons des sondages, le soir, ce serait différent.

Face à la proposition d'Antenne 2, Claude Ventura se retire de la production tout en conservant la réalisation qu'il partage avec Don Kent, son ancien assistant sur « Pop 2 ». Antoine de Camille pense que cette programmation peut donner une chance au rock de sortir de son ghetto. « Je crois que c'est dangereux », réplique Claude Ventura, parce que d'une part nous sommes dans le confort, donc obligés, si nous voulons que l'émission dure, d'être non pas moins rigoureux sur le choix de la musique, mais moins puristes. Dans un premier temps, nous devons viser des musiques de qualité, mais qui sont assez « grand public », tout en espérant ne pas en rester à la simple formule du concert.

« Il est possible de présenter cette musique autrement que comme un produit de variété. La mise en scène de l'émission est volontairement sobre, nous montrons un événement sans intervenir, avec des effets ou des trébuchements démocratiques. La musique se suffit à elle-même. Il est évident qu'on ne pourra pas filmer de grands groupes en raison des cachets qui sont honnêtes mais insuffisants pour les formations vedettes. Nous utiliserons un film de promotion par émission pour cela, mais leur qualité est généralement précieuse. Quant au choix, c'est un travail d'équipe, nos goûts étant complémentaires, la règle étant de ne pas avoir honte d'un groupe qui passe, c'est le seul dénominateur commun.

« Chorus » est une très bonne émission de rock, le son est excellent, c'est rare, l'image est soignée, et la programmation originale. Certes l'émission est tributaire des groupes qui passent, et son appréciation peut dépendre de celle du spectacle proposé. C'est son seul défaut, car, « Chorus » vient à temps pour redonner au rock une place qu'il n'aurait jamais dû perdre.

ALAIN WAIS.

## « UN HOMME, UNE VILLE », sur France-Culture

### Aux sources du mythe

ROUSSEAU était citoyen de Genève, Kafka ne se conçoit sans Dubln, Luther est inséparable de Wittenberg et Freud de Vienne ; même si, comme chacun sait, la vie n'explique pas l'œuvre, celle-ci s'enracine en un lieu qui la féconde. En vertu de ce principe, des écrivains d'aujourd'hui se sont lancés sur les traces de quelques artistes philosophes d'hier. « Une ville, un homme » — ou plutôt deux, le « poursuivant » et le « poursuivi ». Au cours des derniers mois, Jean Starobinski a refait le chemin que parcourt Jean-Jacques il y a deux siècles, Milan Kundera s'est installé dans le sillage de l'auteur du Procès, Pierre Chany a mis ses pas dans ceux du maître de la Réforme, Dominique Desant a mené l'enquête sur Flora Tristan à Londres. Dans quelques semaines, avec Michel Butor, nous suivrons Joyce à Dublin, puis, avec Manès Sperber, Adler et Freud à Vienne, avant de partir pour Alger, à la recherche de Camus, pour Vienne encore et New-York sur la piste de Schönberg.

Ces pèlerinages, qui restituent le climat dans lequel les œuvres ont pris naissance, proposent de collecter une lecture « biographique » dont la signification varie avec chacun des personnages historiques. Antérieurement sur deux d'entre eux, Vendredi 3 novembre s'achevait un ensemble de trois émissions consacrées à Marcel Proust, par Roland Barthes. Vendredi 10 novembre commence une série de Jean Elieinstein sur Karl Marx. Ces deux promesses sont apparues d'abord, l'une et l'autre, la distance qui sépare la médiocrité d'une vie de la grandeur d'une œuvre.

L'espace proustien s'organise autour de deux pôles : Paris et Combray. Paris, c'est le faubourg Saint-Honoré, cette création de Napoléon III que dominent les églises de la Madeleine et de Saint-Philippe-du-Foule et qui dessine, selon Roland Barthes, « la topographie d'une certaine ascension sociale » : la promotion de l'aristocratie d'argent, commencée sous Louis-Philippe. « Tout l'univers proustien », dit Roland Barthes, « se situe dans le tracé d'une grande période haussmannienne ». Les deux principaux domiciles de Proust — celui de ses parents, boulevard Malessier, et celui où il s'enferma pour écrire, boulevard Haussmann — sont d'ailleurs devenus des banques. « Symbole

obstiné », commente Roland Barthes, « Combray, au contraire, c'est toute la province ». En bon structuraliste, Roland Barthes explique que « pour faire signifier Paris il fallait un anti-Paris ».

De cette double visite aux sources de l'inspiration proustienne, en compagnie de Jean Montalbati, Roland Barthes retire une déception, et un motif d'admiration. Ces demeures parisiennes sont « rébarbatives, accablantes, profondément tristes » et pourtant elles ont permis une œuvre « sensuelle et brillante ». Quant à la maison de Combray, elle n'a que « les dimensions d'un pavillon de banlieue ». Telle est la « surpuissance » de la littérature, selon Roland Barthes, qu'elle transfigure « le petit-déjeuner de la réalité ».

Du pèlerin de Jean Elieinstein, qui, avec Emile Noël, a pérégriné à travers Londres le fantôme de Marx, se dégage la même leçon. « Marx connaît pas ! » Il y a bien deux modestes plaques commémoratives, mais aucune rue de la ville ne porte le nom d'un homme qui y vécut plus de trente ans. De la vieille gare de London Bridge par où, dit-on, il arriva en 1847 à l'appartement de Chelsea, devenu un restaurant chinois, puis aux deux logements successifs de Dean Street, transformés l'un en magasin de disques, l'autre en restaurant italien, enfin au quartier périphérique de Grafton Terrace, la vie quotidienne de Marx est marquée par les difficultés financières, les traces familiales, les incertitudes politiques. Sa capacité d'abstraction et sa puissance de travail n'en apparaissent que plus éclatantes.

Si ces esquisses biographiques ne nous en apprennent pas davantage, leur intérêt serait limité. Leur objet principal est sans doute ailleurs. Pour Marx, il s'agit, dit Emile Noël, de « réincarner à la fois un homme quelconque qui a été élevé à la hauteur d'un mythe ». Le concours de Jean Elieinstein donne son sens au projet. S'il est vrai que, délibérément, les auteurs se sont refusés à toute « érigée » de l'œuvre et qu'ils ont opté pour une démarche « anecdotique », ce choix même n'est pas sans portée. Le Marx de Jean Elieinstein et Emile Noël n'est plus ce demi-dieu infaillible du panthéon marxiste-léniniste, mais un petit-bourgeois qui regrette, très sérieusement, de n'avoir pas assez d'argent pour spéculer en Bourse et qui se montre incapable de gérer son budget. La « culte de la per-

sonnalité » en prend un coup. « Les grandes idées froides, dit encore Emile Noël, n'ont aucun rapport avec cet homme d'une grande chaleur, d'une grande humanité. » Le marxisme en reçoit un nouvel éclairage.

Paradoxalement, l'effet des émissions sur Proust pourrait être inverse. « Tout ce qui est biographie dans l'œuvre de Proust me fascine », dit Roland Barthes, lui les faits renforcent le mythe au lieu de l'affaiblir. Le jeu autour du « je », par « petites

touches et fragmentations », est conforme au caractère « rhapsodique » de la Recherche. À cet égard, la circulation « entre la vie et l'œuvre ». On peut très bien concevoir de récrire la Recherche comme une sorte de mythe moderne qui aurait un peu la valeur d'Édipe », conclut Roland Barthes. Ainsi le réel ouvre-t-il le champ de l'imaginaire.

THOMAS FERENCZI.

\* Tous les vendredis, P.C., 14 h. 45.

## « LE MICRO ET MOI », de Lise Élina

### Quarante années de fièvre et de foi

NÉE rue de la Gaîté, à Paris, dans les années 10, la petite-fille d'un juif russe émigré devient journaliste, à vingt-deux ans, pour avoir amusé Maurice Chevalier par son comportement. Débuts à l'intransigeant (rubrique spectacles) et à Pour vous, hebdomadaire de cinéma. L'intransigeant est fin par son « journal parlé » à une station privée de radio (on dit encore la T.S.F.), Radio-Cité. Lise Élina y entre pour tenir le rôle de la fille dans une émission quotidienne en direct. La famille Duraton, qui sera la chronique des Français moyens. Et la voilà célèbre aux côtés de Jean Granier (M. Duraton), Yvonne Galli (Mme Duraton) et Jean-Jacques Vital (le fils Duraton).

En écrivant un livre de souvenirs, Lise Élina raconte sa carrière, et, à travers cette carrière, elle nous fait découvrir la radio d'État après la Libération, puis à la télévision, elle retrace un peu de l'aventure de l'audiovisuel en France. Les anecdotes vécues par Lisette Duraton, qui se fit, micro en main, le nom de Lise Élina, c'est de l'histoire. Comment une femme, l'une des premières, a pu percer dans ce métier d'homme — qu'elle a toujours aimé — passer de la fantaisie « duratonnesque » à l'exercice de la presse parlée puis, plus tard, du journal et des magazines de télévision, et devenir, tout en restant elle-même à part entière, la compagne de Wladimir Porché, directeur général, de 1946 à 1957, de la Radiodiffusion télévision

française (d'abord Radiodiffusion française) puis membre du Conseil d'État. Tous deux se marièrent, sans faire de bruit, en 1968. Six ans plus tard, lors de la partition de l'O.R.T.F., Lise Élina connaissait une « fin de carrière anticipée d'une manière aussi brutale qu'inattendue par la loi d'août 1974, qui écartait les agents de plus de soixante ans ». Elle en avait soixante et un, et ce lui fut un choc.

De la radio à la télévision, Lise Élina a beaucoup travaillé, avec fièvre et avec foi. Elle le dit prudemment, modestement, mais cela a beaucoup compté pour elle. Le lecteur la suit avec un constant intérêt. Lise Élina a gardé la chaleur, la spontanéité de ses rapports avec le micro du direct au temps où, à la douane du Havre, elle « enquêtait » Jean Renoir, qui, du coup, lui faisait tenir son propre rôle dans une scène de la Régie du jeu. Des personnalités en tout genre qu'elle a rencontrées, elle donne, sans pour autant se vanter de ses relations, des croquis empreints d'amitié, d'humour.

« Quand on est né rue de la Gaîté, avait dit Françoise Mallet-Joris à Lise Élina, venue l'inter-viewer à l'occasion de son prix Fémina pour Empire céleste, on écrit un livre. » Lise Élina a écrit le sien pour ne pas « sombrer dans la déprime, le vide, après quarante ans d'activité intense ». Elle a bien fait.

J. S.

\* Le Micro et Moi, par Lise Élina. Ed. Pierre Horay, 272 p., 43 F.







## RADIO-TELEVISION

Jeudi 9 novembre

## CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout : 12 h. 30. Midi première : 13 h. 50. Objectif santé : 14 h. Les vingt-quatre heures : 15 h. A la bonne heure : 16 h. 25. Pour les petits : 17 h. 30. L'île aux enfants : 18 h. 55. Feuilleton : Les Mouches de Paris (n° 14) : 19 h. 15. Une minute pour les femmes : 19 h. 45. Émission du Parlement : l'Assemblée nationale.

20 h. 35. Série : Le temps des As, de J.-L. Lignierat, réalisation C. Bolssol, avec : B. Pradal, J.-C. Dauphin, C. Laurent : 21 h. 25. Magazine : L'événement.

22 h. 45. FILM : LE BONHEUR, d'A. Varda (1984), avec J.-C. Drouot, C. Drouot, M.-F. Boyer, P. Vecchiolo, S. Drouot, O. Drouot.

Un jeune marié de Fontenay-aux-Roses tombe amoureux d'une portière avec laquelle il veut être heureux sans délaissier pour autant sa femme et ses enfants.

Vendredi 10 novembre

## CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout : 12 h. 30. Midi première : 13 h. 50. Émissions pédagogiques : 14 h. A la bonne heure : 15 h. 25. Pour les petits : 16 h. 30. L'île aux enfants : 17 h. 55. Feuilleton : Les Mouches de Paris (n° 15) : 18 h. 15. Une minute pour les femmes : 19 h. 45. Jeu : L'inconnu de 19 h. 45.

20 h. 35. Au théâtre ce soir : Acaïpulo, madame d'Y. Jamlique, mise en scène Y. Gasc, avec M. Gaudet, P. Nicand, M. Pages, H. Courcaux, J. Gomet.

22 h. 50. Danse : Les grands pas classiques de Lac des cygnes, acte II.

23 h. 30. Ciné-première : Paul Guth.

## CHAÎNE II : A 2

13 h. 35. Télévision régionale : 13 h. 50. Feuilleton : L'ère en fleur : 14 h. Aujourd'hui madame (Anasthénie et réminiscences) : 15 h. Feuilleton : D'Artagnan amoureux : 16 h. Maga-

Samedi 11 novembre

## CHAÎNE I : TF 1

10 h. Cérémonie à l'Arc de triomphe (en direct) : 12 h. Discours à la statue de G. Clemenceau (en direct) : 12 h. 30. La vie en vert : 12 h. 45. Jeune pratique : 13 h. 30. Le monde de l'accordéon : 13 h. 50. Tousjours le samedi : 14 h. 5. Trente millions d'amis : 15 h. 40. Magazine auto-moto : 16 h. 20. La vie en vert : 16 h. 45. Jeu : L'inconnu de 19 h. 45.

20 h. 35. Variétés : Numéro un (Enrico Macias) : 21 h. 35. Série : Voyage dans l'inconnu (n° 4) : 22 h. 40. Sports : Télé-foot 1.

## CHAÎNE II : A 2

10 h. 45. Cérémonie du 11 novembre à l'Arc de triomphe : 11 h. 20. Émission spéciale : 11 h. 25. Cérémonie à la statue de G. Clemenceau.

12 h. 15. Journal des sourds et des malentendants : 12 h. 30. Samedi et demi : 13 h. 35.

Dimanche 12 novembre

## CHAÎNE I : TF 1

9 h. 15. Émissions philosophiques et religieuses : A Bible ouverte : 9 h. 30. Foi et traditions des chrétiens orientaux : 10 h. Présence protestante : 10 h. 30. Le jour du Seigneur.

12 h. La séquence du spectateur : 12 h. 30. TF 1-78 : 13 h. 20. C'est pas sérieux : 14 h. 15. Les rendez-vous du dimanche : 15 h. 35. Série : L'escadron volant (n° 4) : 16 h. 25. Sport : Sports professionnels : 17 h. 30. Série : Au plaisir de Dieu (La déchirure) : 19 h. 25. Les animaux du monde.

20 h. 30. FILM : LA JUMENT VERTE, de C. Autant-Lara (1959), avec Bourvil, S. Milo, F. Blanche, Y. Robert, V. Lagrange, M. Perrey, M. Merrey.

Dans les années 1880, la haine — datant de la guerre de 1870 — d'un paysan pour un de ses concitoyens. Comment la perte d'une lettre contenant un secret de famille l'amène à se venger.

22 h. 5. Musique : Concert par l'orchestre I Solisti Veneti, P. Toso, soliste : Les Quatre Saisons (Vivaldi).

## CHAÎNE II : A 2

11 h. Quatre saisons : 11 h. 30. La vérité est au fond de la marmite : 12 h. Chorus :

Lundi 13 novembre

## CHAÎNE I : TF 1

12 h. 15. Jeu : Réponse à tout : 12 h. 30. Midi première : 13 h. 50. Les après-midi de TF 1 d'hier et d'aujourd'hui : 14 h. 5. Série : Les Saintes chéries (L'augmentation) : 15 h. A la bonne heure : 16 h. 25. Un, rue Sésame : 17 h. 55. Feuilleton : Les Mouches de Paris (n° 16) : 18 h. 15. Une minute pour les femmes : 19 h. 45. Jeu : L'inconnu de 19 h. 45.

20 h. 30. FILM : RUE SANS ISSUE, de W. Wyler (1957), avec S. Sidney, J. McCrea, H. Bogart, C. Trevor, W. Barrie, B. Halop, M. Main (N).

Un gangster revient au quartier pauvre de son enfance (à New York) et tente de corriger une bande d'adolescents. Un architecte en chômage se dresse contre lui.

22 h. 5. Magazine : Pleins feux.

## CHAÎNE II : A 2

13 h. 50. Feuilleton : L'ère en fleur : 14 h. Aujourd'hui madame (Anasthénie et réminiscences) : 15 h. FILM : SI PARIS NOUS ÉTAIT CONTÉ, de S. Guityr (1955), avec F. Arnoul, D. Darnieux, S. Guityr, R. Lamoureux, J. Marais, L. Marconi, M. Morzan, G. Pascal, G. Philippe (Rediffusion).

Les grandes heures et les grands personnages de Paris à travers les siècles, racontés par Sacha Guityr d'un groupe de jeunes gens.

17 h. 10. Autres métiers, autres gens : 17 h. 25. Fenêtre sur : Parlons de médecine : 17 h. 55. Récité A 2 : 18 h. 35. C'est la vie : 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Top-club.

20 h. 30. Variétés : Spécial Ray Charles.

21 h. 55. Magazine : Question de temps.

22 h. 35. Zig-zag, de T. Wehn-Damisch : Le corps que l'on habite, réal. Y. Kovacs.

Un homme tente de se réconcilier avec la nature, et cependant réprime depuis des siècles par toutes sortes de tabous sociaux et moraux, le corps humain est plus que jamais objet d'intérêt. Pour Roland Barthes, professeur au Collège de France, le corps a

## CHAÎNE II : A 2

10 h. Télévision scolaire.

13 h. 35. Télévision régionale : 13 h. 50. Feuilleton : Typhé et Tourteron : 14 h. Aujourd'hui madame (Les grandes voyages) : 15 h. Série : Opération danger : 16 h. L'intrigue du lundi : 17 h. 25. Fenêtre sur... la sculpture, poétique de l'espace : 18 h. Récité A 2 : 18 h. 35. C'est la vie : 19 h. 55. Jeu : Des chiffres et des lettres : 19 h. 45. Top-club.

20 h. 35. Dramatique : Messieurs les jurés (L'affaire Montvilliers), d'A. Franck, réalisation J.-M. Coldefy. Avec : M. Garrel, F. Lagris, H. Coutet.

Roger Montvilliers a-t-il volontairement donné la mort à l'agent de maîtrise Paul Fontet, avec préméditation ?

## CHAÎNE III : FR 3

18 h. 30. Pour les jeunes : 18 h. 55. Tribune libre : Les anciens combattants : 19 h. 20. Émis-

sions régionales : 19 h. 55. Dessin animé : 20 h. Les jeux.

20 h. 30. FILM (un film, un auteur) : LA FEMME DU DIMANCHE, de L. Combalot (1973), avec M. Mastroianni, J. Bisset, J.-J. Trintignant, A. Reggiani, P. Caruso, M.-T. Alban, C. Gora, L. Volonchi.

40 ans d'une enquête sur un meurtre, un inspecteur des polices originales du sud de la France pénètre dans la haute société de Turin. Il écarte des soupçons ambigus avec la femme d'un architecte.

FRANCE-CULTURE

7 h. 2. Poésie : J.-P. Goux (et à 14 h. 19 h. 55 et 23 h. 50) : 7 h. 5. Matinales : 8 h. Les chemins de la connaissance : 8 h. 15. Les chemins de la connaissance : 8 h. 30. Les chemins de la connaissance : 8 h. 45. Les chemins de la connaissance : 8 h. 55. Les chemins de la connaissance : 9 h. 10. Les chemins de la connaissance : 9 h. 25. Les chemins de la connaissance : 9 h. 40. Les chemins de la connaissance : 9 h. 55. Les chemins de la connaissance : 10 h. 10. Les chemins de la connaissance : 10 h. 25. Les chemins de la connaissance : 10 h. 40. Les chemins de la connaissance : 10 h. 55. Les chemins de la connaissance : 11 h. 10. Les chemins de la connaissance : 11 h. 25. Les chemins de la connaissance : 11 h. 40. Les chemins de la connaissance : 11 h. 55. Les chemins de la connaissance : 12 h. 10. Les chemins de la connaissance : 12 h. 25. Les chemins de la connaissance : 12 h. 40. Les chemins de la connaissance : 12 h. 55. Les chemins de la connaissance : 13 h. 10. Les chemins de la connaissance : 13 h. 25. Les chemins de la connaissance : 13 h. 40. Les chemins de la connaissance : 13 h. 55. Les chemins de la connaissance : 14 h. 10. Les chemins de la connaissance : 14 h. 25. Les chemins de la connaissance : 14 h. 40. Les chemins de la connaissance : 14 h. 55. Les chemins de la connaissance : 15 h. 10. Les chemins de la connaissance : 15 h. 25. Les chemins de la connaissance : 15 h. 40. Les chemins de la connaissance : 15 h. 55. Les chemins de la connaissance : 16 h. 10. Les chemins de la connaissance : 16 h. 25. Les chemins de la connaissance : 16 h. 40. Les chemins de la connaissance : 16 h. 55. Les chemins de la connaissance : 17 h. 10. Les chemins de la connaissance : 17 h. 25. Les chemins de la connaissance : 17 h. 40. Les chemins de la connaissance : 17 h. 55. Les chemins de la connaissance : 18 h. 10. Les chemins de la connaissance : 18 h. 25. Les chemins de la connaissance : 18 h. 40. Les chemins de la connaissance : 18 h. 55. Les chemins de la connaissance : 19 h. 10. Les chemins de la connaissance : 19 h. 25. Les chemins de la connaissance : 19 h. 40. Les chemins de la connaissance : 19 h. 55. Les chemins de la connaissance : 20 h. 10. Les chemins de la connaissance : 20 h. 25. Les chemins de la connaissance : 20 h. 40. Les chemins de la connaissance : 20 h. 55. Les chemins de la connaissance : 21 h. 10. Les chemins de la connaissance : 21 h. 25. Les chemins de la connaissance : 21 h. 40. Les chemins de la connaissance : 21 h. 55. Les chemins de la connaissance : 22 h. 10. Les chemins de la connaissance : 22 h. 25. Les chemins de la connaissance : 22 h. 40. Les chemins de la connaissance : 22 h. 55. Les chemins de la connaissance : 23 h. 10. Les chemins de la connaissance : 23 h. 25. Les chemins de la connaissance : 23 h. 40. Les chemins de la connaissance : 23 h. 55. Les chemins de la connaissance : 24 h. 10. Les chemins de la connaissance : 24 h. 25. Les chemins de la connaissance : 24 h. 40. Les chemins de la connaissance : 24 h. 55. Les chemins de la connaissance : 25 h. 10. Les chemins de la connaissance : 25 h. 25. Les chemins de la connaissance : 25 h. 40. Les chemins de la connaissance : 25 h. 55. Les chemins de la connaissance : 26 h. 10. Les chemins de la connaissance : 26 h. 25. Les chemins de la connaissance : 26 h. 40. Les chemins de la connaissance : 26 h. 55. Les chemins de la connaissance : 27 h. 10. Les chemins de la connaissance : 27 h. 25. Les chemins de la connaissance : 27 h. 40. Les chemins de la connaissance : 27 h. 55. Les chemins de la connaissance : 28 h. 10. Les chemins de la connaissance : 28 h. 25. Les chemins de la connaissance : 28 h. 40. Les chemins de la connaissance : 28 h. 55. Les chemins de la connaissance : 29 h. 10. Les chemins de la connaissance : 29 h. 25. Les chemins de la connaissance : 29 h. 40. Les chemins de la connaissance : 29 h. 55. Les chemins de la connaissance : 30 h. 10. Les chemins de la connaissance : 30 h. 25. Les chemins de la connaissance : 30 h. 40. Les chemins de la connaissance : 30 h. 55. Les chemins de la connaissance : 31 h. 10. Les chemins de la connaissance : 31 h. 25. Les chemins de la connaissance : 31 h. 40. Les chemins de la connaissance : 31 h. 55. Les chemins de la connaissance : 32 h. 10. Les chemins de la connaissance : 32 h. 25. Les chemins de la connaissance : 32 h. 40. Les chemins de la connaissance : 32 h. 55. Les chemins de la connaissance : 33 h. 10. Les chemins de la connaissance : 33 h. 25. Les chemins de la connaissance : 33 h. 40. Les chemins de la connaissance : 33 h. 55. Les chemins de la connaissance : 34 h. 10. Les chemins de la connaissance : 34 h. 25. Les chemins de la connaissance : 34 h. 40. Les chemins de la connaissance : 34 h. 55. Les chemins de la connaissance : 35 h. 10. Les chemins de la connaissance : 35 h. 25. Les chemins de la connaissance : 35 h. 40. Les chemins de la connaissance : 35 h. 55. Les chemins de la connaissance : 36 h. 10. Les chemins de la connaissance : 36 h. 25. Les chemins de la connaissance : 36 h. 40. Les chemins de la connaissance : 36 h. 55. Les chemins de la connaissance : 37 h. 10. Les chemins de la connaissance : 37 h. 25. Les chemins de la connaissance : 37 h. 40. Les chemins de la connaissance : 37 h. 55. Les chemins de la connaissance : 38 h. 10. Les chemins de la connaissance : 38 h. 25. Les chemins de la connaissance : 38 h. 40. Les chemins de la connaissance : 38 h. 55. Les chemins de la connaissance : 39 h. 10. Les chemins de la connaissance : 39 h. 25. Les chemins de la connaissance : 39 h. 40. Les chemins de la connaissance : 39 h. 55. Les chemins de la connaissance : 40 h. 10. Les chemins de la connaissance : 40 h. 25. Les chemins de la connaissance : 40 h. 40. Les chemins de la connaissance : 40 h. 55. Les chemins de la connaissance : 41 h. 10. Les chemins de la connaissance : 41 h. 25. Les chemins de la connaissance : 41 h. 40. Les chemins de la connaissance : 41 h. 55. Les chemins de la connaissance : 42 h. 10. Les chemins de la connaissance : 42 h. 25. Les chemins de la connaissance : 42 h. 40. Les chemins de la connaissance : 42 h. 55. Les chemins de la connaissance : 43 h. 10. Les chemins de la connaissance : 43 h. 25. Les chemins de la connaissance : 43 h. 40. Les chemins de la connaissance : 43 h. 55. Les chemins de la connaissance : 44 h. 10. Les chemins de la connaissance : 44 h. 25. Les chemins de la connaissance : 44 h. 40. Les chemins de la connaissance : 44 h. 55. Les chemins de la connaissance : 45 h. 10. Les chemins de la connaissance : 45 h. 25. Les chemins de la connaissance : 45 h. 40. Les chemins de la connaissance : 45 h. 55. Les chemins de la connaissance : 46 h. 10. Les chemins de la connaissance : 46 h. 25. Les chemins de la connaissance : 46 h. 40. Les chemins de la connaissance : 46 h. 55. Les chemins de la connaissance : 47 h. 10. Les chemins de la connaissance : 47 h. 25. Les chemins de la connaissance : 47 h. 40. Les chemins de la connaissance : 47 h. 55. Les chemins de la connaissance : 48 h. 10. Les chemins de la connaissance : 48 h. 25. Les chemins de la connaissance : 48 h. 40. Les chemins de la connaissance : 48 h. 55. Les chemins de la connaissance : 49 h. 10. Les chemins de la connaissance : 49 h. 25. Les chemins de la connaissance : 49 h. 40. Les chemins de la connaissance : 49 h. 55. Les chemins de la connaissance : 50 h. 10. Les chemins de la connaissance : 50 h. 25. Les chemins de la connaissance : 50 h. 40. Les chemins de la connaissance : 50 h. 55. Les chemins de la connaissance : 51 h. 10. Les chemins de la connaissance : 51 h. 25. Les chemins de la connaissance : 51 h. 40. Les chemins de la connaissance : 51 h. 55. Les chemins de la connaissance : 52 h. 10. Les chemins de la connaissance : 52 h. 25. Les chemins de la connaissance : 52 h. 40. Les chemins de la connaissance : 52 h. 55. Les chemins de la connaissance : 53 h. 10. Les chemins de la connaissance : 53 h. 25. Les chemins de la connaissance : 53 h. 40. Les chemins de la connaissance : 53 h. 55. Les chemins de la connaissance : 54 h. 10. Les chemins de la connaissance : 54 h. 25. Les chemins de la connaissance : 54 h. 40. Les chemins de la connaissance : 54 h. 55. Les chemins de la connaissance : 55 h. 10. Les chemins de la connaissance : 55 h. 25. Les chemins de la connaissance : 55 h. 40. Les chemins de la connaissance : 55 h. 55. Les chemins de la connaissance : 56 h. 10. Les chemins de la connaissance : 56 h. 25. Les chemins de la connaissance : 56 h. 40. Les chemins de la connaissance : 56 h. 55. Les chemins de la connaissance : 57 h. 10. Les chemins de la connaissance : 57 h. 25. Les chemins de la connaissance : 57 h. 40. Les chemins de la connaissance : 57 h. 55. Les chemins de la connaissance : 58 h. 10. Les chemins de la connaissance : 58 h. 25. Les chemins de la connaissance : 58 h. 40. Les chemins de la connaissance : 58 h. 55. Les chemins de la connaissance : 59 h. 10. Les chemins de la connaissance : 59 h. 25. Les chemins de la connaissance : 59 h. 40. Les chemins de la connaissance : 59 h. 55. Les chemins de la connaissance : 60 h. 10. Les chemins de la connaissance : 60 h. 25. Les chemins de la connaissance : 60 h. 40. Les chemins de la connaissance : 60 h. 55. Les chemins de la connaissance : 61 h. 10. Les chemins de la connaissance : 61 h. 25. Les chemins de la connaissance : 61 h. 40. Les chemins de la connaissance : 61 h. 55. Les chemins de la connaissance : 62 h. 10. Les chemins de la connaissance : 62 h. 25. Les chemins de la connaissance : 62 h. 40. Les chemins de la connaissance : 62 h. 55. Les chemins de la connaissance : 63 h. 10. Les chemins de la connaissance : 63 h. 25. Les chemins de la connaissance : 63 h. 40. Les chemins de la connaissance : 63 h. 55. Les chemins de la connaissance : 64 h. 10. Les chemins de la connaissance : 64 h. 25. Les chemins de la connaissance : 64 h. 40. Les chemins de la connaissance : 64 h. 55. Les chemins de la connaissance : 65 h. 10. Les chemins de la connaissance : 65 h. 25. Les chemins de la connaissance : 65 h. 40. Les chemins de la connaissance : 65 h. 55. Les chemins de la connaissance : 66 h. 10. Les chemins de la connaissance : 66 h. 25. Les chemins de la connaissance : 66 h. 40. Les chemins de la connaissance : 66 h. 55. Les chemins de la connaissance : 67 h. 10. Les chemins de la connaissance : 67 h. 25. Les chemins de la connaissance : 67 h. 40. Les chemins de la connaissance : 67 h. 55. Les chemins de la connaissance : 68 h. 10. Les chemins de la connaissance : 68 h. 25. Les chemins de la connaissance : 68 h. 40. Les chemins de la connaissance : 68 h. 55. Les chemins de la connaissance : 69 h. 10. Les chemins de la connaissance : 69 h. 25. Les chemins de la connaissance : 69 h. 40. Les chemins de la connaissance : 69 h. 55. Les chemins de la connaissance : 70 h. 10. Les chemins de la connaissance : 70 h. 25. Les chemins de la connaissance : 70 h. 40. Les chemins de la connaissance : 70 h. 55. Les chemins de la connaissance : 71 h. 10. Les chemins de la connaissance : 71 h. 25. Les chemins de la connaissance : 71 h. 40. Les chemins de la connaissance : 71 h. 55. Les chemins de la connaissance : 72 h. 10. Les chemins de la connaissance : 72 h. 25. Les chemins de la connaissance : 72 h. 40. Les chemins de la connaissance : 72 h. 55. Les chemins de la connaissance : 73 h. 10. Les chemins de la connaissance : 73 h. 25. Les chemins de la connaissance : 73 h. 40. Les chemins de la connaissance : 73 h. 55. Les chemins de la connaissance : 74 h. 10. Les chemins de la connaissance : 74 h. 25. Les chemins de la connaissance : 74 h. 40. Les chemins de la connaissance : 74 h. 55. Les chemins de la connaissance : 75 h. 10. Les chemins de la connaissance : 75 h. 25. Les chemins de la connaissance : 75 h. 40. Les chemins de la connaissance : 75 h. 55. Les chemins de la connaissance : 76 h. 10. Les chemins de la connaissance : 76 h. 25. Les chemins de la connaissance : 76 h. 40. Les chemins de la connaissance : 76 h. 55. Les chemins de la connaissance : 77 h. 10. Les chemins de la connaissance : 77 h. 25. Les chemins de la connaissance : 77 h. 40. Les chemins de la connaissance : 77 h. 55. Les chemins de la connaissance : 78 h. 10. Les chemins de la connaissance : 78 h. 25. Les chemins de la connaissance : 78 h. 40. Les chemins de la connaissance : 78 h. 55. Les chemins de la connaissance : 79 h. 10. Les chemins de la connaissance : 79 h. 25. Les chemins de la connaissance : 79 h. 40. Les chemins de la connaissance : 79 h. 55. Les chemins de la connaissance : 80 h. 10. Les chemins de la connaissance : 80 h. 25. Les chemins de la connaissance : 80 h. 40. Les chemins de la connaissance : 80 h. 55. Les chemins de la connaissance : 81 h. 10. Les chemins de la connaissance : 81 h. 25. Les chemins de la connaissance : 81 h. 40. Les chemins de la connaissance : 81 h. 55. Les chemins de la connaissance : 82 h. 10. Les chemins de la connaissance : 82 h. 25. Les chemins de la connaissance : 82 h. 40. Les chemins de la connaissance : 82 h. 55. Les chemins de la connaissance : 83 h. 10. Les chemins de la connaissance : 83 h. 25. Les chemins de la connaissance : 83 h. 40. Les chemins de la connaissance : 83 h. 55. Les chemins de la connaissance : 84 h. 10. Les chemins de la connaissance : 84 h. 25. Les chemins de la connaissance : 84 h. 40. Les chemins de la connaissance : 84 h. 55. Les chemins de la connaissance : 85 h. 10. Les chemins de la connaissance : 85 h. 25. Les chemins de la connaissance : 85 h. 40. Les chemins de la connaissance : 85 h. 55. Les chemins de la connaissance : 86 h. 10. Les chemins de la connaissance : 86 h. 25. Les chemins de la connaissance : 86 h. 40. Les chemins de la connaissance : 86 h. 55. Les chemins de la connaissance : 87 h. 10. Les chemins de la connaissance : 87 h. 25. Les chemins de la connaissance : 87 h. 40. Les chemins de la connaissance : 87 h. 55. Les chemins de la connaissance : 88 h. 10. Les chemins de la connaissance : 88 h. 25. Les chemins de la connaissance : 88 h. 40. Les chemins de la connaissance : 88 h. 55. Les chemins de la connaissance : 89 h. 10. Les chemins de la connaissance : 89 h. 25. Les chemins de la connaissance : 89 h. 40. Les chemins de la connaissance : 89 h. 55. Les chemins de la connaissance : 90 h. 10. Les chemins de la connaissance : 90 h. 25. Les chemins de la connaissance : 90 h. 40. Les chemins de la connaissance : 90 h. 55. Les chemins de la connaissance : 91 h. 10. Les chemins de la connaissance : 91 h. 25. Les chemins de la connaissance : 91 h. 40. Les chemins de la connaissance : 91 h. 55. Les chemins de la connaissance : 92 h. 10. Les chemins de la connaissance : 92 h. 25. Les chemins de la connaissance : 92 h. 40. Les chemins de la connaissance : 92 h. 55. Les chemins de la connaissance : 93 h. 10. Les chemins de la connaissance : 93 h. 25. Les chemins de la connaissance : 93 h. 40. Les chemins de la connaissance : 93 h. 55. Les chemins de la connaissance : 94 h. 10. Les chemins de la connaissance : 94 h. 25. Les chemins de la connaissance : 94 h. 40. Les chemins de la connaissance : 94 h. 55. Les chemins de la connaissance : 95 h. 10. Les chemins de la connaissance : 95 h. 25. Les chemins de la connaissance : 95 h. 40. Les chemins de la connaissance : 95 h. 55. Les chemins de la connaissance : 96 h. 10. Les chemins de la connaissance : 96 h. 25. Les chemins de la connaissance : 96 h. 40. Les chemins de la connaissance : 96 h. 55. Les chemins de la connaissance : 97 h. 10. Les chemins de la connaissance : 97 h. 25. Les chemins de la connaissance : 97 h. 40. Les chemins de la connaissance : 97 h. 55. Les chemins de la connaissance : 98 h. 10. Les chemins de la connaissance : 98 h. 25. Les chemins de la connaissance : 98 h. 40. Les chemins de la connaissance : 98 h. 55. Les chemins de la connaissance : 99 h. 10. Les chemins de la connaissance : 99 h. 25. Les chemins de la connaissance : 99 h. 40. Les chemins de la connaissance : 99 h. 55. Les chemins de la connaissance : 100 h. 10. Les chemins de la connaissance : 100 h. 25. Les chemins de la connaissance : 100 h. 40. Les chemins de la connaissance : 100 h. 55. Les chemins de la connaissance : 101 h. 10. Les chemins de la connaissance : 101 h. 25. Les chemins de la connaissance : 101 h. 40. Les chemins de la connaissance : 101 h. 55. Les chemins de la connaissance : 102 h. 10. Les chemins de la connaissance : 102 h. 25. Les chemins de la connaissance : 102 h. 40. Les chemins de la connaissance : 102 h. 55. Les chemins de la connaissance : 103 h. 10. Les chemins de la connaissance : 103 h. 25. Les chemins de la connaissance : 103 h. 40. Les chemins de la connaissance : 103 h. 55. Les chemins de la connaissance : 104 h. 10. Les chemins de la connaissance : 104 h. 25. Les chemins de la connaissance : 104 h. 40. Les chemins de la connaissance : 104 h. 55. Les chemins de la connaissance : 105 h. 10. Les chemins de la connaissance : 105 h. 25. Les chemins de la connaissance : 105 h. 40. Les chemins de la connaissance : 105 h. 55. Les chemins de la connaissance : 106 h. 10. Les chemins de la connaissance : 106 h. 25. Les chemins de la connaissance : 106 h. 40. Les chemins de la connaissance : 106 h. 55. Les chemins de la connaissance : 107 h. 10. Les chemins de la connaissance : 107 h. 25. Les chemins de la connaissance : 107 h. 40. Les chemins de la connaissance : 107 h. 55. Les chemins de la connaissance : 108 h. 10. Les chemins de la connaissance : 108 h. 25. Les chemins de la connaissance : 108 h. 40. Les chemins de la connaissance : 108 h. 55. Les chemins de la connaissance : 109 h. 10. Les chemins de la connaissance : 109 h. 25. Les chemins de la connaissance : 109 h. 40. Les chemins de la connaissance : 109 h. 55. Les chemins de la connaissance : 110 h. 10. Les chemins de la connaissance : 110 h. 25. Les chemins de la connaissance : 110 h. 40. Les chemins de la connaissance : 110 h. 55. Les chemins de la connaissance : 111 h. 10. Les chemins de la connaissance : 111 h. 25. Les chemins de la connaissance : 111 h. 40. Les chemins de la connaissance : 111 h. 55. Les chemins de la connaissance : 112 h. 10. Les chemins de la connaissance : 112 h. 25. Les chemins de la connaissance : 112 h. 40. Les chemins de la connaissance : 112 h. 55. Les chemins de la connaissance : 113 h. 10. Les chemins de la connaissance : 113 h. 25. Les chemins de la connaissance : 113 h. 40. Les chemins de la connaissance : 113 h. 55. Les chemins de la connaissance : 114 h. 10. Les chemins de la connaissance : 114 h. 25. Les chemins de la connaissance : 114 h. 40. Les chemins de la connaissance : 114 h. 55. Les chemins de la connaissance : 115 h. 10. Les chemins de la connaissance : 115 h. 25. Les chemins de la connaissance : 115 h. 40. Les chemins de la connaissance : 115 h. 55. Les chemins de la connaissance : 116 h. 10. Les chemins de la connaissance : 116 h. 25. Les chemins de la connaissance : 116 h. 40. Les chemins de la connaissance : 116 h. 55. Les chemins de la connaissance : 117 h. 10. Les chemins de la connaissance : 117 h. 25. Les chemins de la connaissance : 117 h. 40. Les chemins de la connaissance : 117 h. 55. Les chemins de la connaissance : 118 h. 10. Les chemins de la connaissance : 118 h. 25. Les chemins de la connaissance : 118 h. 40. Les chemins de la connaissance : 118 h. 55. Les chemins de la connaissance : 119 h. 10. Les chemins de la connaissance : 119 h. 25. Les chemins de la connaissance : 119 h. 40. Les chemins de la connaissance : 119 h. 55. Les chemins de la connaissance : 120 h. 10. Les chemins de la connaissance : 120 h. 25. Les chemins de la connaissance : 120 h. 40. Les chemins de la connaissance : 120 h. 55. Les chemins de la connaissance : 121 h. 10. Les chemins de la connaissance : 121 h. 25. Les chemins de la connaissance : 121 h. 40. Les chemins de la connaissance : 121 h. 55. Les chemins de la connaissance : 122 h. 10. Les chemins de la connaissance : 122 h. 25. Les chemins de la connaissance : 122 h. 40. Les chemins de la connaissance : 122 h. 55. Les chemins de la connaissance : 123 h. 10. Les chemins de la connaissance : 123 h. 25. Les chemins de la connaissance : 123 h. 40. Les chemins de la connaissance : 123 h. 55. Les chemins de la connaissance : 124 h. 10. Les chemins de la connaissance : 124 h. 25. Les chemins de la connaissance : 124 h. 40. Les chemins de la connaissance : 124 h. 55. Les chemins de la connaissance : 125 h. 10. Les chemins de la connaissance : 125 h. 25. Les chemins de la connaissance : 125 h. 40. Les chemins de la connaissance : 125 h. 55. Les chemins de la connaissance : 126 h. 10. Les chemins de la connaissance : 126 h. 25





## BONNES FEUILLES

## « La France au bois dormant »

André Fontaine publie, ces jours-ci, aux éditions Fayard, un essai sur « la France au bois dormant » (302 pages, 42 F), dans lequel il passe successivement en revue les déceptions qu'elle a subies, les remèdes plus ou moins miraculeux qui

lui sont proposés, et les quelques idées simples qui devraient, selon lui, aider à la réveiller. On trouvera, ci-dessous, le premier chapitre de la troisième partie, « Le droit à la différence », dans lequel il répond à la question : pourquoi la France ?

## Le droit à la différence

« Chez nous les gens n'aiment pas que d'autres réfléchissent sur leur place. Peut-être sont-ils différents des vôtres. Je ne vois pas encore très clair, mais c'est une des choses dont je suis sûr ».

John STEINBECK  
(Nuits noires)

DANS son essai, *Sur la France*, Stanley Hoffmann se pose la question : « La nation, pour quoi faire ? » sans lui trouver de réponse qui le satisfasse pleinement : « La nation survit, écrit-il, littéralement faite de mieux ». Ne pourrait-on, sans donner dans le chauvinisme, trouver une explication un peu plus convaincante ? Risquons-en une : la France existe parce que l'histoire l'a faite, et qu'elle a réalisé à l'histoire.

L'histoire l'a faite. Il n'était pas inscrit dans les astres qu'il y aurait un jour une nation qui s'appellerait la France et qu'elle serait pendant des siècles l'une des premières et même par moments la première des puissances du monde. Deux « Frances », l'occidentale et l'orientale, étaient nées du partage de l'Empire de Charlemagne : il n'était pas fatal que ce soit l'une plutôt que l'autre qui prenne le nom de France. Ni que celle-ci englobât des provinces comme le Languedoc, le Roussillon ou la Provence, au point de vue bien plus proche, à tous égards, des autres Méditerranéens que des Normands ou des Lorrains, eux-mêmes fort différents les uns des autres. Rien ne voulait, a priori, les Bretons et les Alsaciens, à devenir les citoyens d'un même État. Il a fallu l'opiniâtreté des Capétiens recourant à la force, à l'argent, à l'intrigue et aux mariages, pour faire de tous ces éléments, aussi divers que possible, une nation.

## Sans Jeanne d'Arc...

Ce n'est pas se complaire au jeu des « si » que de relever que, sans les rois de France et sans ceux qui, de Danton à de Gaulle, assurèrent leur héritage, la carte de l'Europe pourrait être aujourd'hui tout à fait différente. Au treizième siècle, la moitié de la France était anglaise. Sans Jeanne d'Arc elle se serait devenue en totalité, qu'elle ne pas le rester très longtemps. À l'époque, elle était cinq fois plus peuplée que l'Angleterre. On parlait français autant qu'anglais à la cour des Lancastres et, compte tenu du prestige de Paris, ils s'y seraient très probablement établis. La double monarchie aurait été francophone ; elle aurait pu aussi bien être française. Qui se serait révolté le premier ? Les Français contre la domination anglaise, ou les Anglais contre une couronne française ?

Les terres de France auraient aussi pu se réunir au Saint-Empire, qui se voulait romain avant d'être germanique, et dont le caractère supranational était souligné à la fois par l'autorité des grands électeurs — rois, margraves, grands ducs, princes, évêques, dont celui, francophone, de Liège, ou villes libres — et par la pluralité des langues. Mais le fait est qu'à la naissance de l'unité romaine et à la poursuite du rêve carolingien la France a constamment préféré la voie de l'indépendance, c'est-à-dire celle du droit à la différence.

Un seul de ses rois fut vraiment candidat à l'Empire : François I<sup>er</sup>, contre Charles Quint, mais aussi contre Henry VIII. C'était au début de la Renaissance, en un temps où l'on ne rêvait que d'antiquité et où la suprême ambition de la politique était d'éblouir : quel titre pouvait prétendre à plus d'éclat que celui d'empereur romain ? Louis XIV aussi songea à se mettre sur les rangs, mais il n'insista guère : il était plus soucieux de la gloire de la France que de supranationalité. Le cas de Napoléon est tout différent : empereur des Français, il voulait tout autant être celui de l'Europe, qu'il s'employa, méthodiquement, à annexer ou à placer, par rois interposés, sous son protectorat. Peut-on parler de lui comme d'un nationaliste ? Il aimait la France, selon Talleyrand, « comme un cheval ». N'était-elle pas surtout pour lui un moyen de parvenir à ses fins ? Lorsqu'il fut tombé, les Français renoncèrent facilement à se soumettre le continent, qu'ils aient trouvé une diversion, un peu plus tard, dans l'aventure coloniale.

## La résistance à l'histoire

La France a résisté à l'histoire. Depuis les Bourguignons, il y a presque toujours eu chez elle un parti des « yes » ou un parti des « ja », voire un parti des « da », prêt à accepter la domination, ou du moins la prépondérance, étrangère : il a toujours été battu. La politique de collaboration, sous l'occupation, a obtenu le concours de personnalités, hommes politiques ou intellectuels ; elle a séduit un moment une partie de la classe possédante, craignant que la défaite du nazisme n'entraîne l'avènement du bolchevisme : elle n'a à aucun moment rallié le peuple. Il ne s'est pas trouvé de majorité, en 1954, pour

donner vie au projet de communauté européenne de défense, qui aurait placé les troupes françaises, à égalité avec les troupes allemandes, sous commandement américain, et constitué un pas décisif vers la création d'une fédération européenne, réplique et satellite des États-Unis. Enfin l'arrivée à la tête de l'État d'un Européen déclaré, anti-gaulliste à ses heures, n'a pas remis en cause les décisions majeures prises par de Gaulle pour rétablir la souveraineté française dans tous les domaines — Communauté européenne, pacte atlantique, Nations unies — où elle avait été partiellement aliénée.

S'il n'y avait le cas de la Pologne, quatre fois partagée et quatre fois ressuscitée, et celui des nations balkaniques, qui ont survécu à des siècles de joug turc, on dirait qu'une telle constance est sans exemple dans l'histoire. Elle serait inexplicable si la nation n'avait accumulé, au cours des âges, un véritable patrimoine génétique, dont chaque Français, dès le ventre de sa mère, hérite, qu'il le veuille ou non, quelque peu.

## Le coq gaulois agace

Il n'y a pas que du plaisir dans ce patrimoine où le mal français a sa part. Le coq gaulois symbolise assez bien la combinaison d'arrogance, d'agressivité et de légèreté, qui agace tant, à l'occasion, nos partenaires. Mais la France est aussi une manière, on n'ose pas dire un art, de vivre. Sinon, comment se ferait-il que tant d'immigrants, venus de tous les horizons, aient pu aussi facilement se fondre en elle, que dans ses gouvernements des Africains aient côtoyé des Polonais, et des Juifs des Arabes ? A un moindre degré, certes, que les États-Unis, la France est, elle aussi, une nation d'immigrants : elle ne l'aurait pas été si, dans bien des moments où la répression s'abattait sur elle ou telle partie de l'Europe, de l'Irlande à la Russie, elle n'avait pas fait figure de havre de la liberté.

C'est de cette image-là qu'elle doit aujourd'hui se souvenir, quand elle songe à son avenir, et non des rêves hégémoniques qui, comme les autres nations modernes, l'ont si souvent motivée. Quel qu'elle fasse, en effet, ces ambitions ne sont plus à sa portée. Elle était, en 1789, l'un des pays les plus peuplés du monde, bien avant la Russie, au point qu'on l'appelait le « Chêne de l'Europe ». La saignée des guerres de la Révolution et de l'Empire, puis de deux conflits mondiaux, l'a ramenée au quinzième rang : l'Indonésie, le Bangladesh, le Nigeria, le Mexique, ont bien plus d'habitants qu'elle. On voit mal comment ce retard, malgré tous les efforts de Michel Debré, pourrait être rattrapé.

Le serait-il par miracle que les dimensions de l'espace national suffiraient à voier à l'impulsion un nouveau Napoléon. On avoue cependant que n'a besoin que d'une petite demi-heure pour le traverser dans sa plus grande longueur et une demi-douzaine de bombes nucléaires bien placées mettraient fin à l'histoire de la France. La dépendance où se trouve son économie vis-à-vis des importations de matières premières et d'énergie est un autre facteur qui limite, qu'elle le veuille ou non, ses prétentions. Peut-être pour autant se satisfait-elle, comme le président de la République l'y a invité au début de son septennat, de figurer dans le « peloton de tête des puissances moyennes », et de mettre toute son ambition dans la compétition commerciale et l'équipement du pays ? Valéry Giscard d'Estaing semble lui-même chercher davantage, comme en témoignent ses interventions répétées en Afrique. Et son ministre des affaires étrangères, au lendemain de l'affaire de Kolwezi, est allé, pour justifier cette action, jusqu'à répondre à un contradicteur que la France « était une grande puissance ».

## Une « grande puissance » peu portée à la domination

Pour rapatrier ses parachutistes, la grande puissance en question a dû emprunter des avions de transport aux États-Unis. Elle n'a pas plus de char que la Syrie, pas plus d'avions que l'Iran. Son peuple, toutes classes confondues, a rarement été aussi peu militariste, aussi peu porté à la domination. Chacun sent bien que, si elle a un rôle à jouer aujourd'hui, il ne peut en aucun cas reposer sur la seule force matérielle. De toute façon, l'échec de celle-ci à fonder un ordre stable est patent partout dans le monde. Ce dont l'humanité a besoin pour sortir de la crise générale, économique, morale, intellectuelle, dans laquelle elle se débat, c'est, dans tous les domaines, d'États dont la politique prenne en compte les énormes changements intervenus dans l'univers au cours des dernières décennies et ceux que dessinent à l'horizon les évolutions en cours.

Pour définir cette politique, rien n'est plus superflu que les raffinements de pensée, la sophistication de l'analyse. Il suffit de quelques idées qui aillent droit au but. On n'en trouve guère, il faut bien le dire, dans *Démocratie française*, comme dans l'ex-programme commun de la gauche. Encore celui-ci avait-il l'avantage d'être une idée en lui-même, aussi longtemps du moins que l'on pouvait croire que socialistes et communistes avaient vraiment l'intention de gouverner ensemble.

Les idées simples, qu'un seul mot suffit parfois à exprimer, la France en a conçues plus d'une au

cours de sa longue histoire. Bien sûr, il serait grotesque de prétendre qu'elle détiendrait la monopole, ou même une prépondérance : l'impérialisme intellectuel est à peine moins détestable que l'autre. Mais c'est un fait qu'elle n'a guère cessé, depuis le temps de Saint-Louis et de la fondation de la Sorbonne, d'être ce qu'on est convenu d'appeler un foyer de civilisation. Sa capitale a conservé, depuis l'époque où il n'était « bon bec que de Paris », un prestige, un appel, hors de proportion avec ce qu'est devenue sa puissance. Ville-lumière, ville-symbole : en est-il une dans le monde dont la chute et la libération aient fait couler autant de larmes ? On aurait pu se jouer le psychodrame de mai 1968, sinon aux lieux mêmes qui ont vu le 14 juillet, les Trois Glorieuses et la Commune ?

« Dans le monde d'aujourd'hui, il n'y a eu fond que deux métropoles intellectuelles : New-York et Paris. » Celui qui nous a souvent tenu ce propos n'était ni un Français, ni un Américain, mais un juif polonais devenu Israélien, après avoir connu les camps d'U.R.S.S. et l'armée Anders et qui, pendant longtemps, fut le correspondant du *Monde* à New-York, Philippe Ben.

Le prestige du passé y est pour beaucoup. Les noms de Rousseau, de Hugo, de Zola parlent encore à beaucoup d'amoureux de la liberté. Alexandre Dumas et Maspétirol sont toujours des best-sellers en U.R.S.S., et Napoléon demeure un personnage immensément populaire, non seulement dans l'Angleterre qu'il a vaincue, mais jusque dans la lointaine Corée du Sud. Mais le bon usage du passé, pour une nation, consiste à s'en servir comme d'un mur sur lequel s'appuyer pour se mesurer au présent et à l'avenir, non comme d'une ombrelle sous laquelle s'en protéger. Ce sont les vieux qui se complaisent à son évocation, et les nations, comme toutes les sociétés, comme toutes les institutions, ne vieillissent pas moins, si elles n'y prennent garde, que les gens. Or, dans le monde impitoyable où nous vivons, le « coup de vieux » ne pardonne pas. Déjà menacée par la chute de sa natalité de devenir un pays de retraités, la France cessera de compter si elle devient, de surcroît, un pays retiré. Qu'elle entretienne ses monuments, qu'elle attire les touristes, qu'elle s'ingénie à les combler de spectacles, de sons et de lumières qui leur donnent une idée de ce que fut la magnificence d'autrefois. Mais qu'en même temps elle ne perde pas une occasion de faire comprendre qu'elle entend être aussi une nation d'aujourd'hui, où l'aventure humaine se poursuit sans excès de nostalgie ni de pessimisme.

## Une langue vivante s'il en est

Un élément du poids de la France tient, c'est une autre évidence, à sa langue, puisque celle-ci est parlée, en dehors de ses frontières, par des dizaines de millions de personnes, et que la francophonie fonde une indéfectible convergence politique. Dans un univers qui réside mal à l'envahissement de l'américain, langue pratique et vivante s'il en est, le français constitue une arme irremplaçable, et qui ne veut pas dire que son avenir soit le moins du monde assuré. Bien au contraire : son actualité rend à toutes chances de continuer s'il ne devient pas une bonne langue, une langue actuelle, une langue qui ne se dessèche pas, capable d'inventer, pour désigner les objets et exprimer les idées de ce temps, des mots commodes et expressifs qui n'aient pas l'air de sortir d'un magasin d'antiquités ou d'un dictionnaire bilingue.

N'oublions surtout jamais que le génie du français, celui qui fit de lui, au dix-huitième siècle, la langue de l'Europe, c'est sa clarté, son aptitude à exprimer toutes les nuances de la précision. Qu'il continue de se laisser envahir par les fumées de l'« pa-pa-près » et par les lourdeurs du nominalisme, et c'en sera vite fait de son

André Fontaine  
La France  
au bois  
dormant

attrait et de sa réputation dans les pays où la culture française a survécu au déclin de la prépondérance française. Il ne s'agit pas, bien entendu, de sauver à tout prix une complexité orthographique et syntaxique héritée d'une époque où une caste de bien nés compliquait à plaisir les règles du bon parler dans le but plus ou moins conscient de maintenir son usage à l'abri de la convoltescence du « commun », mais d'aller dans le sens d'une plus grande rigueur, d'une plus grande simplicité, au lieu de substituer, comme certains paraissent curieusement s'y croire tenus, un jargon efféminé à un autre. Y a-t-il en effet quelque chose dont notre pauvre monde, gavé de mots creux, ait davantage besoin que de la netteté de la pensée ?

Enfin les idées, même bien exprimées, ont peu de portée lorsqu'elles sont décrochées du réel : rien n'est plus juste, dans l'enseignement de Marx, que son insistance sur la nécessité de ne jamais séparer théorie et pratique. Les plus efficaces sont celles qui, mises à l'épreuve de l'expérience, ont pris en quelque sorte racine. S'il en est une dont la survie de la France, au cours des siècles, témoigne qu'elle a bien pris racine chez elle, c'est bien celle du droit à la différence. Et donc du refus de l'uniformité.

## Il faut d'abord vivre

Il s'en faut que l'ensemble de l'humanité en soit parvenu là. Blanc ou rouge, le totalitarisme domine une grande partie de la planète. Dans trois de pays qui se réclament de la démocratie, ses méthodes ont plus ou moins contaminé le comportement des gouvernements et d'un certain nombre de leurs agents. Chez celui qui est responsable du sort de dizaines de millions d'hommes et qui doit tout à la fois les nourrir et les faire tenir tranquilles, la tentation est forte de ne pas se laisser embarrasser par les détails, et d'écraser les mouches sur le passage du troupeau. On ne fait pas d'omelette sans casser des œufs : c'est une des lois élémentaires de la politique, et l'on ne compte plus, y compris chez nous, les pires esprits qui, une fois installés au pouvoir, ont mis leurs beaux principes dans leur poche pour sacrifier, comme leurs devanciers, à la loi de la jungle.

La France l'a fait, cent fois, mille fois, dans le passé. Elle n'a plus les moyens de le faire. Elle a encore ceux de se rappeler qu'elle a été la patrie des droits de l'homme, de faire obstacle à l'écrasement des faibles, de se battre pour un ordre mondial qui ne soit pas soumis pour toujours à la loi du plus fort. À vouloir être le plus petit des grands, comme elle s'y est trop souvent essayée, elle se ridiculiserait et se rendrait odieuse. À mettre ce qui lui reste de puissance au service des petits, elle contribuerait à rendre ce monde un peu plus vivable, elle rendrait à sa jeunesse des raisons de l'aimer, elle serait fidèle à une histoire qui a fait d'elle à la fois, paradoxalement, la fille aînée de l'Eglise et la mère des révolutions.

Mais rendre le monde plus vivable, quand on est la France, cela veut dire se rendre d'abord soi-même plus vivable. Or il faut vivre avant de philosopher. Et vivre, pour beaucoup de Français, cela veut dire aujourd'hui trouver du travail.

ANDRÉ FONTAINE.

DE HAENDEL  
A GAINSBURG.

« Au sommaire du n° 5 du Monde de la Musique : un reportage sur la musique à la Jamaïque, à la redécouverte de Haendel, une interview imaginative de Scriabine, les 70 ans d'Olivier Messiaen, le Tango de Valeria Munariz, Serge Gainsbourg, une interview d'Anne Sylvestre, ECM et le jazz européen, la vie quotidienne aux JMF, les accessoires de Hi-Fi vraiment utiles, l'analyse des souscriptions, les disques pour enfants, une jeune claveciniste : Noëlle Spicht, et bien sûr tous les concerts à Paris et en Province. Mensuel de toutes les musiques, le Monde de la Musique a l'ambition d'être complet, sans cloisonnement ni sectarisme. Le Monde de la Musique vous est proposé chaque mois par Le Monde et Télérama. Chez votre marchand de journaux, 7 F.

LE MONDE  
DE LA MUSIQUE.

Toutes les musiques, de tous les pays, de tous les temps.

Le Monde  
Télérama

448/001250



## SPORTS

### FOOTBALL

#### STRASBOURG-DUISBOURG EN COUPE DE L'U.E.F.A.

Le tirage au sort des huitièmes de finale de la coupe de l'U.E.F.A. effectués le 3 novembre à Zurich, a donné les résultats suivants :  
Mönchengladbach (R.F.A.) - Wrocław (Pol.) : Strasbourg (Fr.) - Duisbourg (R.F.A.) ; Stuttgart (R.F.A.) - Dukla Prague (Tch.) ; Honvéd Budapest (Hong.) - Ajax Amsterdam (P.-B.) ; Milan A.C. (It.) - Manchester City (Angl.) ; Ettoile rouge Belgrade (Youg.) - Arsenal (Angl.) ; Valencia (Esp.) - West Bromwich (Angl.) ; Eintracht (Dan.) - Hertha Berlin (R.F.A.)  
Les matches « aller » auront lieu le 22 novembre sur les terrains des clubs nommés en premier. Les rencontres « retour » sont fixées au 6 décembre.

Après cinquante et un mois de retraite, Mario Zafelli, maintenant âgé de soixante-six ans, effectue un nouveau retour à l'Olympique de Marseille, parmi les derniers du championnat de première division. Nommé conseiller technique le 3 novembre, il pourra intervenir sur le programme d'entraînement à adopter. Les Yougoslaves Josip Skoblar et Djalma Markovic conservent dans l'immédiat leurs fonctions respectives de directeur sportif et d'entraîneur.

### TENNIS

#### PROISY ÉLIMINE À COUBERTIN

Bien n'allait plus pour Patrick Proisy vendredi 3 novembre sur le Central du stade de Coubertin. Il faisait des fautes grossières, sa volée n'avait plus de mordant : méconnaissable ! En face de lui Tom Gullikson, le gaucher des deux frères jumeaux, ne se montrait pas un foudre de guerre pourtant. Mais le tennis est ainsi fait, surtout le tennis en vase clos où les points, quand on est dans un jour hors forme, défilent à toute allure. Gullikson, qui l'emporta par 7-5, 6-3 devant une assistance de fervents, est ainsi appelé à remporter ce samedi en demi-finale l'Anglais Mark Cox, vainqueur de John Austin par 7-5, 6-4. L'autre demi-finale verra s'affronter deux Américains : Brian Gottfried, favori du tournoi, facile vainqueur de Robin Drysdale (6-2, 6-0) et Bob Lutz, gagnant son match au petit trot contre l'Allemand Finner (7-5, 6-3).

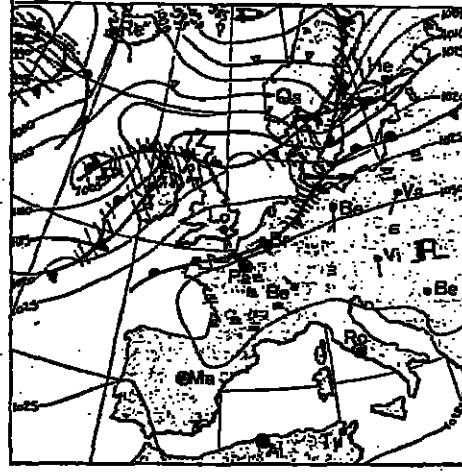
#### LES JEUX OLYMPIQUES DE MOSCOU ET LES DROITS DE L'HOMME

Le mouvement « Quel corps ? » (1) qui édite une revue consacrée aux problèmes sportifs, invite à boycotter les jeux olympiques de Moscou en 1980. « Nous demandons aux sportifs, indique notamment ce communiqué, de refuser de participer aux compétitions olympiques tant que les droits de l'homme seront écartés par les lois des psychiatres et tant que les libertés démocratiques auront la couleur des chars russes. Les sportifs doivent prendre leurs responsabilités en tant que citoyens. Ce n'est pas en cautionnant par leurs présences les jeux des hôpitaux psychiatriques qu'ils aideront au rapprochement entre les peuples, thème que mettra en avant la bureaucratie olympique et politique russe. C'est en refusant de jouer sous la protection du K.G.B., ces canards monstrueux, qu'ils se porteront solidaires non seulement des sportifs tchèques et russes emprisonnés, mais aussi des jeunes soviétiques dont la seule perspective est la normalisation stalinienne ou les camps de travail ».

(1) « Quel corps ? », c/o Marc Perelman, 20, rue des Annetots, 75019 Paris.

### MÉTÉOROLOGIE

#### SITUATION LE 4-11-78 À 0 h G.M.T.



Evolution probable du temps en France, entre le samedi 4 novembre à 6 heures et le dimanche 5 novembre à 24 heures.

Les hautes pressions axées du nord de l'Espagne à l'Europe centrale persisteront. Les perturbations atlantiques qui circulent des Açores aux Britanniques et à la Baltique épargneront la majeure partie de la France, et n'affecteront que faiblement les régions les plus septentrionales du pays.

Dimanche, le temps sera très doux de la Bretagne aux Flandres et aux Ardennes, avec des brumes ou des pluies faibles, surtout près des côtes de la Manche et du Pas-de-Calais.

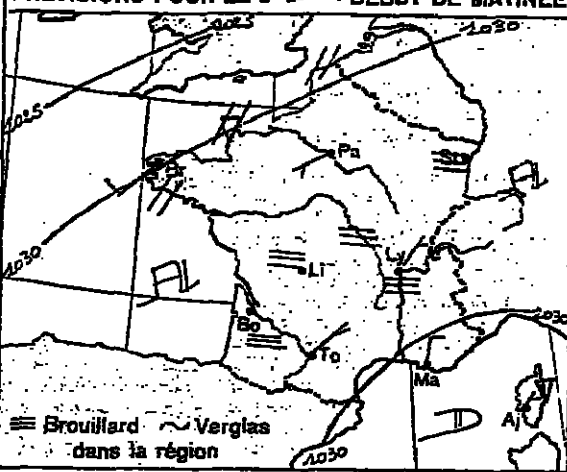
Sur les autres régions, les brouillards matinaux et les nuages bas seront encore fréquents, et souvent épais ; leur dissipation sera localement lente dans les vallées du Massif Central, dans le Lyonnais et en Alsace. La dissipation des brouillards matinaux conduira à l'apparition d'un temps généralement ensoleillé.

Des nuages assez développés apparaîtront sur le golfe de Gênes ; ils donneront quelques averses sur la côte orientale de la Corse.

Dans l'ensemble, les températures varieront peu, sur les régions septentrionales le temps sera doux ; ailleurs il fera frais le matin, puis l'après-midi de la nébulosité conduira à un réchauffement sensible l'après-midi.

Températures le premier chiffre indique le maximum enregistré au cours de la journée du 3 novembre ; le second, le minimum de la nuit du 4 au 5 : Ajaccio, 19 et 7 degrés ; Biarritz, 11 et 3 ; Bordeaux, 12 et 5 ; Brest, 15 et 14 ; Caen, 17 et 9 ; Cherbourg, 13 et 8 ; Clermont-Ferrand, 13 et 7 ; Dijon, 8 et 4 ; Grenoble, 9 et 3 ; Lille, 12 et 7 ; Lyon, 5 et 4 ; Marseille, 17 et 6 ; Nancy, 7 et 6 ; Nantes, 18 et 12 ; Nice, 19 et 14 ; Paris-Le Bourget, 13

#### PRÉVISIONS POUR LE 5-11-78 DÉBUT DE MATINÉE



et 10 ; Pau, 13 et 7 ; Perpignan, 21 et 3 ; Rennes, 17 et 14 ; Strasbourg, 7 et 4 ; Toulon, 12 et 11 ; Toulouse, 10 et 8 ; Poitiers-Poitou, 20 et 23 ; Températures relevées à l'étranger : Alger, 21 et 7 degrés ; Amsterdam, 11 et 6 ; Athènes, 12 et 10 ; Berlin, 7 et 0 ; Bonn, 8 et 3 ; Bruxelles, 11 et 9 ; Les Canaries, 25 et 18 ; Copenhague, 11 et 10 ; Genève, 8 et 5 ; Liège, 22 et 12 ; Londres, 14 et 7 ; Madrid, 18 et 1 ; Moscou, 6 et 4 ; New-York, 17 et 10 ; Palma-de-Majorque, 21 et 5 ; Rome, 19 et 8 ; Stockholm, 9 et 8.

### Jeunesse

● Bourses pour les jeunes. — La Fondation de France attribuera au moins de juin 1979 une trentaine de bourses de 15 000 F, afin d'aider des jeunes « à poursuivre sur le plan professionnel, universitaire ou personnel, des travaux ou des études leur permettant de réaliser leur projet ». Les candidats doivent être âgés de dix-huit à vingt-quatre ans, s'ils sont étudiants et de vingt à trente ans s'ils sont salariés. Ecrire à la Fondation de France, 87, rue de Lille, 75007 Paris, avant le 31 décembre 1978.

### Journal officiel

Sont publiés au Journal officiel du 4 novembre 1978 :

#### DES DECRETS

● Relatif au champ d'application de la procédure prévue par la loi du 29 novembre 1952 sur les travaux mixtes ;  
● Portant application aux salaires agricoles des améliorations

des pensions de vieillesse accordées aux conjoints survivants et aux femmes assurées.

#### UN ARRETE

● Fixant le taux de la taxe parafiscale perçue au profit de l'Agence pour les économies d'énergie et la date d'entrée en vigueur du décret instituant ladite taxe.



TIRAGE N° 44  
DU 2 NOVEMBRE 1978

26 31 35 36 39 46

NUMERO COMPLEMENTAIRE 13

RAPPORT PAR CHIFFRE GAGNANTE (POUR 1)

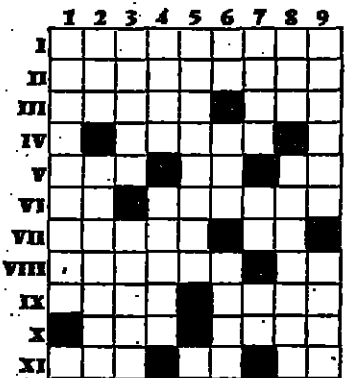
6 BONS NUMEROS 6 230 318,70 F  
5 BONS NUMEROS 194 697,40 F  
5 BONS NUMEROS 19 150,50 F  
4 BONS NUMEROS 218,50 F  
3 BONS NUMEROS 16,00 F

PROCHAIN TIRAGE LE 8 NOVEMBRE 1978

VALIDATION JUSQU'AU 7 NOVEMBRE 1978 APRES-MIDI

### MOTS CROISÉS

#### PROBLEME N° 2222



#### HORIZONTALEMENT

I. On y trouve généralement des bières de luxe. — II. Une délicate sœur pour l'ambroisie.  
III. Qui est donc dans toutes les bouches ; Ne doit pas avoir la gorge fragile. — IV. Dieu marin.  
V. Peut être considéré comme un mot très cavalier. Arme (épée).  
Devant le nom d'un élu. — VI. Apparaît souvent dans une longue période ; Qui ont donc trop flambé.  
VII. Les dernières des plaies.  
VIII. Peut-être manger vertes ; Pour lier. — IX. Vraiment très simple ; Peut être broyé par un neurasthénique.  
X. Prié par ceux qui n'aiment pas le jus ; Pas nu. — XI. Adjectif qu'on peut avoir à la bouche ; Fleuve ; Préposition.

#### VERTICALEMENT

1. Nom qu'on peut donner à un petit cousin. — 2. Endroit où l'on peut saigner ; Peut servir de doubleur. — 3. Ville d'Italie ; Est plus calme qu'une fleur.  
4. Endroit où il y a quelque chose à voir ; Qu'on a vu les yeux fermés. — 5. Qui n'est donc pas un cadeau. — 6. Note ; Peut être notée par le clavier ; Peut être classé avec les lions. — 7. Pays ; Comme un propriétaire ; Utile pour doubler. — 8. Période ; Pas près de bouillir. — 9. Qui sont donc dans la ton ; Mot qui peut indiquer qu'il y a un peu d'abus.

#### Solution du problème n° 2221

##### Horizontalement

I. Appareil ; Montée. II. Brumeuses ; Bours. III. Sirènes ; Essuie. — IV. Os ; Lâ ; Uni ; Cal. — V. Réserve ; Unus ; Ere. — VI. Brioches ; Gili ; Us. — VII. Crêpe ; Clivé. — VIII. Noh. — IX. Turbotière. — X. VII ; Sgrenner ; B.E. — XI. Peser ; NL ; Saumon. — XII. Or ; Ement ; Usak. — XIII. Italie ; Eus. — XIV. Nés ; Nasse ; Créas. — XV. Abéli ; Scleria.

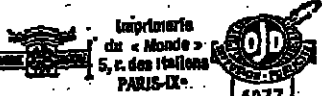
##### Verticalement

1. Absorbant ; Point. — 2. Prié ; Ouverte. — 3. Pur ; Tio ; Ris ; Asa. — 4. Améliorable. — 5. Renonce ; Reine. — 6. Rue ; Ehonté ; Méat. — 7. Issu ; Elongé ; Si. — 8. Lâ ; Pa ; Eternité. — 9. Seing ; Tre ; Tues. — 10. Al ; Lens. — 11. Obscurci ; Eau ; Cl. — 12. Noma ; Lia ; Ruistre. — 13. Tuile ; Vis ; Ma ; Et. — 14. Bâ ; Ruer ; Boial (cf. Lessage, le Diable boiteux). — 15. Es ; Leste-ment ; Se.

GUY BROUTY.

EDITÉ par la S.A.R.L. le Monde.

Gérants : Jacques Ferry, directeur de la publication, Jacques Sauvageot.



Reproduction interdite de tout article sans accord avec l'administrateur.

Commission paritaire des journaux et publications : n° 4727.

## Plan d'un futur laboratoire.

Lilium auratum, ou Lis du Japon. Photographié par Helmut Dornau.



La chimie est généralement considérée comme une des sciences les plus jeunes et les plus modernes élaborées par l'homme. Pourtant, nous n'avons pas tout inventé dans ce domaine.

Les fleurs, même les plus simples, sont journellement le théâtre de réactions chimiques complexes. L'action chlorophyllienne en est un exemple merveilleux. C'est pourquoi, un certain nombre de chercheurs chez Hoechst passent beaucoup de temps à observer les plantes et s'inspirent des synthèses qu'elles réalisent pour améliorer leur connaissance.

C'est avec ces leçons, prodiguées par la nature, que l'on pourra mieux comprendre les lois complexes qui la régissent, en particulier, celles de l'écologie.

Dans le domaine de la recherche fondamentale, comme dans bien d'autres, les 14.000 chercheurs de Hoechst, répartis dans le monde entier, conjuguent leurs efforts pour améliorer le futur des hommes.

**L'avenir,  
c'est passionnant.**

Hoechst - Tour Roussel/Nobel 92080 Paris-La Défense

**Hoechst**

### Le Monde

Service des Abonnements  
5, rue des Italiens  
75421 PARIS - CEDEX 08  
C.C.P. 4307-52

#### ABONNEMENTS

3 mois 6 mois 9 mois 12 mois

FRANCE - D.O.M. T.O.M. F.  
128 F. 225 F. 345 F. 450 F.

TOUTS PAYS ÉTRANGERS  
PAR VOIE NORMALE  
228 F. 425 F. 645 F. 850 F.

ÉTRANGER  
(par mandat postal)

L. - BELGIQUE-LUXEMBOURG  
PAYS-BAS  
135 F. 250 F. 425 F. 560 F.

IL - SUISSE - TUNISIE  
233 F. 385 F. 585 F. 750 F.

Par voie aérienne  
Tarif sur demande

Les abonnés qui paient par  
chèque postal (trois volets) ont  
aussi bien jointe ce chèque à  
leur demande.

Changements d'adresse dé-  
clarés ou non : nos abonnés  
sont invités à formuler leur  
demande une semaine au moins  
avant leur départ.

Joindre la dernière bande  
d'envoi à toute correspondance.

Veuillez avoir l'obligeance de  
réviser tous les points propres à  
capitales d'imprimerie.

DEL  
JURG.

DE  
QUE.

**LET PARNASSE (v.o.)**

**NUCHERE**



cinéma russe (13 h. : Pavlovitch,  
de G. Radanovitch ; 17 h. : "Trois des  
Aïeux" de U. Maïor et J. Grigor) ;  
19 h. et 21 h. : films allemands

2B-46). St-Ambroise, 11<sup>e</sup> (700-88-16)  
A. TORTUE SUR LE DOS (Fr.):  
St-André-des-Arts, 6<sup>e</sup> (326-48-18).  
N SECOND SOUFFLE (Fr.): Mari-  
gnan, 8<sup>e</sup> (353-92-58).  
SAS-V MAMAN (Fr.): Berlioz, 7<sup>e</sup>  
(742-60-33). Eyette-Point-Show, 8<sup>e</sup>  
(225-87-29).

né : « Un poète en voie de développement : bandes dessinées en Religieuse, « l'Allemagne »  
entre culture allemande.  
D 10 h. 30, American College, 63, quai  
ray, M. Serge Raut : « L'Annonci  
la relation pour s'approcher  
et (viol).  
D 11 h. 21, rue Cassette : « L'Egypte  
amarna aux Ramsès » (Arcus).

---

« **Journalidien Tonic** » de SCHWEPES  
depuis plus de cent ans.  
Le véritable « Tonic »

---

## TRANSPORTS

DU 9 AU 31 OCTOBRE

## Une trentaine de trains ont été « arraisonnés » par des usagers en colère

Jusqu'alors, bien peu de mécontents avaient songé à utiliser le train comme véhicule de la contestation. Peu-être pensaient-ils qu'en s'en prenant au rail, pour quelque cause que ce soit, leur action risquait de passer inaperçue.

Depuis le début de l'automne, les contestataires semblent avoir changé d'attitude, puisés en trois semaines — du 9 au 31 octobre — ils ont, à trente et une reprises, bloqué, ici ou là, des trains en gare. De cinq minutes à deux heures.

Ce phénomène de désobéissance civile est « un peu nouveau », reconnaissent les dirigeants de la S.N.C.F. qui font mine de ne pas y attacher d'importance ; il est, à leur avis, lié à l'air du temps.

Pour la bonne règle, les agents de la société nationale s'efforcent, en général, de procéder contre X pour entrave à la libre circulation des trains. Mais les responsables ferroviaires sont sans illusions sur les suites données à leur plainte. « Ça n'aboutit pas à grand-chose », admettent-ils.

Parfois, la S.N.C.F. est prise pour cible sans aucun motif ferroviaire à la clé. Pour les ouvriers de La Ciotat, les chômeurs du Val-de-Marne, les lycéens du Havre ou les paysans du Larzac, « arraisonner » un train est, aujourd'hui, un moyen comme un autre, parmi d'autres, de faire entendre sa voix.

Le plus souvent, la société nationale est victime de ses propres insuffisances. Ainsi, sous couvert du passage des horaires d'été aux horaires d'hiver, ses responsables ont « réorganisé » certains services sur certaines lignes, ce qui, en clair, signifie la suppression de plusieurs arrêts de trains dans des villes dites « secondaires ».

Les usagers du rail (ce sont parfois les chemins eux-mêmes) supportent de plus en plus mal ces « manipulations clandestines ». Maintenant rassemblés en comités de défense, ils demandent des comptes à la société nationale et exigent qu'elle remplisse sa mission de service public qui qu'il lui en coûte.

« Il faut que nos trains aillent vite ; c'est pour nous une question de vie ou de mort, rétorquent les responsables ferroviaires. Si on ne va pas aussi vite par le train que par la route, c'est raté pour la S.N.C.F. » Et d'interroger : « Le service public, est-ce d'arrêter les grands rapides et les express tous les 30 kilomètres ? »

Des arguments qui, comme on le lira ci-dessous, sont loin de convaincre les usagers de La Tour-du-Pin (Isère) qui, le vendredi matin 3 novembre, ont bloqué en gare, et pour la dix-septième fois en trois semaines, la Grenoble-Paris. — J.-J. B.

## Chaque matin, 7 h 20, La Tour-du-Pin...

Grenoble. — Depuis le 1<sup>er</sup> octobre, le train « corail » Grenoble-Paris s'arrête à La Tour-du-Pin (7300 habitants), dans l'Isère, vers 7 h 20. Mais ce n'est pas de son plein gré. Les usagers de la ligne et le maire de la commune, M. René Molliard (C.D.S.), occupent chaque matin la voie. « Par précaution », le chef de gare laisse les signaux fermés.

Le jeudi 2 novembre, le Rhône-Alpes a lentement parcouru l'Isère, le brouillard, assombrissant cette fois, d'une douzaine de contrôleurs et d'agents de la circulation de la S.N.C.F. Objectif : mettre fin aux agissements des personnes mécontentes de la suppression de l'arrêt de La Tour-du-Pin et relever l'identité des contrevenants qui montent à « La Tour ».

Il y a environ quatre-vingts

De notre correspondant

le lundi et cinquante les autres jours de la semaine. Le mardi 31 octobre, la S.N.C.F. avait porté plainte contre X... pour entrave à la circulation des trains et dénoncé vigoureusement la manifestation qu'elle jugeait « à la société nationale ».

Selon la direction régionale de Lyon, la suppression des arrêts de la ligne de Saint-André-le-Gaz et de La Tour-du-Pin, qui permet de réduire de dix-sept minutes la durée du trajet Grenoble-Paris, « correspond à une amélioration pour les populations de Grenoble et de Voreppe ». Et les Grenoblois y trouvent leur compte : « Vingt minutes de sommeil en plus », fait observer le chef de la division commerciale régionale de Lyon.

● Grève des marins-pêcheurs à Lorient. — Les marins-pêcheurs de Lorient (Morbihan), réunis vendredi 3 novembre en assemblée générale, ont décidé à une large majorité de repousser l'accord intervenu la veille entre les armateurs et le syndicat C.F.D.T., et de reconduire le mouvement de retard à l'appareillage des chalutiers. Le conflit porte sur la vente de chalutiers à des pays étrangers et sur les effectifs à bord des bateaux.

● Un nouvel aéroport aux Canaries. — Le nouvel aéroport Reine-Sofia de Santa-Cruz de Tenerife (Canaries) vient d'entrer en service. Ce nouvel aéroport, équipé de trois pistes, remplace celui de Los-Rodas, considéré comme peu sûr et sur les pistes duquel deux Boeing 747 étaient entrés en collision au mois de mars dernier. Il y avait eu cinq cent soixante-dix-neuf morts.

● Air France à Berlin-Est. — Air France vient d'ouvrir une représentation à Berlin-Est. Il s'agit d'une tournée aérienne entre la France et la R.D.A. ni de ligne régulière entre les deux pays. Une liaison temporaire entre Paris et Leipzig est seulement exploitée conjointement par Air France et Interflug deux fois par an, à l'occasion des foires de printemps et d'automne qui se tiennent traditionnellement dans la grande cité saxonne. — (A.F.P.)

● M. Paul Bastard, ingénieur général des ponts et chaussées, ancien directeur des ponts, routes et voies navigables, vient d'être nommé président du conseil d'administration de la Compagnie générale pour la navigation du Rhin. Il succède à la présidence de cet organisme à M. Robert David, ingénieur en chef des ponts et chaussées.

## LE CONFLIT DE LA MARINE MARCHANDE

## La police est intervenue au Havre et à Fos pour permettre le fonctionnement des raffineries

C'est dans un climat à la fois difficile et ambigu qu'avaient repris, samedi après-midi 4 novembre, les négociations tripartites au sein de la commission nationale de conciliation, après douze heures de discussion infructueuse la veille, pour tenter de trouver une solution au conflit de la marine marchande.

Difficile, car à peine la réunion de vendredi s'était-elle achevée que, à Fos, d'importantes forces de police avaient fait dégager les accès au port pétrolier dont les portes d'accès étaient bloquées par des piquets de grève. Ces opérations n'ont pas provoqué d'incidents et immédiatement des tanks ont pu venir débarrasser leur cargaison sans que l'on ait pu empêcher le trafic maritime.

En même temps cinq remorqueurs de la marine nationale étaient venus assister les navires notam-

ment un pétrolier de 316 000 tonnes. Les syndicats C.G.T. pour protester ont organisé une manifestation samedi à Fos et décidé le principe d'une journée de grève générale fixée au 15 novembre. Les pouvoirs publics ont justifié cette opération par la nécessité d'assurer l'approvisionnement des pipelines et d'éviter des risques de pollution ou d'accidents que représenterait la présence de ces navires dans la rade.

Une opération de police comparable a été effectuée au Havre et au même moment pour permettre le fonctionnement de l'écluse François-I<sup>er</sup> (la plus grande du monde), qui donne accès aux bassins intérieurs et à la zone industrielle. Neuf cargos étrangers ont ainsi pu quitter le port normand.

Mais ce samedi matin, un groupe de marins grévistes avaient de nouveau occupé l'écluse empêchant les navires de passer et de faire passer le trafic maritime.

Ambigu apparaît aussi le climat prévalant à la réouverture des négociations entre les arm-

ateurs, l'administration et les syndicats de marins. Outre les graves conséquences économiques et financières de cette grève, il semblait, en effet, qu'une certaine lassitude se faisait jour. Les paquebots du groupe Paquet sont en mer — l'un se dirigeant vers l'Amérique du Sud et l'autre voguant en Méditerranée, et aucun incident sérieux n'apparaît, mais n'est signalé à leur bord, alors qu'ils sont au centre des conflits actuels.

Dans les ports, les dockers, s'ils appuient sur le fond les revendications des marins, ne semblent pas disposés à s'engager dans des actions « inconsidérées » ou des épreuves de longue durée. Pour sa part, le secrétaire de l'Union fédérale maritime C.F.D.T., M. Coppin, nous a déclaré : « Évidemment l'intervention des forces de police en plein cœur de la négociation est inacceptable et inadmissible et l'on se demande pourquoi le gouvernement jette de l'huile sur le feu. Toutefois, la C.F.D.T. est déterminée à aboutir à un résultat positif, et nous savons que pour mettre un terme à un conflit très long il faudra bien aboutir à un compromis. »

La recherche d'une solution pourrait prendre deux orientations :

Des groupes de travail entre les syndicats et la Nouvelle Compagnie de Paquebots (N.C.P.), cherchant à mettre au point des solutions financières et sociales dans le but d'alléger le coût d'exploitation des paquebots. Une nouvelle réunion de la commission de conciliation aurait lieu à la mi-novembre pour examiner les propositions de ces groupes de travail.

D'autre part, une commission tripartite serait chargée de mettre à jour la législation et la réglementation maritimes.

Les syndicats seraient disposés à accepter ce schéma si la N.C.P. en contrepartie, s'engageait à ne pas renouer les contacts avec les marins indésirables et à débarquer ceux qui travaillent actuellement à bord des paquebots, selon des procédures à définir. Un point d'accrochage demeure : comment seront indemnisés les jours de grève ou du moins une partie de ceux-ci ?

## Un débat au Sénat

Quel que soit le résultat des négociations en cours, le ministre des transports, M. Joli Le Theule, devra, mardi 7 novembre, au Sénat, à l'occasion d'un débat sur la construction navale, répondre, même indirectement, aux multiples questions posées par la grève de la marine marchande. Il devra notamment expliquer pourquoi il consacre dans son budget plus de 1 milliard de francs aux chantiers navals français et pas un centime aux trois derniers paquebots de croisière dont les mésaventures ont déjà fait perdre à l'économie nationale plusieurs dizaines de millions de francs. — F. Gr.

## ENVIRONNEMENT

## L'Office national des forêts renonce à tuer des cervidés dans la région de Compiègne

De notre correspondant

Beauvais. — Les cerfs, biches et faons qui se trouvent en surabondance dans la forêt de Compiègne (6 421 hectares, « seule la moitié de la forêt était jusqu'ici ouverte aux chasseurs », avait aussitôt déclaré M. Jacques Fuyre, président de l'association de sauvegarde. Les habitants devront se contenter de ne pas recevoir un projectile perdu ?

Le mouvement écologiste picard de son côté, publia un communiqué dans lequel il estimait que la surpopulation actuelle est due à l'élimination des prédateurs naturels, au nourrissage artificiel des cerfs et à la réduction des surfaces boisées. Aussi préconisait-il la réintroduction du lynx en forêt de Compiègne et la transplantation d'un certain nombre de cerfs dans les forêts d'autres régions.

L'O.N.F. est, semble-t-il, partiellement rangé à ces raisons. Les cervidés en surabondance seront donc capturés au moyen de filets ou dans des enclos-pièges. Puis, ils seront relâchés dans les forêts de la région.

La méthode sera évidemment plus lente que celle de l'abattage.

compte au total 14 448) qui étaient lousés jusqu'ici aux chasseurs se rapprochant l'an prochain à 1200 hectares. « Seule la moitié de la forêt était jusqu'ici ouverte aux chasseurs », avait aussitôt déclaré M. Jacques Fuyre, président de l'association de sauvegarde. Les habitants devront se contenter de ne pas recevoir un projectile perdu ?

Le mouvement écologiste picard de son côté, publia un communiqué dans lequel il estimait que la surpopulation actuelle est due à l'élimination des prédateurs naturels, au nourrissage artificiel des cerfs et à la réduction des surfaces boisées. Aussi préconisait-il la réintroduction du lynx en forêt de Compiègne et la transplantation d'un certain nombre de cerfs dans les forêts d'autres régions.

L'O.N.F. est, semble-t-il, partiellement rangé à ces raisons. Les cervidés en surabondance seront donc capturés au moyen de filets ou dans des enclos-pièges. Puis, ils seront relâchés dans les forêts de la région.

La méthode sera évidemment plus lente que celle de l'abattage.

MAURICE LUBATTL

CLAUDE FRANCILLON

## PUBLICITÉ

## CNRS TROISIÈMES RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'AUDIO-VISUEL SCIENTIFIQUE

LES TROISIÈMES RENCONTRES INTERNATIONALES DE L'AUDIO-VISUEL SCIENTIFIQUE sont organisées par :

- LE SERVICE D'ÉTUDE, DE RECHERCHE ET DE DIFFUSION DE DOCUMENTS AUDIO-VISUELS (S.E.D.A.V.) DU CENTRE NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE, avec le soutien des organismes suivants :
- LA DÉLÉGATION GÉNÉRALE À LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE ET TECHNIQUE (D.G.R.S.T.)
- LA DIRECTION DES RELATIONS CULTURELLES, SCIENTIFIQUES ET TECHNIQUES DU MINISTÈRE DES AFFAIRES ÉTRANGÈRES (D.G.R.S.T.)
- LE CENTRE NATIONAL DE LA CINÉMATOGRAPHIE (C.N.C.)
- LE CONSEIL INTERNATIONAL DU CINÉMA ET DE LA TÉLÉVISION (C.I.C.T.)
- et la participation de :
- L'ASSOCIATION UNIVERSITAIRE POUR LE DÉVELOPPEMENT DE LA CULTURE EN AFRIQUE ET À MADAGASCAR (AUDEMAC)
- LA BIBLIOTHÈQUE PUBLIQUE D'INFORMATION DU CENTRE NATIONAL D'ART ET DE CULTURE GEORGES POMPIDOU (B.N.)
- RIEL AUDIO-VISUEL SANTE (A.V.S.)
- LE CENTRE AUDIO-VISUEL DE L'ÉCOLE NORMALE SUPÉRIEURE DE SAINT-CLOUD (E.N.S.)
- LE CENTRE NATIONAL DE DOCUMENTATION PÉDAGOGIQUE (C.N.D.P.)
- LE SERVICE DU FILM DE RECHERCHE SCIENTIFIQUE (S.P.R.S.)

LE COMITÉ DU FILM ÉTHNOGRAPHIQUE (C.F.E.)

LA DOCUMENTATION FRANÇAISE

LE FESTIVAL DU FILM SCIENTIFIQUE DE TOULOUSE :

L'INSTITUT DU CINÉMA SCIENTIFIQUE (I.C.S.)

L'INSTITUT NATIONAL DE LA RECHERCHE SCIENTIFIQUE (I.N.R.S.)

L'OFFICE CULTUREL DE L'AUDIO-VISUEL (O.C.A.V.)

COLLOQUE INTERNATIONAL VIDEO ET RECHERCHE

6, 7, 8 novembre 1978

15, quai Anatole-France, Paris (7<sup>e</sup>)

● Lundi 6 novembre : VIDEO : SITUATION ET PROSPECTIVE.

● Mardi 7 novembre, matinée : MÉDECINE ET VIDEO.

Après-midi : THÉÂTRE ET VIDEO.

Dans le cadre du III<sup>e</sup> Festival International de l'Émission scientifique de télévision :

● TABLE RONDE « INTERNATIONALE » : Y A-T-IL DES SUJETS TABOUS POUR L'INFORMATION SCIENTIFIQUE À LA TÉLÉVISION

Jeudi 9 novembre 1978

Salle des conférences du C.N.R.S. 15, quai Anatole-France, Paris (7<sup>e</sup>)

Sur invitation

(9 h. 30 - 13 h. et 14 h. 30 - 18 h.)

III<sup>e</sup> FESTIVAL INTERNATIONAL

DE L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

Du 3 au 7 novembre 1978

15, quai Anatole-France, Paris (7<sup>e</sup>)

PROJECTIONS PUBLIQUES

● Vendredi 3 novembre (18 h. 30) :

LE LÉVAGE DES TÊTES (Brésil).

LA SCIENCE AU SERVICE DE L'ART (Canada).

LES PIÈRES ET LES RITS (Pologne).

LE CŒUR (France).

● Samedi 4 novembre (18 h. 30) :

L'ARC-LE ET LE GRAIN (France).

LA VOIE LA CRUZE TERRESTRE (R.D.A.).

● NOS CONTINENTS SE RECHERCHENT-ILS ?

● Samedi 5 novembre (18 h. 30) :

EMBRASSER L'INFINI (U.R.S.S.).

LES LAQUES (France).

LEAU DANS LE DÉSERT (R.F.A.).

● L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 5 novembre 1978 :

18 h. 30 :

LA MAREE NOIRE (Etats-Unis).

LE VAUTOUR SAVANT (Espagne).

21 heures :

LE QUARK (France).

UNE SCIENCE DANS L'OMBRAGE : L'ART DE GUÉRIR EN AFRIQUE (Suisse).

TECHNOLOGIE POUR UNE SOCIÉTÉ MODERNE (Suisse).

● Lundi 6 novembre 1978 :

18 h. 30 :

LES TRANSPLANTATIONS D'ORGANES (France).

● L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 5 novembre 1978 :

18 h. 30 :

SALE DES CONFÉRENCES DU C.N.R.S.

21 heures :

MINIPLAQUETTES : LES JEUX SONT FAITS (Grande-Bretagne).

— CETTE CHOSE-LÀ (Belgique).

— LES GLACIERS (France).

● Mardi 7 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— LE TROP TÔT (Belgique).

— LA VARIOLÉ, UNE CALAMITÉ (Pologne).

— BORDS, SCIENCE-FICTION ET RÉALITÉ (R.F.A.).

21 heures :

— L'ENFER QUI PENSE (Italie).

— L'INFINI (France).

— UN PAYS D'ÉPIQUE AU SUD-OUEST (R.D.A.).

— NOTRE ÈRE (Roumanie).

● RÉTROSPECTIVE DU CINÉMA SCIENTIFIQUE

du 4 au 6 novembre 1978

organisée par :

L'INSTITUT DE CINÉMATOGRAPHIE SCIENTIFIQUE

avec la collaboration de :

L'ASSOCIATION INTERNATIONALE DU CINÉMA SCIENTIFIQUE

LA CINÉMATHEQUE SCIENTIFIQUE INTERNATIONALE

● Samedi 4 novembre :

21 heures :

— FIELDS DE L'ÉCOLOGIE

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 5 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 6 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 7 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 8 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 9 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 10 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 11 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 12 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 13 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 14 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 15 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 16 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 17 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 18 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 19 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 20 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 21 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 22 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 23 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 24 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 25 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 26 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 27 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 28 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 29 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 30 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

● Samedi 31 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— L'ÉMISSION SCIENTIFIQUE DE TÉLÉVISION

15, quai Anatole-France

73007 Paris

— LA SCIENCE À L'ÉCRAN POUR L'OPEN UNIVERSITY (Grande-Bretagne) : DIX ANS D'EXPÉRIENCE (par Norman Taylor, Senior Producer, B.B.C. Open University, Londres).

● Mercredi 8 novembre

Salle des conférences du C.N.R.S.

73007 Paris

— ÉVOLUTION DU CINÉMA UNIVERSITAIRE AUX PAYS-BAS (par le docteur Aart O. Gijssels, Centre audiovisuel de l'université Eindhoven, Rotterdam, et G. van der Veen, responsable du département de Sciences naturelles de la Fondation film et science, Utrecht).

JOURNÉES INTERNATIONALES DU FILM SCIENTIFIQUE 1978

18, 19, 20 novembre 1978

Salle des conférences du C.N.R.S.

73007 Paris

● Projections publiques.

● Samedi 10 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— SCIENCES HUMAINES (Archéologie - Préhistoire - Ethnologie).

— GRECE (Les premiers hommes de l'Europe).

— FRANCE (Agriculteurs et marins en Méditerranée préhistorique).

— CÔTE-D'IVOIRE (Technologie).

21 heures :

— SCIENCES HUMAINES (Anthropologie).

— FRANCE (Les fables jannes (Nyngatom)).

● Samedi 11 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— SCIENCES DE LA VIE (Le scanner).

— FRANCE (Les rhumatismes - Pathologie).

— POLOGNE (Les dix premières minutes - Anatomie).

— FRANCE (Acquisitions récentes dans le traitement de l'asthme).

21 heures :

— SCIENCES DE LA VIE (Anatomie d'un crâne - Écologie).

— FRANCE (Évolution sociale chez deux groupes médicaux).

— ÉTATS-UNIS (Le monarque et le laitron).

— CANADA (La chaîne alimentaire).

● Dimanche 12 novembre 1978 :

18 h. 30 :

— MATIÈRE ET RAYONNEMENT (Australie (Art électrique à la rupture d'un circuit)).

— BELGIQUE (Spray cooling - Retroidissement par pulvérisation).

— SUÉDE (La physique - Fantôme et réalité).

— BULGARIE (Les trous noirs du cosmos).

— CHIMIE (Réaction de l'état solide organique).

21 heures :

— SCIENCES DE LA TERRE (Les saumures d'une montagne).

— FRANCE (La tectonique, un nouveau regard sur la Terre).

— FRANCE (Aurore du cercle polaire).

— U.R.S.S. (Aurore du cercle polaire).

— FRANCE (Il y a trente mille ans).

السلامة والسلامة



# La grande peur des personnes âgées

## III. - Un bonheur fragile

par JEAN BENOIT

Existe-t-il, en fin de compte, des retraités heureux ? Pour ceux qui ont la chance — parfois relative — de rester chez eux et d'échapper à l'atmosphère déprimante des maisons de retraite, les difficultés du monde actuel, aggravées par une certaine « déshumanisation » technocratique, obèrent parfois ce bonheur fragile, cette fin de vie paisible qu'ils sont au droit d'espérer. (« Le Monde » du 3 et du 4 novembre.)

Vivre à la ville, pour les très vieilles personnes, c'est souvent vivre en solitaire, dans une chambre de bonne. Tel est le cas de Mme Annette S., quatre-vingt-

m'arrête, dit-elle en riant, je m'arrête à chaque palier. Mais, maintenant, je ne descends presque plus. Elle a de la famille, quelque part dans la région parisienne : une fille de soixante-sept ans avec qui, semble-t-il, elle ne s'entend pas très bien, une petite fille de quarante ans et une arrière-petite-fille de seize ans. « Mais elles ne viennent que très rarement. » Dans l'immeuble, certains locataires ignorent qu'une vieille dame loge au dernier étage.

Mme S., égarée ses souvenirs, évoque les fêtes d'autrefois, les bonheurs et les malheurs d'une

Elle non plus n'avait voulu dérangier personne. Finir ses jours à la campagne, est-ce tellement mieux ? La aussi, cela dépend en fin de compte des ressources dont disposent les intéressés et des équipements mis à la disposition du troisième âge par la collectivité, notamment dans le domaine des loisirs. Un effort considérable a sans doute été tenté depuis plusieurs années pour les équipements. Quelque cent mille logements en E.L.M. sont actuellement en cours d'achèvement ou d'aménagement. Mais 80 % des crédits de l'aide sociale obligatoire servent par la Sécurité sociale sont absorbés par l'hébergement des personnes âgées et les handicaps dans les établissements hospitaliers et les maisons de retraite. Il reste alors bien peu d'argent pour les clubs de troisième âge, dont le nombre est toutefois passé de mille en 1971 à douze mille en 1978. Douze mille clubs pour, bientôt, dix millions de retraités.

Les clubs sont, avec les centres de jour réservés aux soins, l'un des fondements d'une politique de la « retraite active ». A 10 kilomètres de Dijon, Sauton-la-Chapelle offre un exemple de réussite dans ce domaine. C'est un petit village d'un millier d'habitants : quelques gros fermiers, des travailleurs agricoles, des ouvriers aussi, employés dans des usines de la région, et puis beaucoup de vieux, le cinquième de la population.

Dans ce village qui meurt, un « militant du troisième âge », M. Cêtre, soixante-sept ans, syndicaliste, ancien cheminot parisien, président du club de la commune, départementale des foyers ruraux, vit à présent dans la vieille maison paternelle, qu'il a pratiquement reconstruite de ses mains. Il nous a raconté les heurs et malheurs de la retraite en milieu rural : « Beaucoup de mes camarades ont fait comme moi, mais se sont vite ennuyés. Il faut se faire accepter par les gens, tout si l'on veut de la capitale. On croit que la vie est moins chère et plus agréable, mais c'est parfois trompeur. » Mme Cêtre approuve : « A Paris, il y a la concurrence, on peut faire son choix. Ici, les légumes coûtent plus cher qu'à la ville. »

Une « belle retraite » de cheminot en retraite, 2 000 F par mois après trente ans de cotisations — est-ce assez pour vivre ? « Encore une fois, répond M. Cêtre, tout dépend des conditions de vie, et surtout du logement. Pour un propriétaire, cela ne pose pas d'autres problèmes que l'entretien de l'habitation. Ici, j'ai payé 330 F par mois. Et je connais des retraités

qui n'ont pas l'eau courante, ni de sanitaires. Et puis, surtout — ce n'est pas mon cas, croyez-le bien ! — il y a l'ennui. Beaucoup de retraités s'ennuient parce qu'ils n'ont pas su s'adapter à leur état, ou préparer leur retraite. »

### Vaincre l'ennui

L'ennui, c'est aussi l'une des grandes peurs des vieux. « Avant, il y avait des bals tous les dimanches, soupir l'ancien garde-champêtre M. Auguste Bussalot, quatre-vingt-dix ans. Les jeunes filles de Sauton avaient fondé une troupe de théâtre et une chorale. Le village, c'était la fête. » Un leitmotiv chez la plupart des ruraux rencontrés. Mais les villages changent, comme les villes. « Ici, dit Mme Chapuis, une veuve de soixante-dix-sept ans, c'est devenu un village de vieux. Les jeunes, on ne les voit plus, ils s'en vont chaque soir et chaque matin sur leurs motos, ils vont à Dijon ou ailleurs. »

Beaucoup de retraités habitués à une petite existence isolée, sentent, bien réglée sous une « stress » de la vie quotidienne avec ses embouteillages, ses encombrements de toutes sortes, ses pollutions : moteurs pétaradants, « flippers » et « juke-boxes », tonitruants, hélicoptères de la police tournant comme des moustiques monstrueux à 50 mètres au-dessus des habitations, vapeurs d'essence, accidents de la route.

Pour vaincre l'ennui dans ce village de vieux, M. Cêtre a pris en main, avec l'aide du maire — « On n'est pas du même bord, mais on s'entend bien » — un club du troisième âge qui dispose d'un fort beau local. En deux ans, le village a retrouvé un semblant de vie collective. Les clubs sportifs fonctionnent à plein. Un seul problème : l'argent manque pour les activités culturelles, pour créer de nouveau une troupe de théâtre, ou bien pour faire venir de l'extérieur. Clubs du troisième âge, centre de loisirs : voilà ce qui manque le plus, avec sans doute les universités du troisième âge qui commencent à surgir en France comme à l'étranger, et dont la mission, plus restreinte sans doute, apparaît de plus en plus nécessaire, surtout en milieu urbain.

FIN

### Contre l'isolement au mois d'août

## L'expérience parisienne

Depuis cette année, les vieillards invalides de Paris ont la possibilité de passer l'été en ou deux mois en « long séjour temporaire » dans des résidences de l'Assistance publique. Cette formule devrait permettre aux familles qui ont en charge toute l'année des vieillards très handicapés de partir en vacances sans inquiétude ni remords.

Quarante-cinq personnes, pour la plupart âgées de plus de quatre-vingt-cinq ans, ont été hébergées cet été, durant quelques semaines, à la Pitié-Salpêtrière et à Claude-Bernard, les deux hôpitaux où quatre-vingts lits de « long séjour temporaire » ont été ouverts.

La publicité, en effet, pour la formule nouvelle de long séjour temporaire a été trop tardive, au mois de mai, alors que la plupart des familles avaient déjà organisé leurs vacances. Toutefois, la présentation de ces séjours pouvait dissuader plus d'un intéressé : « L'intégralité des frais de séjour, était-il indiqué, sera payée au moment de l'admission. » Les frais s'élevaient à 140,50 F par jour, c'était une somme de l'ordre de 4 500 F qu'il s'agissait de dépenser pour ces vieillards et leurs familles. Rien, en outre, n'indiquait dans quelles conditions l'aide sociale assisterait les intéressés.

Autre critique : le long séjour, tel qu'il a été organisé, ressemblait étrangement à l'hospice, en un peu plus médicalisé et asséché.

La plupart des personnes âgées n'exigent pas pourtant une telle prise en charge, malgré un réel isolement l'été. Pour

elles a été lancée une opération « spécial troisième âge », destinée à mettre à leur disposition aides ménagères et aides infirmières. Il y avait, dans les deux hôpitaux, des bénévoles, répartis en « fraternités » : quatre à Paris, quatre à Lyon, quatre à Marseille, quatre à Nantes, quatre à Strasbourg (Cavaliers), quatre à Metz (Métalliers), quatre à Lille (Métalliers), quatre à Valenciennes (Métalliers), quatre à Roubaix (Métalliers), quatre à Tourcoing (Métalliers), quatre à Dunkerque (Métalliers), quatre à Calais (Métalliers), quatre à Arras (Métalliers), quatre à Amiens (Métalliers), quatre à Compiègne (Métalliers), quatre à Nogent-sur-Seine (Métalliers), quatre à Troyes (Métalliers), quatre à Reims (Métalliers), quatre à Châlons-sur-Marne (Métalliers), quatre à Vitry-le-François (Métalliers), quatre à Sedan (Métalliers), quatre à Toul (Métalliers), quatre à Verdun (Métalliers), quatre à Metz (Métalliers), quatre à Nancy (Métalliers), quatre à Strasbourg (Métalliers), quatre à Colmar (Métalliers), quatre à Mulhouse (Métalliers), quatre à Belfort (Métalliers), quatre à Besançon (Métalliers), quatre à Dijon (Métalliers), quatre à Yverdon (Métalliers), quatre à Lausanne (Métalliers), quatre à Neuchâtel (Métalliers), quatre à Genève (Métalliers), quatre à Annecy (Métalliers), quatre à Chambéry (Métalliers), quatre à Grenoble (Métalliers), quatre à Valence (Métalliers), quatre à Arles (Métalliers), quatre à Nîmes (Métalliers), quatre à Montpellier (Métalliers), quatre à Perpignan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carcassonne (Métalliers), quatre à Béziers (Métalliers), quatre à Agde (Métalliers), quatre à Sète (Métalliers), quatre à Cette (Métalliers), quatre à Palavas-les-Flots (Métalliers), quatre à Frontignan (Métalliers), quatre à Gruissan (Métalliers), quatre à Narbonne (Métalliers), quatre à Carc

## «Les gnômes de Zurich l'ont emporté»

Pour justifier un renversement de politique aussi important que celui qui vient d'intervenir, il a

**Essayant d'émettre librement cette monnaie pour payer leurs dettes?**

Cette opération est en majeure partie la conséquence d'une résolution adoptée en mars dernier par le Parlement européen (résolutions 12-13 et 14 mars); les Etats concernés s'engagent à prendre les mesures voulues pour alléger le fardeau des pays en développement et à leur apporter l'aide la plus efficace possible. La Suède avait déjà annulé ses créances et que la France, qui a annulé les siennes depuis plusieurs années aux pays pauvres sous forme de dons, et non pas de prêts remboursables, prévus d'intérêt. A l'occasion de la réunion de l'année dernière les intérêts dus par le Bangladesh, le Kenya et la Tanzanie, ce geste représente un don de 1,5 milliard de francs en faveur des Etats d'Afrique, d'Asie et d'Amérique latine.

## Remontée spectaculaire du dollar Raffermisssement du franc - Baisse de l'or

public, à 9 h. 30, heure américaine, (début d'après-midi en Europe), avant l'ouverture de Wall Street, un plan de sauvetage du DOLLAR élaboré secrètement avec les pays à monnaies fortes (R.F.A., Japon, Suisse).

Un fonds d'intervention de 80 milliards de DOLLARS, dont 15 milliards de crédits ouverts par ces trois pays (contre 7,5 pré-

Nous reproduisons dans ce tableau officiels des changes. En conséquence, la contre-valeur des francs de 1 dollar est de 100 florins, de 100 francs belges et 300 000 onces de 311 grammes à 1,5 million à partir du mois de décembre.

L'effet fut magique. Les cours du bon franc suisse, par exemple, à Francfort, de 1,77 DM à 1,88 DM, puis 1,90 DM; à Zurich, de 1,57 FS à près de 1,63 FS, et à Paris, de 4,04 F à 4,27 F puis 4,50 F. Partout, l'on se rattachait au DOLLAR, dans l'attente de la soulagement général : on avait eu si peur !

u les cours pratiqués sur les marchés à Paris, les prix indiqués représentent un lot de livres de 100 deutschemarks, de 1.906 francs.

En revanche, pour le FRANC FRANÇAIS, qui a bénéficié de la reprise du DOLLAR et s'est en conséquence élevé par rapport à toutes les monnaies, à commencer par le DM.

Sur le marché de l'or, le scénario a été le même que sur le marché du DOLLAR, mais en sens inverse. Après avoir pu bénéficier d'un accord de hausse hâtif, débordant largement 240 dollars, le cours de l'once fléchissait d'abord

A compter du 20 novembre, tous les magasins vendant du pain seront tenus d'apposer en vitrine une affiche indiquant les prix pratiqués, à l'adresse : 2, boulevard 3 novembre, le ministre de l'Economie, M. René Monory. Cette mesure complète les dispositions prises en août dernier pour accompagner la libération du prix du pain. Elle a pour but d'améliorer l'information du consommateur et le jeu de la concurrence : cette affiche en vitrine permettra de connaître de l'extérieur de la boutique le prix et le poids du pain, par catégorie, ainsi que le prix au kilo pour les pains pesant plus de 200 grammes.

	1985/86	1986/87
Pièce française (20 fr.)	208	208
Pièce française (10 fr.)	236	236
Pièce suisse (20 fr.)	236	236
Union suisse (20 fr.)	236	236
• Pièce suisse (20 fr.)	236	236
Souverain	262	262
• Souverain Elizabeth II	262	262
• Gomme-souverain	236	236
Pièce de 20 dollars	1244	1213
— 10 dollars	894	885
— 5 dollars	422	410
— 20 centes	1188	1180
— 10 centes	342	342
— 10 florins	342	339
• 5 roubles	144	147

مکذا من الزلزل



# LA REVUE DES VALEURS

## Bourse de Paris

SEMAINE DU 30 OCTOBRE AU 3 NOVEMBRE 1978

### LES BRUMES DE NOVEMBRE

REDUITE à quatre séances par les fêtes de la Toussaint, la semaine écoulée ne s'est guère distinguée des précédentes, se soldant par un nouveau repli des cours, le cinquième consécutif, malgré une assez forte reprise survenue le jour des Morts, mais restée sans lendemain en partie à cause du manque d'affaires.

Est-ce un hasard ? L'arrivée des premières brumes de novembre a bien peu souvent, sauf en de rares occasions, coïncidé en Bourse avec la reprise d'un mouvement de hausse. Dès lundi, le marché s'orientait de nouveau très nettement à la baisse pour devenir un peu plus irrégulier le lendemain, sans toutefois que l'on puisse pour autant discerner dans son comportement des indices d'un prochain retournement de tendance. Jeudi, pourtant, après vingt-quatre heures de chômage, un redressement quasi général s'opéra, à la faveur, il est vrai, du plan de lutte adopté par l'Administration Carter pour soutenir le dollar.

Le « dopage » produit par cette nouvelle « assurance » fut néanmoins éphémère et à la veille du week-end, tous les gains acquis jeudi (+ 1,7 %) étaient presque intégralement reperdus, de sorte que, d'un vendredi à l'autre, les différents indices ont fléchi de 1,5 % environ, portant à près de 9 % la baisse des cours en l'espace d'un mois.

Malgré son importance, le facteur monétaire n'a pas, à l'évidence, pesé très lourd dans la balance. Non que les opérateurs ne l'aient mesuré à sa juste valeur. L'hémorragie continue du billet vert, apparemment impossible à contenir, commençant à inquiéter très sérieusement les milieux boursiers. Mais une fois la menace écartée, le marché s'est retrouvé face à ses problèmes d'ordre général — ralentissement de la production industrielle avec les retombées possibles sur les résultats des entreprises, extension des conflits sociaux, etc. — mais aussi et surtout, d'ordre particulier.

En période d'activité intense, telle que le marché en a connue récemment, cinq ou six séances suffisent pour éponger de pareils excédents. Mais avec le ralentissement des affaires, il en faut désormais dix pour parvenir au même résultat. Techniquement, le marché n'est donc pas en mesure, et loin s'en faut, de reprendre son mouvement ascendant. Il y est d'autant moins préparé que les organismes de placement collectif ont reçu en haut lieu la consigne de modérer leurs interventions afin de calmer la spéculation et éviter un emballement des cours. De plus, les Sicav-Monory ont désormais la faculté, avec les fonds qu'elles encassaient en décembre prochain, d'étaler leurs achats jusqu'au 31 mars 1979.

Dans ces conditions, le dégonflement du découvert va devoir s'effectuer au compte-goutte, ce qui n'incite guère les autres investisseurs à s'engager. Les opérateurs se consolent en constatant que depuis le début de l'année, la hausse des valeurs françaises s'est établie encore à près de 58 %, performance, qui place le marché de Paris très loin en tête du palmarès des bourses mondiales.

ANDRÉ DESSOT.

L'augmentation de capital annoncée précédemment (le Monde du 7 octobre) par l'Oréal se portera sur 250 millions de francs et se fera au 30 juin 1979, de 25,8 millions de francs contre 25,3 millions au 30 juin 1977.

« Saint-Gobain-Pont-A-Mousson » a fait état d'un fléchissement sensible de ses résultats consolidés au 30 juin 1978. — 8 % pour la marge brute avant amortissements ; — 20 % pour le résultat d'exploitation ; — 30 % pour le bénéfice net, ramené de 434 millions de francs en 1977 à 301 millions de francs en 1978, soit un recul de 28,2 millions de francs de 1977. Par action, le bénéfice revient à 12,1 F contre 15,5 F (et 23,04 F pour l'exercice 1977 tout entier).

Comme en 1977, le résultat de l'année entière sera inférieur au double de celui du premier semestre. Ce fléchissement, les principaux responsables sont les filiales françaises, pour la première fois en perte, avec en plus, 80 millions de charges spéciales pour cessation d'activités définitives : le groupe a commencé à « faire le ménage ». L'étranger se porte bien, mises à part les pertes de concession et de changes dues à la baisse du dollar et de la peseta. En Bourse, on s'est — doucement — étonné de l'annonce de ce fléchissement de résultats après la clôture de l'augmentation de capital (12 octobre). La société répond qu'il ne lui était pas possible de publier son compte consolidé avant la fin octobre, pas plus qu'en 1977 et en 1978.

Lyonnaise des eaux va solliciter l'autorisation de porter son capital de 225 millions de francs à un maximum de 600 millions. Il est envisagé d'utiliser partiellement cette latitude d'ici à la fin de l'année pour lancer une émission en numéraire.

« L'Air Liquide » augmente son capital par distribution en mars 1979, d'une action gratuite pour dix anciennes, bénéficiant du dividende de l'exercice 1978. Une distribution gratuite avait eu lieu en 1977 (1 pour 4).

J. Borel International va augmenter son capital par émission de 250 millions de francs.

« L'Air Liquide » augmente son capital par distribution en mars 1979, d'une action gratuite pour dix anciennes, bénéficiant du dividende de l'exercice 1978. Une distribution gratuite avait eu lieu en 1977 (1 pour 4).

J. Borel International va augmenter son capital par émission de 250 millions de francs.

« L'Air Liquide » augmente son capital par distribution en mars 1979, d'une action gratuite pour dix anciennes, bénéficiant du dividende de l'exercice 1978. Une distribution gratuite avait eu lieu en 1977 (1 pour 4).

J. Borel International va augmenter son capital par émission de 250 millions de francs.

« L'Air Liquide » augmente son capital par distribution en mars 1979, d'une action gratuite pour dix anciennes, bénéficiant du dividende de l'exercice 1978. Une distribution gratuite avait eu lieu en 1977 (1 pour 4).

J. Borel International va augmenter son capital par émission de 250 millions de francs.

« L'Air Liquide » augmente son capital par distribution en mars 1979, d'une action gratuite pour dix anciennes, bénéficiant du dividende de l'exercice 1978. Une distribution gratuite avait eu lieu en 1977 (1 pour 4).

J. Borel International va augmenter son capital par émission de 250 millions de francs.

« L'Air Liquide » augmente son capital par distribution en mars 1979, d'une action gratuite pour dix anciennes, bénéficiant du dividende de l'exercice 1978. Une distribution gratuite avait eu lieu en 1977 (1 pour 4).

J. Borel International va augmenter son capital par émission de 250 millions de francs.

## Bourses étrangères

### NEW-YORK

Une semaine tumultueuse. Rarement semaine n'aura été plus tumultueuse à Wall Street, où l'espoir (fragile) est revenu après que l'on eut été à la catastrophe.

Une semaine historique au demeurant, durant laquelle deux nouveaux records ont été battus, celui tout d'abord de la plus forte baisse jamais enregistrée en l'espace d'une heure, survenue lundi — entièrement effacée, et même au-delà, au cours de la séance, — puis celui de la plus forte hausse en une seule journée (+ 33,24 points), intervenue mercredi après une nouvelle et sévère chute des cours mardi, qui, pour la première fois depuis avril dernier, avait ramené le « Dow » au-dessous de la barre des 800.

Le grand responsable de ces mouvements chaotiques a, bien entendu, été le dollar, qui, au bord du gouffre, est remonté en flèche, une fois connu le dispositif mis en place par l'administration Carter pour assurer sa défense. Par la suite, le marché devait reperdre un peu du terrain pour repartir de l'avant à la veille du week-end.

Le vent glacé, que la grande peur de la débâcle monétaire avait fait souffler autour du « Big Board », a ainsi succédé à un air plus chaud. Pour une fois, le renchérissement des taux d'intérêt n'a pas trop ému les opérateurs, ces derniers estimant qu'il s'agissait là d'une thérapie indispensable pour sauver le dollar vert en perdition. La Maison Blanche, il est vrai, avait pris soin de préciser que les dispositions adoptées ne devaient pas freiner la croissance de l'économie américaine.

Mais affirmer cependant que Wall Street a retrouvé son sang-froid paraît encore prématuré. La légère recrudescence des cours enregistrée le 2 novembre et les mouvements malgrés tout, assez erratiques du marché à la veille du week-end témoignent que les effets du grand traumatisme monétaire sont loin encore d'être entièrement effacés. Et ce n'est certes pas la persistance d'une forte inflation, avec une progression de 0,9 % des prix de gros en octobre, qui contribue à rassurer les esprits encore passablement troublés. Toujours sous l'effet du choc, beaucoup redoutent à Wall Street, malgré les assurances données par le chef de l'exécutif, une récession pour 1979.

L'activité hebdomadaire a porté sur 219,54 millions d'actions contre 168 millions, indice des industries : 223,10 (contre 216,99).

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

Alcoa ..... 46 1/2 45  
A.T.T. .... 60 7/8 61  
Boeing ..... 56 1/2 55 5/8  
Du Pont de Nemours 123 1/2 122 1/2  
Eastman ..... 57 3/8 57  
Ford ..... 41 40 3/4  
General Electric ..... 47 3/4 46  
General Foods ..... 25 1/2 25  
ITT ..... 25 1/2 25  
Kodak ..... 24 3/4 24 1/2  
Pfizer ..... 31 3/8 31 1/2  
Schlumberger ..... 33 1/2 33  
U.S. Steel ..... 31 1/4 31  
Union Carbide ..... 36 1/2 36  
Westinghouse ..... 23 3/4 23  
Xerox Corp. .... 51 3/4 52 1/2

27 oct. 3 nov.

### LONDRES

Moins 2,2 %. La baisse des cours s'est poursuivie cette semaine au London Stock Exchange et l'indice des industries a encore fléchi de 2,2 %.

Les tensions persistantes sur le front social ont pris le pas sur toute autre forme de considération et, de ce fait, le marché, contrairement à toutes les autres places, n'a pas réagi, ou très peu, à l'annonce du plan Carter pour la défense du dollar.

Le seul fait marquant a été le très vif repli (- 11,5 % en moyenne) des mines d'or, en étroite relation avec la chute du prix de l'or.

Indice « F.T. » du 3 novembre : Industries, 472,4 (contre 482,2) ; mines d'or, 131,9 (contre 149,3) ; Fonds d'Etat, 68,58 (contre 68,37).

27 oct. 3 nov.

Bowater ..... 124 128  
Brit. Petroleum ..... 374 387  
Charter ..... 148 139  
Courtauld ..... 117 114  
De Beers ..... 379 361  
Free State Goldfields 24 3/16 23  
Gt. Union Stores ..... 236 238  
Imperial Chemical ..... 379 361  
Shell ..... 563 561  
Vickers ..... 121 120 1/4  
Warren ..... 23 7/8 23 1/4

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehringer ..... 225,30 225,30  
Hoechst ..... 137 135,58  
Mannesmann ..... 188,58 188,58  
Siemens ..... 261 260,78  
Volkswagen ..... 245,76 245,28

27 oct. 3 nov.

A.E.C. .... 55,48 53,70  
S.A.S.F. .... 137,58 137  
Bayer ..... 143 140,58  
Boehr

